

**TITRE III.**  
**DE L'ASSURANCE INDEMNITES ET DE L'ASSURANCE MATERNITE**

**CHAPITRE I**  
**ORGANES**

**Section I.**  
**Du Comité de gestion du Service des indemnités**

**Art. 161.** Le Comité de gestion du Service des indemnités est composé:

1° d'un président et de deux vice-présidents, nommés par le Roi parmi les membres visés aux 2°, 3° et 4° ci-dessous;

2° de sept membres effectifs et de trois membres suppléants, choisis parmi les candidats présentés par les organisations représentatives des employeurs, en nombre double de celui des mandats à attribuer;

3° de sept membres effectifs et de trois membres suppléants, choisis parmi les candidats présentés par les organisations représentatives des travailleurs salariés, en nombre double de celui des mandats à attribuer;

4° de six membres effectifs et de six membres suppléants, choisis parmi les candidats présentés par les organismes assureurs, en nombre double de celui des mandats à attribuer. Chaque organisme assureur a droit à un mandat de membre effectif et à un mandat de membre suppléant.

Les membres du Comité de gestion sont nommés pour un terme de six ans. La validité du mandat expire tous les trois ans pour la moitié des membres de chacun des groupes représentés.

Toutefois, le premier renouvellement du mandat des membres a eu lieu le 1er janvier 1967, les membres sortants étant désignés par tirage au sort.

Le mandat des membres sortants peut être renouvelé.

Il est pourvu dans les trois mois au remplacement de tout membre qui aura cessé de faire partie du Comité de gestion avant la date normale d'expiration de son mandat. Le nouveau membre ainsi désigné achève le mandat de celui qu'il remplace.

Un membre suppléant ne siège qu'en cas d'absence d'un membre effectif de son groupe.

**Art. 162.** Le Comité de gestion se réunit sur convocation de son président, soit à son initiative, soit à la requête du Ministre, soit à la demande de trois membres au moins, formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion, dans tous les cas, la convocation mentionne l'objet de la réunion.

Lorsque le Comité de gestion est invité à se réunir à la requête du Ministre, la réunion a lieu dans les huit jours de la requête.

**Art. 163.** Le siège du Comité de gestion est valablement constitué si au moins la moitié de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres ayant voix délibérative et participant au vote, compte non tenu des abstentions. En cas de parité de voix la proposition est rejetée.

Lorsque les membres représentant d'une part, les travailleurs salariés et d'autre part, les employeurs ne sont pas présents en nombre égal au moment d'un vote sur les objets visés à l'article 80, 2°, de la loi coordonnée, le ou les plus jeunes membres de la partie en surnombre sont tenus de s'abstenir pour rétablir la parité.

Lorsqu'une proposition se rapportant à un des objets visés à l'alinéa précédent est rejetée contre l'avis unanime des représentants, soit des travailleurs salariés, soit des employeurs, le groupe favorable à la proposition peut demander que celle-ci soit soumise au Ministre; cette demande peut être formée au cours de la séance et actée au procès-verbal ou faite par écrit dans les huit jours de la séance. Elle est adressée au Ministre par le président du Comité de gestion.

Le Ministre statue et notifie sa décision dans les trente jours de la demande qui lui est faite, faute de quoi le rejet de la proposition est définitif.

**Art. 164.** Le président et les vice-présidents du Comité de gestion sont habilités à signer l'un ou l'autre, conjointement avec le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités ou son remplaçant, les actes qui engagent l'Institut, en ce qui concerne le Service des indemnités, autres que ceux qui ont trait à la gestion journalière ou qui émanent de mandataires spéciaux.

**Art. 165.** Le Comité de gestion du Service des indemnités fait, dans les trois mois qui suivent la communication des rapports visés aux articles 141, § 1er, alinéa 1er, 13), a) et 161, alinéa 1er, 3°, b), de la loi coordonnée, rapport au Ministre sur les mesures qu'il a décidé de prendre ou qu'il lui propose, à la suite des constatations faites par le Service du contrôle médical et le Service du contrôle administratif.

**Art. 166.** Le Comité de gestion du Service des indemnités fait part au Ministre, dans les trois mois qui suivent l'établissement de son rapport annuel, des mesures qu'il propose ou qu'il a arrêtées en fonction des éléments de ce rapport.

**Section Ibis.** [Abrogé par: A.R. 29-6-18 – M.B. 9-7 – art. 3](°)

**Art. 166bis.** [Abrogé par: A.R. 29-6-18 – M.B. 9-7 – art. 3] (°°)

**Art. 166ter.** [Abrogé par: A.R. 29-6-18 – M.B. 9-7 – art. 3] (°°°)

**Art. 166quater.** [Abrogé par: A.R. 29-6-18 – M.B. 9-7 – art. 3] (°°°°)

**Art. 166quinquies.** [Abrogé par: A.R. 29-6-18 – M.B. 9-7 – art. 3] (°°°°°)

**Art. 166sexies.** [Abrogé par: A.R. 29-6-18 – M.B. 9-7 – art. 3] (°°°°°°)

**Section II.**  
**Du Conseil médical de l'inRalité**

[R – A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 1] (°°°°°°°)

A. [De la composition du Conseil médical de l'inRalité]

[R – A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 2] (°°°°°°°°)

**Art. 167.** [Le Conseil médical de l'inRalité comprend une Commission supérieure et deux sections de la Commission supérieure.

La Commission supérieure et les deux sections ont leur siège à Bruxelles.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°°°°°) d'application à partir du 31-12-2015.

(°°°°°°°°) d'application à partir du 31-12-2015.

## B. De la Commission supérieure

[R – A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 4] (°)

**Art. 168.** La Commission supérieure est composée :

[M – A.R. 5-3-17 – M.B. 16-3 -art. 1] (°°)

1° de neuf membres effectifs [et de douze membres suppléants], docteurs en médecine, représentants du Service des indemnités;

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°°)

2° de neuf membres effectifs et de dix-huit membres suppléants, médecins-conseils, choisis parmi les candidats présentés par les organismes assureurs en nombre double de celui des mandats à attribuer; pour déterminer la représentation des organismes assureurs, il est tenu compte de leurs effectifs respectifs, chacun ayant droit au moins à un mandat de membre effectif et à un mandat de membre suppléant;

Le Roi désigne le président parmi les membres de la Commission supérieure, sur proposition de celle-ci.

Le Fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités assiste aux séances de la Commission supérieure, avec voix consultative.

**Art. 169.** Tous les membres de la Commission supérieure ont voix délibérative. En cas d'empêchement du président de la Commission supérieure, les membres présents désignent parmi eux un président de séance.

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 5] (°°°°)

C. [Des sections de la Commission supérieure]

[R – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 1] (°°°°°)

**Art. 170.** [Chaque section de la commission supérieure est composée :

1° du médecin-conseil de l'organisme assureur ou du collaborateur de l'équipe multidisciplinaire de l'organisme assureur, qui a établi, selon le cas, la proposition visée à l'article 171.

2° du médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité, qui a examiné la proposition du médecin-conseil de l'organisme assureur ou du collaborateur de l'équipe multidisciplinaire de l'organisme assureur visée à l'article 171.

---

(°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°) d'application à partir du 1-3-2017

(°°°) modification à partir du NL

(°°°°) d'application à partir du 31-12-2015. Le point C comprend l'article 170 (A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 6)

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

En cas d'empêchement du médecin-conseil ou du collaborateur de l'équipe multidisciplinaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, l'organisme assureur doit désigner un autre médecin-conseil ou un autre collaborateur de l'équipe multidisciplinaire au sein de son organisme pour le remplacer. Toutefois, si le médecin-conseil a fait la proposition visée à l'article 171, il ne peut être remplacé que par un autre médecin-conseil.

En cas d'empêchement du médecin visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, celui-ci est remplacé par un autre médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité.]

[**R** - A.R. 25-4-14 - M.B. 2-6 - art. 8; **M** – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°)

D. De la compétence des médecins du Service des indemnités membres du Conseil médical de l'invalidité, de la Commission supérieure et des sections de la Commission supérieure

[**R** – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 2] (°°)

**Art. 171.** [Le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité décide de reconnaître ou non l'état d'incapacité de travail et, le cas échéant, d'en déterminer la durée, sur la base de :

1<sup>o</sup> la proposition du médecin-conseil ou du collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, selon le cas, visant à reconnaître l'état d'incapacité de travail des titulaires au sens de l'article 100 de la loi coordonnée, et d'en déterminer la durée, sans préjudice de l'application de l'article 94, alinéa 2, de la loi coordonnée;

2<sup>o</sup> la proposition du médecin-conseil visant à reconnaître l'état d'incapacité de travail des titulaires qui ont exercé un travail sans l'autorisation visée à l'article 100, § 2, de la loi coordonnée et qui, lors de l'examen médical visé à l'article 101, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi coordonnée, se trouvent en période d'invalidité.

Toutefois, si le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité se trouve dans l'impossibilité de prendre une décision, il demande une réunion de la section de la Commission supérieure ou un examen médical du titulaire par un autre médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité.]

---

(°) modification uniquement en NL

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

[R - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 3] (°)

**Art. 172.** [Le cas échéant, la section de la Commission supérieure se réunit à la demande du médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité lorsque celui-ci se trouve dans l'impossibilité de prendre une décision conformément à l'article 171.]

[R - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 4] (°°)

**Art. 173.** [Dans la section de la Commission supérieure, le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité et, selon le cas, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, discutent l'état d'incapacité de travail au sens de l'article 100 de la loi coordonnée du titulaire.

Après que la réunion de la section de la Commission supérieure a eu lieu, le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité prend une décision sur la reconnaissance ou non de l'état d'incapacité de travail du titulaire.

Toutefois, si après la réunion de la section de la Commission supérieure, le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité se trouve toujours dans l'impossibilité de prendre une décision sur la reconnaissance ou non de l'état d'incapacité de travail du titulaire, il demande qu'il soit procédé à un examen médical de ce titulaire par un autre médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité.]

[R - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 5] (°°°)

**Art. 174.** [En cas d'examen médical du titulaire par un autre médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité, conformément à l'article 171, alinéa 2, ou à l'article 173, alinéa 3, il établit un rapport circonstancié qu'il remet ensuite au médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité qui a demandé l'examen médical, afin que ce dernier puisse prendre une décision sur la reconnaissance ou non de l'état d'incapacité de travail du titulaire.

L'examen médical des titulaires qui ne sont pas domiciliés sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale peut être réalisé dans l'un des sièges provinciaux de l'INAMI, en fonction du domicile de ces titulaires ou selon les possibilités de déplacement de ceux-ci.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

Si l'état de santé du titulaire l'exige, l'examen médical peut également être effectué à son domicile.

Lorsqu'il est procédé à un examen médical conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'état d'incapacité de travail est censé être reconnu jusqu'au moment où sera prise une décision tenant compte du résultat de cet examen.]

[I - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 6] (°)

**[Art. 174/1.** Le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité notifie au titulaire les décisions suivantes, prises conformément à l'article 171, alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 173, alinéa 2, ou l'article 174, alinéa 1<sup>er</sup> :

1° les décisions de reconnaissance de l'état d'incapacité de travail :

a) entraînant l'entrée dans la période d'invalidité visée à l'article 93 de la loi coordonnée;

b) entraînant une prolongation de la période d'invalidité reconnue visée à l'article 93 de la loi coordonnée sur base d'un examen médical visé à l'article 174.

2° les décisions de refus de reconnaissance de l'état d'incapacité de travail.]

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 14] (°°)

**Art. 175. § 1<sup>er</sup>.** La Commission supérieure a pour mission :

1° d'élaborer son règlement d'ordre intérieur et celui de ses sections;

2° d'établir, selon les modalités prévues par son règlement d'ordre intérieur, un rôle de présence de ses membres effectifs et suppléants;

[R - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 7] (°°°)

3° de veiller au bon fonctionnement des sections de la commission supérieure; pour accomplir cette mission [...];

4° d'examiner conformément à l'article 82, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° de la loi coordonnée les données relatives à l'incapacité de travail transmises par les organismes assureurs selon les modalités et dans le délai fixés par le Comité de gestion du Service des indemnités;

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

5° [Abrogé par: A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 7]; (°)

6° [Abrogé par: A.R. 31-1-17 – M.B. 10-2 – art. 3] (°°);

7° [Abrogé par: A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 7]; (°°°)

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 - art.7] (°°°°)

8° d'autoriser, sur proposition du médecin-conseil, la prise en charge par l'assurance indemnités, des programmes de réadaptation professionnelle, visés à l'article 215quater, en faveur des bénéficiaires de l'assurance indemnités;

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°°°°)

9° d'autoriser, sur proposition du médecin-conseil, sous les conditions déterminées à l'article 215quinquies, la prise en charge par l'assurance indemnités des coûts relatifs à l'intégration effective du bénéficiaire après un programme de réadaptation professionnelle;

[R - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 7] (°°°°°°)

10° d'effectuer un contrôle de qualité des propositions du médecin-conseil et de transmettre à la section compétente de la commission supérieure, les dossiers se rapportant aux titulaires pour lesquels elle juge, après avoir effectué un tel contrôle qu'un nouvel examen du dossier est nécessaire;

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°°°°°°)

11° de requérir le médecin-conseil d'établir et de lui transmettre d'urgence tout rapport qu'elle estime utile;

12° d'émettre, conformément à l'article 82 de la loi coordonnée un avis au sujet des questions relatives à la période d'invalidité qui lui sont soumises, soit par le Ministre, soit par le Comité de gestion ou le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités, soit par des organismes assureurs; cet avis doit être émis dans le mois qui suit la date à laquelle il est sollicité;

13° [Abrogé par: A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 7]; (°°°°°°°°)

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°°) modification uniquement en NL

(°°°°°) modification uniquement en NL

(°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°°°°°) modification uniquement en NL

(°°°°°°°°)

14° de faire trimestriellement rapport au Comité de gestion du Service des indemnités sur le fonctionnement du Conseil médical de l'invalidité;

15° de faire annuellement rapport au Comité de gestion du Service des indemnités sur ses activités visées aux 8° et 9°.

§ 2. [Abrogé par: A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 7]; (°)

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

[R - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 8] (°)

**Art. 176.** [Sans préjudice de la mission concernant la décision de reconnaître ou non l'état d'incapacité de travail au sens de l'article 100 de la loi coordonnée à la réception de la proposition, selon le cas, du médecin-conseil ou du collaborateur de l'équipe multidisciplinaire conformément à l'article 171, le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité peut, à partir du premier jour du septième mois de la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi coordonnée, procéder à tout moment à une évaluation de l'état d'incapacité de travail sur base des éléments figurant au dossier médical et prendre une décision concernant cet état d'incapacité de travail du titulaire.

Toutefois, si le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité se trouve dans l'impossibilité de prendre une décision, il demande une réunion de la section de la Commission supérieure ou un examen médical du titulaire par un autre médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité.]

[I- A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 9] (°°)

**[Art. 176/1.** Dans la section de la Commission supérieure réunie en application de l'article 176, alinéa 2, le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité, et, selon le cas, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, discutent de l'état d'incapacité de travail au sens de l'article 100 de la loi coordonnée du titulaire.

Après que la réunion de la section de la Commission supérieure a eu lieu, le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité prend une décision sur la reconnaissance ou non de l'état d'incapacité de travail du titulaire.

Si, après la réunion de la section de la Commission supérieure, le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité ne peut toujours pas se prononcer sur la reconnaissance ou non de l'état d'incapacité du titulaire, il demande qu'un examen médical de ce titulaire soit effectué par un autre médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

[I - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 10] (°)

**[Art. 176/2.** En cas d'examen médical du titulaire par un autre médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité, conformément à l'article 176, alinéa 2, ou à l'article 176/1, alinéa 3, ce dernier établit un rapport circonstancié qu'il remet ensuite au médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité qui a demandé l'examen médical, afin que ce dernier puisse prendre une décision sur la reconnaissance ou non de l'état d'incapacité de travail du titulaire.

L'examen médical des titulaires qui ne sont pas domiciliés sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale peut être réalisé dans l'un des sièges provinciaux de l'INAMI, en fonction du domicile de ces titulaires ou selon les possibilités de déplacement de ceux-ci. Si l'état de santé du titulaire l'exige, l'examen médical peut également être effectué à son domicile.

Lorsqu'il est procédé à un examen médical conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'état d'incapacité de travail est censé être reconnu jusqu'au moment où sera prise une décision tenant compte du résultat de cet examen.]

[I- A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 11] (°°)

**[Art. 176/3.** Le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité notifie au titulaire les décisions suivantes, prises conformément à l'article 176, alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 176/1, alinéa 2, et l'article 176/2, alinéa 1<sup>er</sup> :

1° les décisions entraînant une prolongation de la période d'invalidité reconnue visée à l'article 93 de la loi coordonnée sur base d'un examen médical visé à l'article 176/2;

2° les décisions de refus de reconnaissance de l'état d'incapacité de travail.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 16; M – 27-6-18 – M.B. 9-7] (°)

E. Des interventions des médecins-conseils, des médecins du Service des indemnités membres du Conseil médical de l'invalidité et des médecins-inspecteurs du Service d'évaluation et de contrôle médicaux relatives à l'état d'invalidité

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 18] (°°)

**Art. 177. § 1<sup>er</sup>.** [R - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 - art. 12] (°°°)

[1° Entre le 1<sup>er</sup> jour et le dernier jour de l'avant-dernier mois précédant la date de début de la période d'invalidité, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire communique, à l'intention du Conseil médical de l'invalidité, une proposition reprenant tous les éléments relatifs à la reconnaissance de l'état d'invalidité au sens de l'article 100 de la loi coordonnée, dont la durée maximale proposée dépend de la situation précise dans laquelle se trouve le titulaire :

a) pour le titulaire, conformément à l'article 215decies/4, alinéa 5, classé dans la catégorie 2, la durée maximale est de cinq ans, sauf si ses lésions ou troubles fonctionnels justifient déjà la reconnaissance de l'état d'invalidité jusqu'à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge légal de la pension visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions. Pour que la proposition permette de faire courir la durée jusqu'à la fin du mois au cours duquel le titulaire atteint l'âge légal de la pension, les lésions ou troubles fonctionnels du titulaire doivent, soit répondre aux critères fixés par le Comité de gestion des indemnités sur avis de la Commission supérieure, soit donner lieu à une proposition qui, avant d'être transmise au Conseil médical de l'invalidité en vue d'une décision par le médecin du Service des indemnités membre du conseil médical de l'invalidité, a été validée par un deuxième médecin-conseil ou par un médecin-conseil si la proposition précitée a été établie par le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire;

b) pour le titulaire, conformément à l'article 215decies/4, alinéa 5, classé dans la catégorie 3, la durée maximale est de deux ans;

c) pour le titulaire, conformément à l'article 215decies/4, alinéa 5, classé dans la catégorie 4, la durée maximale est d'un an;

[M – A.R. 30-6-24 – M.B. 5-7 – art. 1] (°°°°)

[d) sous réserve du f), pour le titulaire qui se trouve dans un trajet de réintégration en cours tel que visé au chapitre VI du livre I<sup>er</sup>, titre 4, du code du bien-être au travail ou qui se trouve dans un " Trajet Retour Au Travail " en cours entamé soit après un renvoi du titulaire par le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire vers le " Coordinateur Retour Au Travail " conformément à l'article 215undecies, § 1<sup>er</sup>, soit à la demande du titulaire, après autorisation du médecin-conseil conformément à l'article 215terdecies, § 1<sup>er</sup>, la durée maximale est d'un an;]

(°) modification uniquement en NL

(°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°°) d'application à partir du 1-7-2024

e) pour le titulaire qui est réputé avoir atteint le degré d'incapacité de travail requis en vertu de l'article 100, § 1<sup>er</sup>, alinéa 8, de la loi coordonnée ou de l'article 239, la durée maximale est égale à la durée restante de cette période au cours de laquelle il est réputé avoir atteint le degré d'incapacité de travail requis, augmentée de trois mois, ou, si la date de fin de la période au cours de laquelle il est réputé avoir atteint le degré d'incapacité de travail requis n'est pas connue, la durée maximale est d'un an.

[I – A.R. 30-6-24 – M.B. 5-7 – art. 1] (°)

[f) pour le titulaire ayant une autorisation pour reprendre le travail conformément à l'article 100, § 2 de la loi coordonnée, la durée maximale est égale à :

- deux ans si la reprise du travail autorisé envisage la réinsertion complète du titulaire;

- cinq ans si la reprise du travail autorisé n'envisage pas ou plus la réinsertion complète du titulaire.]

Toutefois, le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire ne peut faire cette proposition que si le contact physique visé à l'article 215decies/3, alinéa 1<sup>er</sup>, a eu lieu avec le médecin-conseil.

Les décisions sont prises au vu de cette proposition, au plus tard dans les trente derniers jours de la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi coordonnée.]

[R - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 - art. 12] (°°)

[2° Entre le 1<sup>er</sup> jour et le dernier jour de l'avant-dernier mois précédant l'expiration de toute période pour laquelle le médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité a constaté l'état d'invalidité, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire communique à l'intention du Conseil médical de l'invalidité, une proposition reprenant un rapport circonstancié sur l'opportunité de constater l'état d'invalidité au sens de l'article 100 de la loi coordonnée pour une nouvelle période dont la durée maximale proposée dépend de la situation précise dans laquelle se trouve le titulaire :

---

(°) d'application à partir du 1-7-2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

a) pour le titulaire, conformément à l'article 215decies/5, alinéa 5, classé dans la catégorie 2, la durée maximale est de cinq ans, sauf si ses lésions ou troubles fonctionnels justifient déjà la reconnaissance de l'état d'invalidité jusqu'à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge légal de la pension visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions. Pour que la proposition permette de faire courir la durée jusqu'à la fin du mois au cours duquel le titulaire atteint l'âge légal de la pension, les lésions ou troubles fonctionnels du titulaire doivent, soit répondre aux critères fixés par le Comité de gestion des indemnités sur avis de la Commission supérieure, soit donner lieu à une proposition qui, avant d'être transmise au Conseil médical de l'invalidité en vue d'une décision du médecin du Service des indemnités membre du conseil médical de l'invalidité, a été validée par un deuxième médecin-conseil ou par un médecin-conseil si la proposition précitée a été établie par le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire;

b) pour le titulaire, conformément à l'article 215decies/5, alinéa 5, classé dans la catégorie 3, la durée maximale est de deux ans;

c) pour le titulaire, conformément à l'article 215decies/5, alinéa 5, classé dans la catégorie 4, la durée maximale est d'un an;

[M – A.R. 30-6-24 – M.B. 5-7 – art. 1] (°)

[d) sous réserve du f), pour le titulaire qui se trouve dans un trajet de réintégration en cours tel que visé au chapitre VI du livre Ier, titre 4, du code du bien-être au travail ou qui se trouve dans un " Trajet Retour Au Travail " en cours entamé soit après un renvoi du titulaire par le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire vers le " Coordinateur Retour Au Travail " conformément à l'article 215undecies, § 1<sup>er</sup>, soit à la demande du titulaire, après autorisation du médecin-conseil conformément à l'article 215terdecies, § 1<sup>er</sup>, la durée maximale est d'un an;]

e) pour le titulaire qui est réputé avoir atteint le degré d'incapacité de travail requis en vertu de l'article 100, § 1<sup>er</sup>, alinéa 8, de la loi coordonnée ou de l'article 239, la durée maximale est égale à la durée restante de cette période au cours de laquelle il est réputé avoir atteint le degré d'incapacité de travail requis, augmentée de trois mois, ou, si la date de fin de la période au cours de laquelle il est réputé avoir atteint le degré d'incapacité de travail requis n'est pas connue, la durée maximale est d'un an.

[I – A.R. 30-6-24 – M.B. 5-7 – art. 1] (°°)

[f) pour le titulaire ayant une autorisation pour reprendre le travail conformément à l'article 100, § 2 de la loi coordonnée, la durée maximale est égale à :

- deux ans si la reprise du travail autorisé envisage la réinsertion complète du titulaire;

- cinq ans si la reprise du travail autorisé n'envisage pas ou plus la réinsertion complète du titulaire.]

Toutefois, si la proposition visée au 1° a été communiquée par le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, seul le médecin-conseil peut communiquer la première proposition en vertu de cette disposition.

Les décisions sont prises au vu de cette proposition, au plus tard dans les trente derniers jours précédant l'expiration de la période pour laquelle l'état d'invalidité a été reconnu.]

---

(°) d'application à partir du 1-7-2024  
(°°) d'application à partir du 1-7-2024

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°)

3° Au cas où soit le médecin inspecteur du Service d'évaluation et de contrôle médicaux soit le médecin-conseil constate la fin de l'état d'invalidité, ce dernier en avertit immédiatement le Conseil médical de l'invalidité.

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7 ; M – A.R. 15-1-24 – B.S. 23-1 – art. 12] (°°)

4° Indépendamment des rapports visés aux 1° à 3°, le médecin-conseil [ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire] consigne dans des rapports complémentaires, qu'il communique aussitôt au Conseil médical de l'invalidité, toutes observations susceptibles de modifier le pronostic inclus dans son précédent rapport quant à l'évolution de l'état d'invalidité d'un titulaire.

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°°)

De plus, le médecin-conseil établit tout rapport estimé utile par le Conseil médical de l'invalidité ou par un de ses membres et le lui transmet d'urgence.

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°°°)

5° Lorsque l'état d'incapacité de travail reprend dans les trois mois qui suivent la fin d'une période d'invalidité, l'état d'invalidité peut être reconnu par le médecin-conseil pour une période maximale de trente jours à compter de la date de reprise dudit état d'incapacité de travail.

---

(°) modification uniquement en NL

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°) modification uniquement en NL

(°°°°) modification uniquement en NL

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°)

Si le médecin-conseil estime qu'il y a lieu de reconnaître l'état d'invalidité pour une période qui n'excède pas trente jours à compter de celui de la reprise de cet état, sa décision fixe simultanément la fin de l'état d'invalidité à l'expiration de la période reconnue.

[M– A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°)

Si le médecin-conseil estime que la période d'incapacité de travail peut excéder trente jours, il communique à l'intention du Conseil médical de l'invalidité, une proposition constatant l'état d'invalidité pour une nouvelle période.

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°°)

Si le médecin-conseil décide de dénier la reprise de l'état d'incapacité de travail, il en avertit immédiatement le Conseil médical de l'invalidité.

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°°°)

Les présentes dispositions s'appliquent également au médecin inspecteur du Service d'évaluation et de contrôle médicaux ou au médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité qui examine le titulaire à la demande du médecin-conseil. Ce dernier est chargé de la communication des documents destinés au Conseil médical de l'invalidité.

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°°°°)

6° Le médecin-conseil signale immédiatement au Conseil médical de l'invalidité les noms des titulaires en état d'invalidité, lorsque ceux-ci ont spontanément repris le travail.

De même, l'organisme assureur signale immédiatement au Conseil médical de l'invalidité tout événement de nature à modifier la situation administrative du titulaire.

7° [Abrogé par: A.R. 31-1-17 – M.B. 10-2 – art. 4] (°°°°°°)

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7 – M – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 12] (°°°°°°°)

**§ 2.** Les propositions et les décisions visées au § 1er, accompagnées des éléments qui ont servis de base à celles-ci, sont communiquées par les médecins-conseils [ou les collaborateurs de l'équipe multidisciplinaire, selon le cas,] à la direction médicale de leur organisme assureur qui les transmet ensuite, au Conseil médical de l'invalidité par voie électronique dans le système de gestion des données relatives à l'incapacité de travail.

---

(°) modification uniquement en NL

(°°) modification uniquement en NL

(°°°) modification uniquement en NL

(°°°°) modification uniquement en NL

(°°°°°) modification uniquement en NL

(°°°°°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

[R - A.R. 25-4-14 - M.B. 2-6 - art. 19; M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7](°)

F. Des dispositions communes aux médecins du Service des indemnités membres du Conseil médical de l'invalidité, aux sections de la Commission supérieure et à la Commission supérieure du Conseil médical de l'invalidité

[M - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 21](°°)

**Art. 178.** Le secrétariat de la Commission supérieure [et des sections de la Commission supérieure], est assumé par des agents désignés par le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités.

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 22](°°°)

**Art. 179.** [Lorsqu'un membre de la Commission supérieure est empêché de siéger, il doit prendre toutes dispositions utiles pour pourvoir à son remplacement par un membre suppléant de la même commission.]

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 23](°°°°)

**Art. 180.** [Un membre suppléant ne siège qu'en l'absence d'un membre effectif.

Le membre suppléant peut toutefois assister aux séances de la Commission supérieure, sans voix délibérative, en cas de présence du membre effectif.]

**Art. 181.** [M - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 24](°°°°°)

La Commission supérieure [siège] valablement si au moins la moitié des membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

[R - A.R. 25-4-14 - M.B. 2-6 - art. 25](°°°°°°)

**Art. 182.** [Les sections de la Commission supérieure siègent valablement lorsque ses deux membres visés à l'article 170 sont présents.]

**Art. 183.** [Abrogé par: A.R. 23-4-14 – M.B. 2-6 -art. 26] (°°°°°°°)

**Art. 184.** [Abrogé par: A.R. 25-4-14 - M.B. 2-6 - art. 27](°°°°°°°°)

---

(°) modification uniquement en NL

(°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°°°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°°°°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°°°°°°) d'application à partir du 31-12-2015

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 28; M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7; M - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 - art. 13] (°)

**Art. 185.** Les décisions de la Commission supérieure [...] et du médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité, sont motivées.

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7; M - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 - art. 14] (°°)

**Art. 186.** Pour l'accomplissement des missions qui leur incombent, les membres du Conseil médical de l'invalidité peuvent exiger des organismes assureurs et de leurs médecins-conseils [et collaborateurs de l'équipe multidisciplinaire] ainsi que des services de contrôle agréés visés à l'article 91 de la loi coordonnée, tous renseignements qu'ils jugent utiles.

**Art. 187.** [M - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 29] (°°°)

Les membres de la Commission supérieure [...] sont nommés pour un terme de six ans.

Le mandat des membres sortants peut être renouvelé.

[M - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 29] (°°°°)

Il est pourvu dans les trois mois au remplacement de tout membre qui a cessé de faire partie de la Commission supérieure [...] avant la date normale d'expiration de son mandat.

Le nouveau membre ainsi désigné achève le mandat du membre qu'il remplace.

[M - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 29] (°°°°°)

Les dispositions du présent article ne concernent pas les membres visés aux articles [168, 1° et 170, 2°]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°°°) d'application à partir du 31-12-2015.

[I - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 30] (°)

G. [Des notifications]

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 32; M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°)

**Art. 188.** La décision du médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité constatant l'état d'invalidité est communiquée à l'organisme assureur. Cette décision est également notifiée à l'assuré dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour de la décision.

**Art. 189.** [R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 33; *Abrogé par* : A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 15] (°°°)

**Art. 189/1.** [I – A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 34; *Abrogé par* : A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 16] (°°°°)

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 35] (°°°°°)

**Art. 190.** [M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (°°°°°°)

La décision du médecin-conseil, du médecin inspecteur du Service d'évaluation et de contrôle médicaux ou du médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité constatant la fin de l'état d'invalidité ou celle déniaut la reprise de l'état d'incapacité de travail dans les trois mois suivant la fin d'une période d'invalidité, est communiquée à l'organisme assureur.

Cette décision est également notifiée au titulaire :

1° lorsqu'il s'agit d'une constatation de la fin de l'état d'invalidité : dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour de la décision;

2° lorsqu'il s'agit d'une décision visée à l'article 177, § 1er, 5°, alinéa 4 : dans les cinq jours ouvrables qui suivent le jour de la réception du certificat ou de la déclaration d'incapacité de travail, ou de la notification d'incapacité de travail délivrée par l'Office national de l'emploi.

---

(°) d'application à partir du 31-12-2015. Le point G concerne les articles 188 jusqu'au 192 (A.R. 25-4-14 - M.B. 2-6 - art. 31)

(°°) modification uniquement en NL

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°°°°) modification uniquement en NL

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 36; M – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 17] (°)

**Art. 191.** Les notifications aux titulaires, visées aux articles 188 [...] et 190, sont faites par pli ordinaire lorsqu'il s'agit de décisions de reconnaissance de l'état d'invalidité prises dans le cadre des articles 100 et 101 de la loi coordonnée. Lorsqu'il s'agit de décisions qui mettent fin à la reconnaissance de l'état d'invalidité, elles ont lieu par pli recommandé à la poste et sont réputées avoir été faites le premier jour qui suit la remise à la poste; les samedis, dimanches et jours fériés légaux ne sont pas comptés dans ce délai.

[R - A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 37] (°°)

**Art. 192.** [M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7; M – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 17]] (°°°)

Les notifications, visées sous le point G, des décisions [...], du médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité, du médecin-conseil et du médecin inspecteur du Service d'évaluation et de contrôle médicaux doivent s'effectuer dans les conditions et selon les modalités fixées par la Commission supérieure.

Les modèles des notifications destinées aux titulaires et se rapportant à des décisions leur déniaient l'état d'invalidité ou constatant la fin de cet état, contiennent les indications nécessaires pour faire utilement recours aux juridictions visées à l'article 167 de la loi coordonnée.

Les décisions sont communiquées à l'organisme assureur par voie électronique via le système de gestion des données relatives à l'incapacité de travail.

Dans l'éventualité où ces décisions ne peuvent être transmises à l'organisme assureur par voie électronique, celles-ci sont communiquées par support papier.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 31-12-2015

(°°°) modification uniquement en NL

### **Section III.** **Du Conseil technique intermutualiste**

**Art. 193.** Le Conseil technique intermutualiste institué en vertu de l'article 83 de la loi coordonnée auprès du Service des indemnités est composé:

1. de trois membres effectifs et de trois membres suppléants, choisis parmi les candidats présentés par les organisations représentatives des employeurs en nombre double de celui des mandats à attribuer;

2. de trois membres effectifs et de trois membres suppléants, choisis parmi les candidats présentés par les organisations représentatives des travailleurs salariés en nombre double de celui des mandats à attribuer;

3. de huit membres effectifs et de huit membres suppléants, choisis parmi les candidats présentés par les organismes assureurs en nombre double de celui des mandats à attribuer; pour déterminer la représentation des organismes assureurs, il est tenu compte de leurs effectifs respectifs, chacun ayant droit au moins à un mandat de membre effectif et à un mandat de membre suppléant.

Le président est désigné par le Roi parmi les membres du conseil.

Assistent de droit aux séances du conseil, les fonctionnaires dirigeants du Service des indemnités, du Service de contrôle médical et du Service du contrôle administratif.

Le président peut appeler en séance, pour y siéger en permanence ou occasionnellement, tout fonctionnaire du Service des indemnités ou des Services généraux dont la présence serait jugée utile.

Le secrétariat du conseil est assumé par un agent du Service des indemnités désigné par le fonctionnaire dirigeant dudit service.

**Art. 194.** Les membres du conseil sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat est renouvelable par moitié, tous les trois ans.

Toutefois, le premier renouvellement du mandat des membres du Conseil technique intermutualiste a eu lieu le 1er janvier 1967, les membres sortants étant désignés par tirage au sort.

Le mandat des membres sortants peut être renouvelé.

Il est pourvu dans les trois mois au remplacement de tout membre qui a cessé de faire partie du Conseil technique intermutualiste avant la date normale d'expiration de son mandat. Le nouveau membre ainsi désigné achève le mandat du membre qu'il remplace.

**Art. 195.** Un membre suppléant ne siège qu'en l'absence d'un membre effectif.

En cas d'empêchement du président, il est remplacé par un président suppléant nommé par le Roi parmi les membres du conseil.

**Art. 196.** Le conseil se réunit sur convocation de son président, soit à son initiative, soit à la requête du Comité de gestion du Service des indemnités, soit à la demande de trois membres au moins, formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion; dans tous les cas, la convocation mentionne l'objet de la réunion

Le siège du conseil est valablement constitué si au moins la moitié de ses membres sont présents.

**Art. 197.** Les avis émis par le Conseil technique intermutualiste sont communiqués par son président au Comité de gestion du Service des indemnités.

**Art. 198.** Le conseil établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet pour approbation au Comité de gestion du Service des indemnités.

---

[I - A.R. 27-4-99 – M.B. 11-6; R – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 1] (°)

**Section IV.**  
**[Centre de connaissances de l'incapacité de traRail]**

[I - A.R. 27-4-99 – M.B. 11-6; R – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 2]<sup>(°°)</sup>

**Art. 198bis.** [Le Centre de connaissances de l'incapacité de travail institué auprès du Service des indemnités en vertu de l'article 85 de la loi coordonnée est composé :

1° de quatre experts effectifs et de quatre experts suppléants occupés auprès d'une institution universitaire avec une spécialisation en matière d'évaluation de l'incapacité de travail, dont au moins la moitié sont médecins;

2° de quatre experts effectifs et de quatre experts suppléants occupés auprès d'une institution universitaire avec une spécialisation en liaison avec les missions attribuées au Centre de connaissances;

3° de neuf membres effectifs et de neuf membres suppléants, médecins choisis parmi des candidats présentés par les organismes assureurs en nombre double de celui des mandats à conférer; pour fixer la représentation des organismes assureurs, il est tenu compte de leurs effectifs respectifs et du droit dont dispose chaque organisme assureur à au moins un mandat de membre effectif et un mandat de membre suppléant;

4° de six membres effectifs et de six membres suppléants, représentant le Service des indemnités, dont au moins la moitié sont médecins;

5° de trois membres effectifs et de trois membres suppléants, choisis parmi les candidats présentés par les organisations représentatives des employeurs en nombre double de celui des mandats à conférer;

6° de trois membres effectifs et de trois membres suppléants choisis parmi les candidats présentés par les organisations représentatives des travailleurs salariés en nombre double de celui des mandats à conférer.

En ce qui concerne les missions déterminées à l'article 85, alinéa 1er, 1° à 2°, les membres présentés par les organisations représentatives des employeurs et les membres présentés par les organisations représentatives des travailleurs salariés ont voix consultative.

En ce qui concerne les missions déterminées à l'article 85, alinéa 1er, 3° à 4°, les membres présentés par les organisations représentatives des employeurs et les membres présentés par les organisations représentatives des travailleurs salariés ont voix délibérative.

Le président est nommé par le Roi parmi les membres du Centre de connaissances.

Le fonctionnaire dirigeant du Service des Indemnités assiste de droit aux séances du Centre de connaissances.

Le secrétariat du Centre de connaissances est assumé par un membre du personnel du Service des Indemnités désigné par le fonctionnaire dirigeant dudit service.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°) d'application à partir du 1-1-2018

[I - A.R. 27-4-99 – M.B. 11-6 – art. 1]

**Art. 198ter.** [M – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 3] (°)

Les membres [du Centre de connaissances de l'incapacité de travail] sont nommés pour un terme de six ans.

Le mandat des membres sortants peut être renouvelé.

[M – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 3] (°°)

Il est pourvu dans les trois mois au renouvellement de tout membre qui a cessé de faire partie [du Centre de connaissances de l'incapacité de travail] avant la date normale d'expiration de son mandat. Le nouveau membre ainsi nommé achève le mandat du membre qu'il remplace.

[I - A.R. 27-4-99 – M.B. 11-6 – art. 1]

**Art. 198quater.** Un membre suppléant ne siège qu'en l'absence d'un membre effectif.

[M – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 4] (°°°)

En cas d'empêchement du président, il est remplacé par un vice-président nommé par le Roi parmi les membres [du Centre de connaissances de l'incapacité de travail].

[I – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 4] (°°°°)

[Le membre suppléant peut toutefois assister aux séances du Centre de connaissances, sans voix délibérative, en cas de présence du membre effectif.]

[I - A.R. 27-4-99 – M.B. 11-6 – art. 1]

**Art. 198quinquies.** [M – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 5] (°°°°°)

[Le Centre de connaissances de l'incapacité de travail] se réunit sur convocation de son président, soit à son initiative, soit à la requête du Comité de gestion du Service des Indemnités, soit à la requête du Conseil médical de l'invalidité, formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion; dans tous les cas, la convocation mentionne l'objet de la réunion.

[M – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 5] (°°°°°°)

Le siège du [Centre de connaissances] est valablement constitué si la moitié au moins des membres visés à [l'article 198bis, alinéa 1er, 1° à 6] sont présents.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2018

[I - A.R. 27-4-99 – M.B. 11-6 – art. 1]

**Art. 198sexies.** [M – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 6] (°)

Les avis émis par [le Centre de connaissances de l'incapacité de travail] dans le cadre des missions qui lui sont attribuées par l'article 85, alinéa 1er, 1° et 3° de la loi coordonnée sont communiqués par son président au Comité de gestion du Service des Indemnités et au Conseil médical de invalidité

[M – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 6] (°°)

Les avis émis par [le Centre de connaissances de l'incapacité de travail] dans le cadre des missions qui lui sont attribuées par l'article 85, alinéa 1er, 2° de la loi coordonnée, sont communiqués au Conseil médical de l'invalidité.

[I – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 6] (°°°)

[Les avis émis par le Centre de connaissances de l'incapacité de travail, dans le cadre des missions qui lui sont confiées à l'article 85, alinéa 1er, 4°, de la loi coordonnée sont communiqués au Comité de gestion du Service des indemnités.]

[I - A.R. 27-4-99 – M.B. 11-6; M – A.R. 9-10-18 – M.B. 17-10 – art. 7] (°°°°)

**Art. 198septies.** [Le Centre de connaissances] établit son règlement d'ordre intérieur.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2018

## CHAPITRE II. DU CHAMP D'APPLICATION

### **Définition des traRailleurs saisonniers, des traRailleurs intermittents et des traRailleurs à temps partiel, applicable dans le cadre de l'assurance indemnités**

**Art. 199.** Il faut entendre par travailleurs saisonniers, les travailleurs qui effectuent des périodes de travail dont la durée est limitée, soit en raison de la nature saisonnière du travail, soit parce que les entreprises qui les engagent sont obligées de recruter du personnel de renfort à certaines époques de l'année.

**Art. 200.** Il faut entendre par travailleurs intermittents:

1° les travailleurs temporaires et intérimaires telles que ces notions sont définies dans la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

2° les travailleurs à domicile, tels qu'ils sont définis à l'article 3, 4°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1970.

**Art. 201.** [Abrogé par: A.R. 10-6-01 – M.B. 31-7 – éd. 1 – art. 33] <sup>(°)</sup>

[M – A.R. 10-6-01 – M.B. 31-7 – éd. 1] <sup>(°°)</sup>

**Art. 202.** Pour l'application de la loi coordonnée, sont considérés comme travailleurs saisonniers, comme travailleurs intermittents ou comme travailleurs à temps partiel, [les travailleurs visés aux articles 199 et 200 du présent arrêté et à l'article 10 de l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions] qui, en dehors des périodes de travail visées à ces articles, d'une part, ne sont ni assujettis à l'assurance indemnités obligatoire, en vertu de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté royal du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ni soumis à l'arrêté royal du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et d'autre part, ne remplissent pas les conditions d'admission au bénéfice des allocation de chômage ou renoncent volontairement à celles-ci.

---

<sup>(°)</sup> d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

<sup>(°°)</sup> d'application à patir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

CHAPITRE III.  
DES CONDITIONS D'OCTROI DES PRESTATIONS

[M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°)

**Section I.**  
**Du [stage d'attente] pour le droit aux indemnités**

**Art. 203.** [M - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 35; M - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 1](°°)

Pour l'application de l'article 128, § 1er, de la loi coordonnée, les titulaires doivent totaliser, au cours d'une période de [douze ] mois, au moins [cent quatre-vingts] jours de travail, [...].

[R - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 35](°°°)

[Par dérogation à l'article 9, 2° de l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, les travailleurs occupés en exécution d'une convention collective de travail conclue sur base de la convention collective de travail numéro 42 conclue au sein du Conseil national du travail en date du 2 juin 1987 concernant l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises et qui reçoivent une rémunération égale ou supérieure au montant du revenu mensuel minimum moyen garanti, sont censés effectuer des prestations de travail à temps plein.]

[R - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 1; M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°°°°)

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa premier, les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel accomplissent leur [stage d'attente] s'ils ont accompli, au cours d'une période de douze mois, huit cents heures de travail. La période de référence est cependant prolongée jusqu'à un maximum de trente-six mois pour les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel qui, en raison de leur régime de travail, se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir leur [stage d'attente] dans les douze mois.

Sont assimilés à des jours de travail pour l'application du même article:

1. les jours d'inactivité résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle entraînant une incapacité, telle qu'elle est définie à l'article 100 de la loi coordonnée;

2. les jours pour lesquels le titulaire bénéficie des prestations prévues en cas d'incapacité totale de travail, en vertu de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail ou en vertu des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970;

---

(°) modification uniquement en FR

(°°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

(°°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°°°) modification uniquement en FR

- [R - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 35] (°)
- [3. les jours de vacances légales;]
- [I – A.R. 6-12-15 – M.B. 18-12 – éd. 2 – art. 1] (°°)
- [3bis. les jours de vacances supplémentaires;]
4. les jours de chômage involontaire contrôlés tels qu'ils sont définis à l'article 246;
5. les jours pendant lesquels le chômeur effectue, à l'intervention de l'Office national de l'emploi, un travail domestique pour mettre un terme à son chômage;
- [R - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 35] (°°°)
- [6. les jours de grève;]
- [R - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 35] (°°°°)
- [7. les jours de lock-out;]
8. les jours non prestés pour lesquels l'employeur est tenu de payer une rémunération;
- [R - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 35] (°°°°°)
- [9. les jours de repos compensatoire;]
- [R - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 35] (°°°°°°)
- [10. les jours d'absence sans maintien de la rémunération par suite de congé prophylactique;]
- [I – A.R. 10-06-01 – M.B. 31-7 – éd. 1 – art. 35] (°°°°°°°)
- [10bis. les jours d'éloignement complet du travail en tant que mesure de protection de la maternité;]
- [R - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 35] (°°°°°°°°)
- [11. les jours pendant lesquels est exercée la fonction de juge social;]
12. les jours pendant lesquels le membre du personnel enseignant ou assimilé, engagé à titre temporaire, est considéré comme n'étant pas privé de rémunération parce que sa rémunération mensuelle était égale au dixième de la rémunération annuelle qui lui aurait été accordée s'il avait été engagé à titre définitif;
- [R - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 35] (°°°°°°°°°)
- [13. les jours de congé pour raisons impérieuses sans maintien de la rémunération. L'assimilation est toutefois limitée à dix jours par an au maximum, que ceux-ci soient accordés en une ou plusieurs fois;]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°) d'application à partir du 1-4-2012

(°°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

[I - A.R. 25-4-04 - M.B. 18-5 - éd. 1 – art. 1] (°)

[14. les jours de vacances et les jours fériés légaux des gardiens et gardiennes d'enfants sans accueil d'enfants, visés à l'article 27bis, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;]

[I - A.R. 15-10-10 - M.B. 5-11 - éd. 2 - art. 1] (°°)

[15. les jours de congé pour soins d'accueil, visés à l'article 30quater de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;]

[I - A.R. 22-5-14 - M.B. 23-7 - éd. 1 - art. 1] (°°°)

[16. les jours couverts par l'indemnité en compensation du licenciement visée à l'article 7, § 1er, alinéa 3, zf), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;]

Pour les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel, les périodes d'inactivité visées à l'alinéa précédent, pour autant qu'elles coïncident avec des journées ou des périodes pendant lesquelles les travailleurs concernés auraient normalement travaillé, sont prises en compte à concurrence du nombre d'heures de travail qu'ils auraient accompli au cours de ces périodes.

[R - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 35] (°°°°)

[Pour les travailleurs à temps plein le nombre de jours à prendre en considération est obtenu selon la formule suivante :

$A/B \times C$ , soit :

\*A correspond au nombre de jours tels que visés aux alinéas précédents pour les périodes envisagées;

\*B correspond au nombre de jours d'occupation prévu dans le régime de travail fixe ou, s'il ne s'agit pas d'un nombre fixe de jours par semaine, au nombre maximum de jours d'occupation de la personne de référence pour la période considérée;

\*C correspond au nombre maximum de jours à prendre en considération pour une occupation de six jours par semaine pour la période considérée.

Si le résultat obtenu comporte une fraction, il est arrondi à l'unité supérieure.]

[I - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 7] (°°°°°)

[Si les données relatives au temps de travail telles que visées au présent article sont communiquées de manière globale par trimestre au service compétent pour la perception des cotisations de sécurité sociale et si les prestations de travail ne peuvent pas être situées dans un trimestre, les prestations de travail qui sont situées dans le trimestre pendant lequel la période de référence prend cours et qui précèdent cette période, sont considérées comme étant situées dans cette période de référence.]

---

(°) d'application à partir du 1-4-2003

(°°) d'application à partir du 23-11-2008

(°°°) d'application à partir du 1-1-2014

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 - M.B. 20-11 - éd. 1)

(°°°°°) d'application à une date déterminée par le Roi

[I - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 2] (°)

**Art. 203/1.** Pour l'application de l'article 116/1, § 1er, de la loi coordonnée, les titulaires doivent totaliser, au cours d'une période de six mois, au moins cent vingt jours de travail.

[M - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 1 en 6] (°°)

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa premier, les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel accomplissent leur stage s'ils ont accompli, au cours d'une période de six mois, quatre cents heures de travail. [Toutefois, ils accomplissent leur stage d'attente s'ils ont accompli, au cours d'une période de six mois, cent trente-trois heures de travail, à condition qu'ils se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir quatre cents heures de travail durant ces six mois en raison de leur régime de travail.]

Les dispositions de l'article 203, alinéa 2 et alinéas 4 à 7, valent également pour l'application de l'article 116/1, § 1er, de la loi coordonnée.

[R - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 3] (°°°)

**Art. 204.** [M - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 6] (°°°°)

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions de l'article 131 de la loi coordonnée, les titulaires visés à l'article 128, § 1er et les titulaires visés à l'article 128, § 2, alinéa 2, de la loi coordonnée qui ne remplissent pas les conditions de l'article 207, conservent le droit de bénéficier des prestations jusqu'à la fin du trimestre au cours duquel ils ont terminé le [stage d'attente].

[M - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 6] (°°°°°)

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 131 de la loi coordonnée, les titulaires visés aux articles 116/1, § 1er et 116/1, § 2, alinéa 2, de la loi coordonnée qui ne remplissent pas les conditions de l'article 207/1, conservent le droit de bénéficier des prestations jusqu'à la fin du trimestre qui suit celui au cours duquel ils ont terminé le [stage d'attente].

[M - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 6] (°°°°°°)

§ 3. Sans préjudice des dispositions de l'article 131 de la loi coordonnée, les titulaires dispensés de l'accomplissement du [stage d'attente], conformément à l'article 116/1, § 2, alinéa 1er, ou à l'article 128, § 2, alinéa 1er, de la loi coordonnée, conservent le droit au bénéfice des prestations jusqu'à la fin de la période qui prend cours le jour où ils ont acquis la qualité de titulaire et se termine à la fin du trimestre suivant.

---

(°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

(°°) d'application à partir du 2-8-2022 et s'applique aux périodes de protection de maternité, de congé de maternité converti, de congé de paternité ou de naissance, de congé d'adoption et de congé parental d'accueil débutant, au plus tôt, à cette date

(°°°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

(°°°°) modification uniquement en FR

(°°°°°) modification uniquement en FR

(°°°°°°) modification uniquement en FR.

Ce droit leur est maintenu :

1° pendant le premier trimestre qui suit la période définie à l'alinéa 1er, à condition que, pour le trimestre au cours duquel ils ont acquis la qualité de titulaire, ils aient rempli les conditions en matière de cotisation prévues à la section V du chapitre II du titre IV;

2° pendant le deuxième trimestre qui suit la période définie à l'alinéa 1er, à condition que pour cette même période, ils aient rempli les conditions en matière de cotisation prévues à la section V du chapitre II du titre IV.

[M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6] (°)

## **Section II.**

### **De la dispense et de la réduction du [stage d'attente] pour le droit aux indemnités**

**Art. 205.** [M – A.R. 22-11-13 – M.B. 19-12 – éd. 1 – art. 1; M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6] (°°)

§ 1<sup>er</sup>. Sont dispensés du [11 stage d'attente]11 pour le droit aux indemnités d'incapacité de travail [...]:

1° les personnes visées par la loi et les arrêtés royaux suivants et dans les conditions qui y sont fixées:

a) loi du 28 juin 1960 relative à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée;

b) arrêté royal du 28 novembre 1956 fixant, en ce qui concerne les anciens agents des chemins de fer belges ou leurs veuves, assujettis à l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, les conditions d'octroi des prestations;

c) arrêté royal du 11 janvier 1958 fixant, en ce qui concerne les anciens affiliés à la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge ou leurs veuves, assujettis à l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, les conditions d'octroi des prestations;

d) arrêté royal du 15 avril 1958 fixant les conditions dans lesquelles les prestations de l'assurance maladie-invalidité sont accordées aux réfugiés de nationalité hongroise;

e) arrêté royal du 6 août 1962, dispensant certaines catégories de personnes ayant exercé leur activité professionnelle soit au Congo, soit au Ruanda-Urundi des conditions d'admission à l'assurance chômage et à l'assurance maladie invalidité;

[I - A.R. 3-10-03 - M.B. 14-10 – art. 7] (°°°)

[f) loi du 6 février 2003 relative à la démission volontaire accompagnée d'un programme personnalisé de reconversion professionnelle au bénéfice de certains militaires et portant des dispositions sociales ;]

---

(°) modification uniquement en FR

(°°) modification uniquement en FR

(°°°) d'application à partir du 14-10-2003

[M - A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2 – art. 20] (°)

2° la personne qui, dans les trente jours suivant la fin (de l'accomplissement des obligations de milice), acquiert ou retrouve la qualité de titulaire au sens de l'article 86, § 1er, 1°, de la loi coordonnée;

[R - A.R. 29-1-13 - M.B. 27-3 - art. 1] (°°)

3° les jeunes qui satisfont aux conditions suivantes :

1. a) soit ont terminé des études du cycle secondaire supérieur ou la troisième année d'études de l'enseignement secondaire technique, artistique ou professionnel, dans un établissement d'enseignement organisé, reconnu ou subventionné par une Communauté;

b) soit ont obtenu, pour les études visées sous a), un diplôme ou un certificat d'études devant le jury compétent d'une Communauté;

[R - A.R. 21-4-16 - M.B. 9-5 - art. 1] (°°°)

c) [soit ont terminé une formation en alternance;]

d) soit répondent aux conditions de l'article 36, § 1er, alinéa 1er, 2°, f), g), h) ou j) de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

[M - A.R. 21-4-16 - M.B. 9-5 - art. 1] (°°°°)

2. acquièrent la qualité de titulaire visée à l'article 86, § 1er, 1° a) ou c) de la loi coordonnée, au plus tard le lendemain de la période de treize mois qui suit la fin des études[, de la formation en alternance] ou de l'apprentissage susvisés ou l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat d'études devant le jury compétent d'une Communauté.

Si, après avoir terminé des études du cycle secondaire supérieur ou la troisième année d'études de l'enseignement secondaire technique, artistique ou professionnel, le jeune entame d'autres études, le délai visé à l'alinéa 1er, 2, prend cours le jour qui suit la fin des études qui ont été accomplies en dernier lieu ou le jour qui suit la cessation des études, lorsqu'il y a été mis fin prématurément.

Le délai, visé à l'alinéa 1er, 2, est prolongé:

a) de la durée des périodes visées à l'article 36, § 2, 2°, c), d) et e) de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

b) de la durée de la période pendant laquelle l'intéressé, du fait de l'accomplissement des obligations de milice, n'a pas été en mesure d'acquérir la qualité de titulaire visée à l'article 86, § 1er, 1°, a) ou c) de la loi coordonnée;

[M - A.R. 11-6-15 - M.B. 26-6 - art. 1] (°°°°°)

c) de la durée de la période pendant laquelle l'intéressé est incapable de travailler, se trouve dans une période de repos de maternité facultatif ou en [congé de maternité converti ] au sens de la loi coordonnée;

d) de la durée de la période pendant laquelle l'intéressée se trouve dans une période de protection de la maternité visée à l'article 114bis de la loi coordonnée.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°) d'application à partir du 1-1-2012

(°°°) d'application à partir du 1-7-2015 (A.R. 26-5-16 – M.B. 9-6 – art. 1)

(°°°°) d'application à partir du 1-7-2015 (A.R. 26-5-16 – M.B. 9-6 – art. 1)

(°°°°°) d'application à partir du 28-7-2014

[I - A.R. 21-4-16 - M.B. 9-5 - art. 1] (°)

[e) de la durée de la période pendant laquelle en application de l'article 36, § 1/1 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, l'intéressé n'a pas été en mesure d'acquiescer, avant l'âge de 21 ans, la qualité de titulaire visée à l'article 86, § 1er, 1°, c) de la loi coordonnée.]

[R - A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2 - art. 20; M - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 6] (°°)

4° la personne qui, dans les trente jours suivant la fin d'une période de détention préventive ou de privation de liberté, retrouve la qualité de titulaire au sens de l'article 86, § 1er, 1° de la loi coordonnée, ou se trouve en incapacité de travail au sens de l'article 100, § 1er, de la loi coordonnée, pour autant qu'elle ait accompli le [stage d'attente] prévu à l'article 128 de la loi coordonnée, à moins qu'elle n'en ait été dispensée et qu'elle remplissait les conditions d'octroi des indemnités d'incapacité de travail au début de la période de détention préventive ou de privation de liberté;

5° [M - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 4] (°°°)

la personne qui, ayant participé d'une façon ininterrompue pendant une période de [douze] mois à l'assurance prévue par la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre mer, a versé les cotisations prescrites par les articles 17 et 19 de la même loi et qui, dans les trente jours suivant la fin, soit de sa participation à cette assurance, soit de la période pendant laquelle elle a bénéficié des prestations de l'assurance soins de santé et indemnités prévue par cette loi, acquiert la qualité de titulaire définie à l'article 86, § 1er, 1°, a) ou c), de la loi coordonnée.

[M - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 4; M - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 6] (°°°°)

Si la personne a participé d'une façon ininterrompue pendant une période inférieure à douze mois à l'assurance prévue par la loi du 17 juillet 1963, la période couverte par les cotisations versées en vertu de ladite loi est assimilée à une période intervenant dans le calcul du [stage d'attente] visé à l'article 128 de la loi coordonnée. Toutefois, il n'y a lieu à cette totalisation que dans la mesure où il ne s'est pas écoulé un délai supérieur à trente jours entre la fin de la participation à la législation prévue par la loi du 17 juillet 1963, et l'acquisition de la qualité de titulaire définie à l'article 86, § 1er, 1°, a) ou c), de la loi coordonnée.

---

(°) d'application à partir du 1-9-2015 (A.R. 26-5-16 - M.B. 9-6 - art. 1)

(°°) modification uniquement en FR

(°°°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

(°°°°) modification uniquement en FR

[**I** - A.R. 26-2-03 - M.B. 2-4 - éd. 3; **M** - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 4; **M** - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 6] (°)

6° la personne qui, dans la période de trente jours suivant la date à laquelle prend effet sa démission volontaire comme agent statutaire, acquiert la qualité de titulaire au sens de l'article 86, § 1er, 1°, a) ou c) de la loi coordonnée, pour autant qu'elle ait été employée pendant une période ininterrompue d'au moins douze mois comme agent statutaire. Si elle a été employée pendant une période de moins de douze mois en cette qualité, cette période est assimilée à une période, prise en considération pour le calcul du [stage d'attente], prévu à l'article 128 de la loi coordonnée.

[**I** - A.R. 28-10-16 - M.B. 25-11 - éd. 1 - art. 1; **M** - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 4; **M** - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 6] (°°)

7° la personne qui acquiert dans la période de trente jours suivant le début de son congé sans solde pour convenance personnelle comme agent statutaire, la qualité de titulaire au sens de l'article 86, § 1er, 1°, a), de la loi coordonnée, pour autant qu'elle ait été employée pendant une période ininterrompue d'au moins douze mois comme agent statutaire. Si elle a été employée pendant une période ininterrompue de moins de douze mois en cette qualité, cette période est assimilée à une période qui est prise en compte pour le calcul du [stage d'attente] prévu à l'article 128 de la loi coordonnée.

**§ 2.** [Abrogé par: A.R. 4-2-00 - M.B. 11-3]

**§ 3.** [Abrogé par: A.R. 31-1-17 - M.B. 10-2 - art.1] (°°°)

[**I** - A.R. 31-1-17 - M.B. 10-2 - art. 1; **M** - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 6] (°°°°)

**§ 3/1.** Est dispensée du [stage d'attente] pour le droit aux indemnités d'incapacité de travail, la personne qui, au terme de la période maximale donnant lieu au paiement d'une allocation de transition prévue par la législation relative aux pensions, a la qualité de titulaire au sens de l'article 86, § 1er, 1° ou 4°, de la loi coordonnée et ce, au plus tard le premier jour ouvrable suivant la fin de la période maximale précitée.

**§ 4.** [Abrogé par: A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 4] (°°°°°)

---

(°) modification uniquement en FR

(°°) modification uniquement en FR

(°°°) d'application à partir du 31-1-2015

(°°°°) modification uniquement en FR

(°°°°°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

**§ 5.** [M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°)

Pour l'octroi de l'indemnité d'incapacité de travail, le [stage d'attente] prévu à l'article 128 de la loi coordonnée est réduit à deux mois comprenant au moins trente jours de travail ou assimilés en faveur du titulaire qui, ayant cessé de se trouver dans une des situations visées à l'article 86, § 1er, de la loi coordonnée, après avoir accompli le [stage d'attente] visé ci-dessus ou en avoir été dispensé, se trouve à nouveau assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, pour autant que l'interruption qui ne peut être fractionnée :

1° ait pour but, suivant une déclaration écrite du titulaire, de lui permettre de se consacrer à l'éducation d'un enfant vivant sous son toit, personne à charge soit du titulaire lui-même, soit de la personne à charge de laquelle ce titulaire a été inscrit pendant l'interruption susvisée, en application des dispositions de l'article 123, 1 et 2;

2° se situe dans la période de trois ans qui suit la date de la naissance de l'enfant.

La période de trois ans est doublée lorsque il s'agit d'un enfant bénéficiant de l'allocation supplémentaire pour enfants handicapés, octroyée en application de la législation relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou de celle relative aux allocations familiales pour travailleurs indépendants.

Lorsqu'une nouvelle naissance survient avant la fin de l'interruption, celle-ci peut être prolongée, sans pouvoir dépasser respectivement les trois ou les six années suivant la date de cette nouvelle naissance.

[M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°°)

Les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel accomplissent le [stage d'attente] réduit s'ils totalisent, au cours d'une période de deux mois, cent trente-trois heures de travail ou assimilées. La période de référence est toutefois prolongée jusqu'à six mois au maximum pour les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel qui, en raison de leur régime de travail, se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir leur [stage d'attente] réduit en deux mois.

[R - A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2 – art. 20](°°°)

**§ 6.** [M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°°°°)

Pour la personne qui avait la qualité de titulaire au sens de l'article 86, § 1er, 1°, de la loi coordonnée jusqu'au trentième jour au moins avant l'accomplissement des obligations de milice et qui, au plus tard dans les trente jours suivant la fin de l'accomplissement des obligations de milice, se trouve en état d'incapacité de travail au sens de l'article 100, § 1er, de la loi coordonnée, le [stage d'attente] est considéré comme accompli.

---

(°) modification uniquement en FR

(°°) modification uniquement en FR

(°°°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°°°) modification uniquement en FR

[M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°)

Lorsque la personne visée à l'alinéa précédent se trouve, dans les trente jours suivant le renvoi dans les foyers ou l'envoi en congé illimité, en un état d'incapacité de travail au sens de l'article 100, § 1er, de la loi coordonnée, causé par un accident survenu ou une affection contractée pendant l'accomplissement des obligations de milice, le [stage d'attente] est considéré comme accompli. Il en va de même lorsque cette personne, pendant l'accomplissement des obligations de milice, est absente de son service pour raison de santé, pour autant que cette absence ne soit pas imputée sur la durée de ses obligations de milice.

§ 7. [Abrogé par: A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2 – art. 20] (°°)

[I - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 5](°°°)

**Art. 205/1.** [M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°°°°)

§ 1<sup>er</sup>. Pour la dispense de [stage d'attente] pour le droit aux indemnités de maternité visées à l'article 113 de la loi coordonnée, les dispositions de l'article 205, § 1er, § 3/1 et § 6, sont également d'application dans les mêmes conditions. Si l'accomplissement préalable d'un [stage d'attente] est requis ou si, conformément à l'article 205, § 1er, 5°, 6° et 7°, une période déterminée est assimilée pour l'accomplissement du [stage d'attente], il est tenu compte de la durée du [stage d'attente] visée à l'article 116/1 de la loi coordonnée.

[M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°°°°°)

§ 2. Pour l'octroi de l'indemnité de maternité visée à l'article 113 de la loi coordonnée, le [stage d'attente] prévu à l'article 116/1 de la loi coordonnée est, dans la situation visée à l'article 205, § 5 et dans les conditions qui y sont fixées, réduit à un mois comprenant au moins vingt jours de travail ou assimilés.

[M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°°°°°°)

Les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel accomplissent le [stage d'attente] réduit s'ils totalisent, au cours d'une période d'un mois, soixante-sept heures de travail ou assimilées. La période de référence est toutefois prolongée jusqu'à trois mois au maximum pour les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel qui, en raison de leur régime de travail, se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir leur [stage d'attente] réduit en un mois.

---

(°) modification uniquement en FR

(°°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

(°°°°) modification uniquement en FR

(°°°°°) modification uniquement en FR

(°°°°°°) Modification uniquement en FR

§ 3. [M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°)

Pour l'octroi de l'indemnité de maternité visée à l'article 113 de la loi coordonnée, le [stage d'attente] prévu à l'article 116/1 de la loi coordonnée est réduit à trois mois comprenant au moins soixante jours de travail ou assimilés pour le titulaire qui, ayant cessé de se trouver dans une des situations visées à l'article 86, § 1er, de la loi coordonnée, après avoir accompli le [stage d'attente] visé ci-dessus ou en avoir été dispensé, se trouve à nouveau assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs si, dans l'intervalle, il a été constamment membre effectif ou personne à charge d'une mutualité, en qualité d'assuré libre, pour les prestations de maternité.

[M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 2 et art. 6](°°)

Les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel accomplissent le [stage d'attente] réduit s'ils totalisent au cours d'une période de trois mois, deux cents heures de travail ou assimilées. Toutefois, ils accomplissent leur stage d'attente s'ils ont accompli, au cours d'une période de trois mois, soixante-sept heures de travail ou assimilées, à condition qu'ils se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir deux cents heures de travail durant ces trois mois en raison de leur régime de travail.

[M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°°°)

### Section III.

#### Des modalités de [stage d'attente] en cas de passage d'un secteur de l'assurance indemnités à un autre

**Art. 206.** [M - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 37; M – A.R. 22-11-13 – M.B. 19-12 – éd. 1 – art. 2; M - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 6; M – A.R. 23-9-22 – M.B. 30-9 – éd. 1 – art. 6](°°°°)

Pour l'octroi de l'indemnité d'incapacité de travail [...], le [stage d'attente] prévu à l'article 128 de la loi coordonnée est réduit à six mois comprenant au moins nonante jours de travail ou assimilés en faveur de la personne qui acquiert la qualité de titulaire au sens de l'article 86, § 1er, 1°, de la loi coordonnée, à condition qu'elle acquiert ladite qualité au plus tard le trentième jour après avoir perdu la qualité de titulaire visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants et qu'elle ait accompli le [stage d'attente] prévu dans ledit régime ou en a été dispensée.

---

(°) modification uniquement en FR

(°°) d'application à partir du 2-8-2022 et s'applique aux périodes de protection de maternité, de congé de maternité converti, de congé de paternité ou de naissance, de congé d'adoption et de congé parental d'accueil débutant, au plus tôt, à cette date.

(°°°) modification uniquement en FR

(°°°°) modification uniquement en FR

[M - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1; M - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 6; M - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 6](°)

Les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel accomplissent le [stage d'attente] réduit s'ils totalisent, au cours d'une période de six mois, quatre cents heures de travail ou assimilées. La période de référence est toutefois prolongée jusqu'à dix-huit mois au maximum pour les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel qui, en raison de leur régime de travail, se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir leur [stage d'attente] réduit dans les six mois.

[I - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 7; R - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 3](°°)

**Art. 206/1.** [Pour l'octroi de l'indemnité de maternité visée à l'article 113 de la loi coordonnée, une dispense de stage d'attente est d'application pour la personne qui acquiert la qualité de titulaire au sens de l'article 86, § 1er, 1°, de la loi coordonnée, à condition qu'elle acquière la qualité précitée au plus tard le trentième jour après avoir perdu la qualité de titulaire visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants et qu'elle ait accompli le stage d'attente prévu dans ledit régime ou en ait été dispensée.]

[I - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 4](°°°)

**Art. 206/2.** [Lorsqu'une personne n'a pas été dispensée de l'accomplissement du stage d'attente dans le régime des travailleurs indépendants et n'a payé la cotisation due en vertu de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, que pour un seul trimestre civil dans lequel il avait la qualité de titulaire visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, le stage d'attente est réduit, pour l'octroi de l'indemnité de maternité prévue à l'article 113 de la loi coordonnée, à trois mois comprenant au moins soixante jours de travail ou assimilés, à condition qu'il ne se soit pas écoulé un délai de plus de trente jours entre la perte de la qualité de titulaire précitée dans le régime des travailleurs indépendants et l'acquisition de la qualité de titulaire au sens de l'article 86, § 1er, 1°, de la loi coordonnée.]

Les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel accomplissent le stage d'attente réduit s'ils totalisent au cours d'une période de trois mois, deux cents heures de travail ou assimilées. Toutefois, ils accomplissent leur stage d'attente s'ils ont accompli, au cours d'une période de trois mois, soixante-sept heures de travail ou assimilées, à condition qu'ils se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir deux cents heures de travail durant ces trois mois en raison de leur régime de travail.]

---

(°) modification uniquement en FR

(°°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

(°°°) d'application à partir du 2-8-2022 et s'applique aux périodes de protection de maternité, de congé de maternité converti, de congé de paternité ou de naissance, de congé d'adoption et de congé parental d'accueil débutant, au plus tôt, à cette date.

[R - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 8](°)

#### Section IV.

#### [Du maintien des droit sen application des articles 116/3 et 130 de la loi coordonnée]

[R - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 8](°°)

**Art. 207.** [R - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 9](°°°)

[Pour l'application de l'article 130, alinéa 1er, 1°, de la loi coordonnée, les titulaires doivent conserver, à un titre quelconque, la qualité de titulaire visée à l'article 86, § 1er, de la loi coordonnée pour les deuxième et troisièmes trimestres précédant celui au cours duquel ils font appel aux prestations, pendant cent vingt jours ouvrables.]

[I - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 9](°°°°)

[Par dérogation à l'alinéa premier, les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel maintiennent leur droit aux indemnités d'incapacité de travail à condition que, pour les deuxième et troisième trimestres précédant celui au cours duquel ils sollicitent les prestations, d'une part, ils aient totalisé quatre cents heures de travail ou assimilées visées à l'article 203, alinéa 4, et, d'autre part, ils aient satisfait aux conditions déterminées à l'article 130, alinéa 1er, 2°, de la loi coordonnée.]

Les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel qui ne satisfont pas à ces conditions maintiennent cependant leur droit aux indemnités pour autant qu'au cours des trois trimestres précédant celui au cours duquel ils font appel aux prestations, il ne se soit pas produit d'interruption continue de plus de trente jours dans leur qualité de titulaire telle qu'elle est définie à l'article 86, § 1er, de la loi coordonnée et pour autant qu'ils aient satisfait aux conditions déterminées à l'article 130, alinéa 1er, 2° de la loi coordonnée. Si les données relatives au temps de travail sont communiquées de manière globale par trimestre au service compétent pour la perception des cotisations de sécurité sociale et si les prestations de travail ne peuvent pas être situées dans un trimestre, ces prestations de travail sont considérées comme n'étant pas séparées par un délai supérieur à trente jours.

Toutefois, le travailleur saisonnier, le travailleur intermittent ou le travailleur à temps partiel qui est au bénéfice d'indemnités à la fin d'un trimestre continue à bénéficier des prestations jusqu'à la fin de l'incapacité en cours.

---

(°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

(°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

(°°°°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

[I - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 10](°)

**Art. 207/1.** [Les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel maintiennent leur droit aux indemnités de maternité visées à l'article 113 de la loi coordonnée à condition que pour les deuxième et troisième trimestres précédant celui au cours duquel ils font appel aux prestations, d'une part, ils aient accompli le nombre d'heures de travail ou assimilées visé à l'article 203/1, alinéa 2, et, d'autre part, ils aient satisfait aux conditions déterminées à l'article 116/3, alinéa 1er, 2°, de la loi coordonnée.

Les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel qui ne satisfont pas à ces conditions maintiennent cependant leur droit aux indemnités de maternité visées à l'article 113 de la loi coordonnée pour autant qu'au cours des trois trimestres précédant celui au cours duquel ils font appel à ces prestations, il ne se soit pas produit d'interruption continue de plus de trente jours dans leur qualité de titulaire, telle qu'elle est définie à l'article 112 de la loi coordonnée et pour autant qu'ils aient satisfait aux conditions déterminées à l'article 116/3, alinéa 1er, 2°, de la loi coordonnée. Si les données relatives au temps de travail sont communiquées de manière globale par trimestre au service compétent pour la perception des cotisations de sécurité sociale et si les prestations de travail ne peuvent pas être situées dans un trimestre, ces prestations de travail sont considérées comme n'étant pas séparées par un délai supérieur à trente jours.

Toutefois, le travailleur saisonnier, le travailleur intermittent ou le travailleur à temps partiel qui est au bénéfice d'indemnités à la fin d'un trimestre continue à bénéficier des prestations jusqu'à la fin de la période de protection de la maternité en cours.]

[I - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 39](°°)

#### **Section IVbis.**

#### **Disposition commune aux sections I à IV et à l'article 224, § 1<sup>er</sup>**

[I - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1; **Rénumérotation** - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 11; **R** - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 11; **M** - A.R. 23-9-22 - M.B. 30-9 - éd. 1 - art. 5](°°°)

**Art. 207/2.** Pour l'application des articles 203, 203/1, 205, § 5, 205/1, § 2 et § 3, 206, 206/1, [206/2,] 207, 207/1 et 224, § 1er, il y a lieu d'entendre par jours et heures de travail, les jours et heures de travail effectif normal et de prestations supplémentaires sans repos compensatoire.

---

(°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

(°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 - M.B. 20-11 - éd. 1)

(°°°) d'application à partir du 2-8-2022 et s'applique aux périodes de protection de maternité, de congé de maternité converti, de congé de paternité ou de naissance, de congé d'adoption et de congé parental d'accueil débutant, au plus tôt, à cette date.

### Section V.

#### **Des droits des titulaires qui peuvent prétendre à la pension d'invalidité au titre de la législation sur le régime de retraite des ouvriers mineurs pendant les six derniers mois de l'incapacité primaire**

**Art. 208.** Pour l'application des dispositions de l'article 87, alinéa 4, de la loi coordonnée, le droit à l'indemnité d'incapacité primaire expire à la fin du mois civil précédant celui au cours duquel prend fin le sixième mois d'incapacité si celui-ci expire au plus tard le 15 du mois et à la fin du mois au cours duquel prennent fin les six premiers mois d'incapacité si ceux-ci expirent après le 15 du mois.

**Art. 209.** [M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7]<sup>(°)</sup>

L'ouvrier mineur, incapable, de travailler au-delà de la période fixée à l'article 208, peut recevoir, sous réserve de récupération, soit à sa charge, soit à celle de la Caisse de prévoyance débitrice de la pension visée ci-après, l'indemnité d'incapacité primaire, à condition qu'il ait introduit une demande de pension d'invalidité au titre d'ouvrier mineur auprès de l'instance compétente en la matière et qu'il s'engage à rembourser à l'organisme assureur le montant des indemnités avancées à concurrence du montant de la pension obtenue. Lorsque ladite instance a refusé la pension, elle en avertit l'organisme assureur, l'indemnité d'incapacité primaire ne continue à être accordée que si l'état d'incapacité de travail au sens de l'article 100 de la loi coordonnée est reconnu par le médecin-conseil.

L'alinéa premier s'applique en outre, dès le début de l'incapacité de travail, à l'ouvrier mineur qui, tout en étant au travail, était au bénéfice de la pension susvisée dont le montant était réduit en application des dispositions réglant le cumul de pareille pension avec un salaire ou une rémunération.

**Art. 210.** L'ouvrier mineur qui a droit, à l'expiration de la période fixée à l'article 208, à une pension d'invalidité au titre de la législation sur le régime de retraite des ouvriers mineurs peut prétendre, jusqu'à l'expiration de la période d'un an fixée à l'article 87, alinéa 1er, de la loi coordonnée, à la différence entre le montant de l'indemnité d'incapacité primaire et le montant de la pension d'invalidité, évaluée en jours ouvrables, octroyée au titre d'ouvrier mineur.

L'ouvrier mineur qui n'a pas introduit sa demande de pension d'invalidité au titre d'ouvrier mineur avant la fin du sixième mois de son incapacité ne reçoit la différence visée à l'alinéa précédent qu'à partir de la date à laquelle sa pension prend cours.

---

(°) modification uniquement en NL

[R – A.R.. 24-4-24 – M.B. 13-5 – art. 1] (°)

**[Section VI.**

**[Du taux des indemnités d'incapacité de travail et du complément d'indemnité, du montant maximum et du montant minimum de l'indemnité d'incapacité de travail]**

[R - A.R. 13-4-97 - M.B. 3-7 – art. 1](°)

**Art. 211.** [R - A.R. 12-2-09 - M.B. 12-3 – éd. 2 – art. 1](°°)

§ 1<sup>er</sup>. [Le taux de l'indemnité d'incapacité primaire est fixé à 60 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 87, alinéa 1er, de la loi coordonnée.]

[R - A.R. 19-2-03 - M.B. 18-3](°°°)

§ 2. [M - A.R. 29-5-16 - M.B. 15-6 - art. 1](°°°°)

Pour le titulaire visé à l'article 86, § 1er, 1<sup>o</sup>, c ), de la loi coordonnée, ainsi que pour le titulaire qui maintient la qualité précitée, en vertu de l'article 131 de la même loi, le montant de l'indemnité d'incapacité primaire est, pendant les six premiers mois d'incapacité de travail, [aligné sur le montant de l'allocation de chômage à laquelle ils auraient pu prétendre s'ils ne s'étaient pas trouvés en état d'incapacité de travail, sauf si le montant de l'allocation de chômage est plus élevé que le montant de l'indemnité d'incapacité primaire].

Pour la détermination de la période de six mois visée à l'alinéa premier, il est tenu compte de la durée de la période de protection de la maternité qui précède immédiatement la période d'incapacité de travail.

La mesure d'alignement du montant de l'indemnité d'incapacité de travail sur celui de l'allocation de chômage visée à l'alinéa 1er n'est toutefois pas applicable au chômeur temporaire. Sont assimilés à des chômeurs temporaires, pour l'application de la présente disposition, les travailleurs visés à l'article 28, § 3, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et les travailleurs occupés à mi-temps dans le cadre de l'arrêté royal du 30 juillet 1994 relatif à la prépension à mi-temps.

**Art. 212.** [M - A.R. 14-6-01 - M.B. 30-6 – art. 9](°°°°°)

Le montant maximum de la rémunération visée à l'article 87, alinéa 1er, de la loi coordonnée est fixé à [93,5067 EUR] par jour.

[Abrogé par: A.R. 14-6-01 - M.B. 30-6 (avant alinéa 2)](°°°°°°)

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024

(°) d'application à partir du 15-11-1996 et s'applique aux incapacités de travail qui débutent au plus tôt le 16-10-1996

(°°) d'application à partir du 1-1-2009

(°°°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°°°) d'application à partir du 1-1-21015 et s'applique aux incapacités de travail qui débutent à partir de cette date

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2002

(°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2002

[I - A.R. 4-3-05 - M.B. 11-4 – art. 1] (°)

[Pour le titulaire dont l'incapacité primaire ou l'invalidité prend cours à partir du 1er janvier 2005, le montant maximum de la rémunération est fixé à 95,3768 EUR.].....

[I – A.R. 5-6-07 – M.B. 29-6 – éd. 3 – art. 1]

[Pour le titulaire dont l'incapacité primaire ou l'invalidité prend cours à partir du 1er janvier 2007, le montant maximum de la rémunération est fixé à 96,3306 EUR.]

[I – A.R. 12-2-09 – M.B. 12-3 – éd. 2 – art. 2]

[Pour le titulaire dont l'incapacité primaire ou l'invalidité prend cours à partir du 1er janvier 2009, le montant maximum de la rémunération est fixé à 97,1012 EUR.]

[I – A.R. 22-3-11 – M.B. 19-4 – art. 1] (°°)

[Pour le titulaire dont l'incapacité primaire ou l'invalidité prend cours à partir du 1er janvier 2011, le montant maximum de la rémunération est fixé à 97,7809 EUR.]

(°) Adaptation hors index

L'indice-pivot 128,12 (base 2013 = 100) est atteint au mois de avril 2024. Compte tenu de la loi du 2 août 1971 organisant la liaison des prestations sociales à l'indice des prix à la consommation, ainsi que des autres dispositions légales et réglementaires, les prestations sociales sont fixées à partir du 1<sup>er</sup> mai 2024 aux montants suivants :

Certaines prestations sociales ont aussi été augmentées hors index au 1<sup>er</sup> mai 2024. Les bases légales de ces augmentations seront reprises en début de chaque section et les montants concernés seront soulignés.

A. Assurance maladie-invalidité

I. Régime des travailleurs salariés

En vertu de l'arrête royal du 12 mars 2023 modifiant l'article 237 quinquies de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (M.B. 20.03.2023).

1. Montant journalier maximum des indemnités pour la première année d'incapacité de travail :

a) Début d'incapacité à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et au plus tard le 31 décembre 2023 106,55 EUR

b) Début d'incapacité à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024 107,73 EUR

2. Montant journalier minimum non limité à partir du 1<sup>er</sup> jour du 3<sup>ème</sup> mois de l'incapacité de travail 61,77 EUR

3. Montant journalier minimum non limité (à partir du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>ème</sup> mois de l'incapacité de travail) :

a) Travailleur régulier avec charge 77,95 EUR

b) Travailleur non régulier avec charge 66,97 EUR

c) Isolé et cohabitant 61,77 EUR

4. Montant journalier minimum de l'indemnité (à partir du 1<sup>er</sup> jour du 7<sup>ème</sup> mois de l'incapacité de travail) :

a) Travailleur régulier :

- avec charge de famille 77,95 EUR

- isolé 61,77 EUR

- cohabitant 52,97 EUR

(°) Adaptation hors index

(°°) d'application à partir du 1-1-2005

Mise à jour 2024-06

b) Travailleur non régulier :	
- avec charge de famille	66,97 EUR
- sans charge de famille	49,56 EUR
5. Montant journalier maximum des indemnités à partir de la deuxième année d'incapacité de travail :	
a) Incapacité de travail ayant débuté avant le 1 <sup>er</sup> octobre 1974 :	
- avec charge de famille	70,59 EUR
- sans charge de famille	47,24 EUR
b) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> octobre 1974 et au plus tard le 31 décembre 2002 :	
- avec charge de famille	111,76 EUR
- isolé	94,57 EUR
- cohabitant	68,78 EUR
c) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2003 et au plus tard le 31 décembre 2004 :	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2005	
- avec charge de famille	109,57 EUR
- isolé	92,71 EUR
- cohabitant	67,43 EUR
• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2006	
- avec charge de famille	111,76 EUR
- isolé	94,57 EUR
- cohabitant	68,78 EUR
d) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2005 et au plus tard le 31 décembre 2005 :	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2007	
- avec charge de famille	111,76 EUR
- isolé	94,57 EUR
- cohabitant	68,78 EUR
• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2008	
- avec charge de famille	112,88 EUR
- isolé	95,51 EUR
- cohabitant	69,47 EUR
e) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2006 et au plus tard le 31 décembre 2006 :	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2007(2)	
- avec charge de famille	110,71 EUR
- isolé	93,68 EUR
- cohabitant	68,13 EUR
• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2008	
- avec charge de famille	111,82 EUR
- isolé	94,62 EUR
- cohabitant	68,81 EUR
f) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2007 et au plus tard le 31 décembre 2007	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2009	
- avec charge de famille	111,82 EUR
- isolé	94,62 EUR
- cohabitant	68,81 EUR

---

• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2010(1)	
- avec charge de famille	112,71 EUR
- isolé	95,37 EUR
- cohabitant	69,36 EUR
g) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2008 et au plus tard le 31 décembre 2008	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2009(2)	
- avec charge de famille	109,89 EUR
- isolé	92,98 EUR
- cohabitant	67,62 EUR
• Invalide du 1 <sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2010	
- avec charge de famille	110,77 EUR
- isolé	93,73 EUR
- cohabitant	68,16 EUR
h) Incapacité de travail ayant débuté du 1 <sup>er</sup> janvier 2009 et au plus tard le 31 décembre 2009	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2011	
- avec charge de famille	110,77 EUR
- isolé	93,73 EUR
- cohabitant	68,16 EUR
• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2011(1)	
- avec charge de famille	111,54 EUR
- isolé	94,38 EUR
- cohabitant	68,64 EUR
i) Incapacité de travail ayant débuté du 1 <sup>er</sup> janvier 2010 et au plus tard le 31 décembre 2010	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2011(2)	
- avec charge de famille	109,89 EUR
- isolé	92,98 EUR
- cohabitant	67,62 EUR
• Invalide du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2012	
- avec charge de famille	110,66 EUR
- isolé	93,63 EUR
- cohabitant	68,10 EUR
j) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 et au plus tard le 31 décembre 2012	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> avril 2013	
- avec charge de famille	110,66 EUR
- isolé	93,63 EUR
- cohabitant	68,10 EUR
• Invalide du 1 <sup>er</sup> avril 2013 au 31 décembre 2014	
- avec charge de famille	112,87 EUR
- isolé	95,50 EUR
- cohabitant	69,46 EUR

---

k) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2013 et au plus tard le 31 décembre 2014	
- invalide avant le 1 <sup>er</sup> avril 2013 (2)	
- avec charge de famille	110,66 EUR
- isolé	93,63 EUR
- cohabitant	68,10 EUR
• Invalide du 1 <sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2015	
- avec charge de famille	112,87 EUR
- isolé	95,50 EUR
- cohabitant	69,46 EUR
• Invalide du 1 <sup>er</sup> avril 2015 au 31 décembre 2016	
- avec charge de famille	114,28 EUR
- isolé	96,70 EUR
- cohabitant	70,33 EUR
l) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015	
- invalide avant le 1 <sup>er</sup> avril 2015 (2)	
- avec charge de famille	112,87 EUR
- isolé	95,50 EUR
- cohabitant	69,46 EUR
• Invalide du 1 <sup>er</sup> avril 2015 au plus tard le 31 décembre 2017	
- avec charge de famille	114,28 EUR
- isolé	96,70 EUR
- cohabitant	70,33 EUR
m) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 janvier 2016 au plus tard le 31 décembre 2016	
- invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2018	
- avec charge de famille	114,28 EUR
- isolé	96,70 EUR
- cohabitant	70,33 EUR
• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au plus tard le 31 décembre 2019(1)	
- avec charge de famille	115,19 EUR
- isolé	97,47 EUR
- cohabitant	70,89 EUR
n) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 janvier 2017 au plus tard le 31 décembre 2017	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2018(2)	
- avec charge de famille	114,28 EUR
- isolé	96,70 EUR
- cohabitant	70,33 EUR
• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au plus tard le 31 décembre 2019	
- avec charge de famille	115,19 EUR
- isolé	97,47 EUR
- cohabitant	70,89 EUR

o) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au plus tard le 31 décembre 2018	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2020	
- avec charge de famille	115,19 EUR
- isolé	97,47 EUR
- cohabitant	70,89 EUR
• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020 au plus tard le 31 décembre 2021(1)	
- avec charge de famille	116,46 EUR
- isolé	98,54 EUR
- cohabitant	71,67 EUR
p) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2019 au plus tard le 31 décembre 2019	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2020 (2)	
- avec charge de famille	115,19 EUR
- isolé	97,47 EUR
- cohabitant	70,89 EUR
• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020 au plus tard le 31 décembre 2021	
- avec charge de famille	116,46 EUR
- isolé	98,54 EUR
- cohabitant	71,67 EUR
q) Incapacité de travail ayant débuté à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020	
• Invalide avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2022	
- avec charge de famille	114,18 EUR
- isolé	96,61 EUR
- cohabitant	70,26 EUR
• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 au plus tard le 31 décembre 2023	
- avec charge de famille	115,43 EUR
- isolé	97,67 EUR
Cohabitant	71,04 EUR
• Invalide à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2024	
- avec charge de famille	116,70 EUR
- isolé	98,75 EUR
- cohabitant	71,82 EUR
6. Montant journalier maximum des indemnités de maternité, congé de naissance, adoption, parental d'accueil et écartement du travail :	
a) Début maternité, congé de naissance, d'adoption, parental d'accueil et écartement du travail	
- A partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 et au plus tard le 31 décembre 2023	
- Naissance et adoption 82 %	145,62 EUR
- Maternité	
- 79,50 %	141,18 EUR
- 75 %	133,19 EUR
- Ecartement	
- 60 %	106,55 EUR
- 78,237 %	138,94 EUR

---

- A partir de 1 <sup>er</sup> janvier 2024	
- Naissance, adoption et accueil 82 %	147,23 EUR
- Maternité	
- 79,50 %	142,74 EUR
- 75 %	134,66 EUR
- Ecartement	
- 60 %	107,73 EUR
- 78,237 %	140,47 EUR
7. Allocation forfaitaire pour aide d'une tierce personne	28,81 EUR
8. Prime de rattrapage (payée en mai)	
- 1 an d'incapacité au 31 décembre de l'année N-1	
- Avec charge de famille	699,29 EUR
- Sans charge de famille	536,73 EUR
- 2 ans d'incapacité ou plus au 31 décembre de l'année N-1	
- Avec charge de famille	1.051,87 EUR
- Sans charge de famille	858,41 EUR
II. Régime des travailleurs indépendants (montants journaliers forfaitaires)	
1. Incapacité primaire :	
- avec charge de famille	77,95 EUR
- isolé	61,77 EUR
- cohabitant	47,38 EUR
2. Invalidité :	
a) Sans arrêt de l'entreprise :	
- avec charge de famille	77,95 EUR
- isolé	61,77 EUR
- cohabitant	47,38 EUR
b) Avec arrêt de l'entreprise :	
- avec charge de famille	77,95 EUR
- isolé	61,77 EUR
- cohabitant	52,97 EUR
3. Indemnité de maternité, d'adoption et de congé parental d'accueil:	
- indemnité hebdomadaire pour le repos de maternité à temps-plein - 4 premières semaines	872,87 EUR
- indemnité hebdomadaire pour le repos de maternité à temps-plein - à partir de la 5ème semaine	798,37 EUR
- indemnité hebdomadaire pour le repos de maternité à mi-temps - 4 premières semaines	436,44 EUR
- indemnité hebdomadaire pour le repos de maternité à mi-temps - à partir de la 5ème semaine	399,18 EUR
- indemnité hebdomadaire adoption et congé parental d'accueil	609,02 EUR
4. Allocation forfaitaire pour aide d'une tierce personne	28,81 EUR

---

5. Prime de rattrapage (payée en mai)	
- 1 an d'incapacité au 31 décembre de l'année N-1	335,99 EUR
III. Pension d'invalidité des ouvriers mineurs (montants annuels)	
1. Fond :	
- taux ménage	26.341,20 EUR
- taux isolé	20.700,00 EUR
- séparés dont l'épouse est admise	17.560,80 EUR
- épouses séparées	8.780,40 EUR
2. Surface :	
- taux ménage	22.546,92 EUR
- taux isolé	18.042,96 EUR
- séparés dont l'épouse est admise	15.031,20 EUR
- épouses séparées	7.515,72 EUR
IV. Régime des marins	
1. Montant journalier maximum des indemnités pour la première année d'incapacité de travail :	
catégorie I	18,19 EUR
catégorie II	21,59 EUR
catégorie III	24,99 EUR
catégorie IV	28,39 EUR
catégorie V	31,79 EUR
catégorie VI	35,19 EUR
catégorie VII	38,59 EUR
catégorie VIII	41,99 EUR
catégorie IX	45,39 EUR
catégorie X	48,79 EUR
catégorie XI	52,19 EUR
catégorie XII	55,59 EUR
catégorie XIII	58,99 EUR
catégorie XIV	62,39 EUR
catégorie XV	65,79 EUR
catégorie XVI	69,19 EUR
catégorie XVII	72,59 EUR
catégorie XVIII	75,99 EUR
catégorie XIX	79,39 EUR
catégorie XX	82,79 EUR
catégorie XXI	86,19 EUR
catégorie XXII	89,59 EUR
catégorie XXIII	92,99 EUR

---

catégorie XXIVg (début maladie à partir 01/04/2015)	103,42 EUR
catégorie XXIVh (début maladie à partir 01/01/2018)	104,25 EUR
catégorie XXIVi (début maladie à partir 01/01/2020)	105,40 EUR
catégorie XXIVj (début maladie à partir 01/01/2022)	106,55 EUR
catégorie XXIVk (début maladie à partir 01/01/2024)	107,73 EUR

2. Montant journalier maximum des indemnités à partir de la deuxième année d'incapacité de travail :

a) Invalidité :

- Montant normal

catégorie I	19,71 EUR
catégorie II	23,39 EUR
catégorie III	27,07 EUR
catégorie IV	30,76 EUR
catégorie V	34,44 EUR
catégorie VI	38,12 EUR
catégorie VII	41,80 EUR
catégorie VIII	45,49 EUR
catégorie IX	49,17 EUR
catégorie X	52,85 EUR
catégorie XI	56,54 EUR
catégorie XII	60,22 EUR
catégorie XIII	63,90 EUR
catégorie XIV	67,59 EUR
catégorie XV	1,27 EUR
catégorie XVI	74,95 EUR
catégorie XVII	78,64 EUR
catégorie XVIII	82,32 EUR
catégorie XIX	86,00 EUR
catégorie XX	89,69 EUR
catégorie XXI	93,37 EUR
catégorie XXII	97,05 EUR
catégorie XXIII	100,74 EUR
catégorie XXIVa	103,74 EUR
catégorie XXIVb (début maladie à partir 01/01/2005)	105,82 EUR
catégorie XXIVc (début maladie à partir 01/01/2007)	106,88 EUR
catégorie XXIVd (début maladie à partir 01/01/2009)	107,73 EUR
catégorie XXIVe (début maladie à partir 01/01/2011)	108,49 EUR
catégorie XXIVf (début maladie à partir 01/04/2013)	110,66 EUR
catégorie XXIVg (début maladie à partir 01/04/2015)	112,04 EUR
catégorie XXIVh (début maladie à partir 01/01/2018)	112,94 EUR
catégorie XXIVi (début maladie à partir 01/01/2020)	114,18 EUR
catégorie XXIVj (début maladie à partir 01/01/2022)	115,43 EUR
catégorie XXIVk (début maladie à partir 01/01/2024)	116,70 EUR

---

- Montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	
catégorie I	13,19 EUR
catégorie II	15,65 EUR
catégorie III	18,12 EUR
catégorie IV	20,58 EUR
catégorie V	23,05 EUR
catégorie VI	25,51 EUR
catégorie VII	27,98 EUR
catégorie VIII	30,44 EUR
catégorie IX	32,91 EUR
catégorie X	35,37 EUR
catégorie XI	37,84 EUR
catégorie XII	40,30 EUR
catégorie XIII	42,77 EUR
catégorie XIV	45,23 EUR
catégorie XV	47,70 EUR
catégorie XVI	50,16 EUR
catégorie XVII	52,63 EUR
catégorie XVIII	55,09 EUR
catégorie XIX	57,56 EUR
catégorie XX	60,02 EUR
catégorie XXI	62,49 EUR
catégorie XXII	64,95 EUR
catégorie XXIII	67,42 EUR
catégorie XXIVa	69,43 EUR
catégorie XXIVb (début maladie à partir 01/01/2005)	70,82 EUR
catégorie XXIVc (début maladie à partir 01/01/2007)	71,53 EUR
catégorie XXIVd (début maladie à partir 01/01/2009)	72,10 EUR
catégorie XXIVe (début maladie à partir 01/01/2011)	72,60 EUR
catégorie XXIVf (début maladie à partir 01/04/2013)	74,05 EUR
catégorie XXIVg (début maladie à partir 01/04/2015)	74,98 EUR
catégorie XXIVh (début maladie à partir 01/01/2018)	75,58 EUR
catégorie XXIVi (début maladie à partir 01/01/2020)	76,41 EUR
catégorie XXIVj (début maladie à partir 01/01/2022)	77,25 EUR
catégorie XXIVk (début maladie à partir 01/01/2024)	78,10 EUR
- Invalidité avant le 01/04/2004 :	
- montant normal	95,76 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	63,84 EUR
- Invalidité à partir du 01/04/2004 :	
- montant normal	103,74 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	69,43 EUR

---

- Invalidité à partir du 01/01/2005 :	
- montant normal	105,82 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	70,82 EUR
- Invalidité à partir du 01/01/2007:	
- montant normal	106,88 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	71,53 EUR
- Invalidité à partir du 01/01/2009 :	
- montant normal	107,73 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	72,10 EUR
- Invalidité à partir du 01/01/2011 :	
- montant normal	108,49 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	72,60 EUR
- Invalidité à partir du 01/04/2013 :	
- montant normal	110,66 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	74,05 EUR
- Invalidité à partir du 01/04/2015 :	
- montant normal	112,04 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	74,98 EUR
- Invalidité à partir du 01/01/2018 :	
- montant normal	112,94 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	75,58 EUR
- Invalidité à partir du 01/01/2020 :	
- montant normal	114,18 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	76,41 EUR
- Invalidité à partir du 01/01/2022 :	
- montant normal	115,43 EUR
- montant en cas d'hospitalisation et sans charge de famille	77,25 EUR
3. Montant journalier minimum de l'indemnité d'invalidité prévue pour les bénéficiaires qui ont la qualité de travailleur régulier :	
a) avec charge de famille	77,95 EUR
b) sans charge de famille	61,77 EUR
4. Montant journalier minimum de l'indemnité d'invalidité prévue pour les bénéficiaires qui n'ont pas la qualité de travailleur régulier :	
a) avec charge de famille	66,97 EUR
b) sans charge de famille	49,56 EUR
(1) Cette rubrique concerne des titulaires pour qui la période d'incapacité primaire a été suspendue en raison d'une période de maternité.	
(2) Cette rubrique concerne des titulaires assurés étrangers qui sont reconnus invalides avant d'avoir atteint un an d'incapacité.	

B. Pensions

I. Régime des travailleurs salariés

Les pensions accordées en raison d'une activité exercée en qualité de travailleur salarié (ouvrier, employé, marin ou ouvrier mineur) sont augmentées à partir du 01.05.2024, jusqu'à concurrence du résultat de la multiplication du montant mensuel précédent par un coefficient égal à 1,02.

1. Pension minimum garantie de travailleur salarié/pension minimum garantie mixte, pour une carrière incomplète (montants cités ci-après calculés au prorata de la carrière) (montants annuels) :

a) Pension de retraite :

- taux ménage	26.591,83 EUR
- taux isolé	21.280,16 EUR

b) Pension de survie 20.995,77 EUR

c) Cumul pension de retraite + survie 23.095,35 EUR

2. Pension minimum garantie de travailleur salarié/pension minimum garantie mixte, pour une carrière complète (montants annuels) :

a) Pension de retraite :

- taux ménage	26.591,83 EUR
- taux isolé	21.280,16 EUR

b) Pension de survie 20.995,77 EUR

c) Cumul pension de retraite + survie 23.095,35 EUR

II. Revenu garanti aux personnes âgées

(montants annuels)

1. Taux ménage

a) Montant maximum ordinaire 17.687,59 EUR

b) Montant maximum lorsque le demandeur ou son conjoint a obtenu le bénéfice de l'augmentation réservée aux handicapés justifiant d'un d'invalidité de 65 p.c. au moins 20.910,56 EUR

c) Montant maximum taux lorsque le demandeur et son conjoint ont obtenu le bénéfice de l'augmentation réservée aux handicapés justifiant d'un taux d'invalidité de 65 p.c. au moins 24.133,53 EUR

2. Taux isolé :

a) Montant maximum ordinaire 13.265,93 EUR

b) Montant maximum lorsque le demandeur a obtenu le bénéfice de l'augmentation réservée aux handicapés justifiant d'un taux d'invalidité de 65 p.c. au moins 16.488,90 EUR

III. Garantie de revenus aux personnes âgées

(montants annuels)

a) Montant de base (cohabitant) 12.395,34 EUR

b) Montant de base x 1,5 (isolé) 18.593,01 EUR

IV. Régime des indépendants

(montants annuels forfaitaires)

1. Ménage :

a) Pension minimum (carrière complète) 26.591,83 EUR

b) Pension minimum (carrière non complète) 26.591,83 EUR

2. Conjoint survivant :	
a) Pension minimum (carrière complète)	20.995,77 EUR
b) Pension minimum (carrière non complète)	20.995,77 EUR
c) Allocation de transition minimum	20.995,77 EUR

3. Isolé :	
a) Pension minimum (carrière complète)	21.280,16 EUR
b) Pension minimum (carrière non complète)	21.280,16 EUR

#### C. Accidents du travail

Le montant annuel de l'allocation complémentaire accordée par le Fonds des accidents du travail est égal à la différence entre:

1° les montants réévalués indiqués ci-dessous lesquels sont liés à l'indice des prix à la consommation (01/05/2024), et

2° le montant de la rente avant tout paiement en capital ou de l'allocation annuelle payée en application de la loi sur les accidents du travail.

Les montants suivi d'une \* tiennent compte des adaptations au bien-être.

#### 1. Les victimes (montant par p.c. d'incapacité permanente) :

a) dont l'incapacité permanente est inférieure à 10 p.c.	100,69 EUR
	122,87 EUR*
b) dont l'incapacité permanente est comprise entre 10 p.c. et 35 p.c.	146,66 EUR
	178,97 EUR*
c) dont l'incapacité permanente est comprise entre 36 p.c. et 65 p.c.	195,39 EUR
	238,44 EUR*
d) dont l'incapacité permanente est de 66 p.c. ou plus, ou lorsque la victime a obtenu une indemnité pour l'assistance d'une tierce personne, calculée sur un montant plus élevé que 100 p.c. sans dépasser 150 p.c	248,01 EUR
	302,64 EUR*
e) si l'accident est survenu avant le 15 octobre 1951 et lorsque l'assistance d'une tierce personne a été reconnue nécessaire par l'accord des parties ou par jugement ou lorsque l'allocation complémentaire pour l'aide d'une tierce personne est calculée sur base du revenu minimum mensuel moyen garanti	124,08 EUR
	151,41 EUR*

#### 2. Les autres ayants droit :

a) le conjoint survivant	5.463,51 EUR
	6.667,13 EUR*
b) bénéficiant d'une rente égale à 20 p.c. de la rémunération de base	3.642,34 EUR
	4.444,75 EUR*
c) bénéficiant d'une rente égale à 15 p.c. de la rémunération de base	2.731,68 EUR
	3.333,47 EUR*
d) bénéficiant d'une rente égale à 10 p.c. de la rémunération de base	1.821,17 EUR
	2.222,38 EUR*

D. Maladies professionnelles

Montant annuel pour le calcul des allocations supplémentaires accordées aux bénéficiaires d'une indemnité en exécution des lois sur la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles.

Les montants communiqués ci-dessous tiennent compte des adaptations au bien-être (\*22,03%).

1. Les victimes (montant par p.c. d'incapacité permanente) :

a) dont l'incapacité permanente est inférieure à 10 p.c.	122,8717 EUR
b) dont l'incapacité permanente est comprise entre 10 p.c. et 35 p.c.	178,9689 EUR
c) dont l'incapacité permanente est comprise entre 36 p.c. et 65 p.c.	238,4414 EUR
d) dont l'incapacité permanente est de 66 p.c. ou plus, ou lorsque la victime a obtenu une indemnité pour l'assistance d'une tierce personne, calculée sur un montant plus élevé que 100 p.c. sans dépasser 150 p.c.	302,6443 EUR

2. Les autres ayants droit :

a) le conjoint survivant	6.667,1755 EUR
b) bénéficiant d'une rente égale à 20 p.c. de la rémunération de base	4.444,7837 EUR
c) bénéficiant d'une rente égale à 15 p.c. de la rémunération de base	3.333,4959 EUR
d) bénéficiant d'une rente égale à 10 p.c. de la rémunération de base	2.222,3918 EUR

E. Fonds Amiante

(montants forfaitaires)

a) Rentes mensuelles aux victimes de :

- Mésothéliome	2.228,85 EUR
- Asbestose et épaissements pleuraux bilatéraux diffus : par % d'incapacité physique	22,29 EUR

b) Capital aux ayants-droits d'une victime décédée de :

- Mésothéliome :	
- conjoints	44.577,00 EUR
- ex-conjoints (divorcé ou séparé de corps qui bénéficie d'une pension alimentaire)	22.288,50 EUR
- enfants tant qu'ils ont droit à des allocations familiales et en tous cas jusqu'à l'âge de 18 ans	37.147,50 EUR
- Asbestose et épaissements pleuraux bilatéraux diffus :	
- conjoints	22.288,50 EUR
- ex-conjoints (divorcé ou séparé de corps qui bénéficie d'une pension alimentaire)	11.144,25 EUR
- enfants tant qu'ils ont droit à des allocations familiales et en tous cas jusqu'à l'âge de 18 ans	18.573,75 EUR

c) Capital unique versé à la victime :

- Mésothéliome	12.190,00 EUR
d) Frais funéraires	1.219,00 EUR

F. Prestation du droit passerelle pour indépendants

(montants mensuels)

1. Droit passerelle

- sans charge de famille	1.606,15 EUR
- avec charge de famille	2.007,06 EUR

2. Droit passerelle en cas d'interruption forcée de l'activité

a) sans charge de famille

- activité interrompue	
- 28 jours ou plus	1.606,15 EUR
- entre 21 et 27 jours	1.204,61 EUR
- entre 14 et 20 jours	803,08 EUR
- entre 7 et 13 jours	401,54 EUR
- moins de 7 jours	0,00 EUR

b) avec charge de famille

- activité interrompue	
- 28 jours ou plus	2.007,06 EUR
- entre 21 et 27 jours	1.505,30 EUR
- entre 14 et 20 jours	1.003,53 EUR
- entre 7 et 13 jours	501,77 EUR
- moins de 7 jours	0,00 EUR

3. Droit passerelle avec cumul limité (activité professionnelle et/ou revenu de remplacement) (réduction dégressive)

a) Sans charge de famille

- premier mois	1.204,61 EUR
- deuxième mois	803,08 EUR
- troisième mois	401,54 EUR
- à partir du quatrième mois	0,00 EUR

b) Avec charge de famille

- premier mois	1.505,30 EUR
- deuxième mois	1.003,53 EUR
- troisième mois	501,77 EUR
- à partir du quatrième mois	0,00 EUR

G. Allocation d'aidant proche pour indépendants

(montants mensuels)

- interruption complète de l'activité	1.606,15 EUR
- interruption partielle de l'activité	803,08 EUR

H. Allocation de paternité et de naissance pour indépendants

(par journée)

- interruption d'un jour complet	101,50 EUR
- interruption d'un demi-jour	50,75 EUR

I. Aide à la naissance pour indépendants

- Paiement unique	135,00 EUR
-------------------	------------

J. Allocation de deuil pour indépendants

- Par jour	101,50 EUR
------------	------------

K. Allocations aux personnes handicapées

(montants annuels)

I. La loi du 27 février 1987La loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1987. Cette loi accorde deux types d'allocations : l'allocation de remplacement de revenus et l'allocation d'intégration. A partir du 1<sup>er</sup> novembre 1989, un troisième type d'allocation a été accordé au profit exclusif des personnes handicapées âgées d'au moins 65 ans : l'allocation pour l'aide aux personnes âgées. Les montants maximaux des allocations s'élèvent à :

1. Allocation de remplacement de revenus :

a) catégorie A	10.567,43 EUR
b) catégorie B	15.851,18 EUR
c) catégorie C	21.421,87 EUR

2. Allocation d'intégration :

a) catégorie I	1.550,43 EUR
b) catégorie II	5.128,21 EUR
c) catégorie III	8.155,74 EUR
d) catégorie IV	11.852,46 EUR
e) catégorie V	13.437,21 EUR

3. Allocation pour l'aide aux personnes âgées :

a) catégorie I	1.269,90 EUR
b) catégorie II	4.847,49 EUR
c) catégorie III	5.893,77 EUR
d) catégorie IV	6.939,74 EUR
e) catégorie V	8.524,50 EUR

II. La loi du 27 juin 1969

La loi du 27 juin 1969 reste toutefois d'application pour les personnes handicapées auxquelles il a été accordé une allocation qui a pris cours avant le 1<sup>er</sup> janvier 1975 (à moins que l'application de la loi du 27 février 1987 ne leur soit plus avantageuse - principe des droits acquis)

Les montants maximaux des allocations s'élèvent à :

1. Allocation ordinaire :

30 p.c.	1.779,00 EUR
35 p.c.	2.075,50 EUR
40 p.c.	2.372,00 EUR
45 p.c.	2.668,50 EUR
50 p.c.	2.965,00 EUR
55 p.c.	3.261,50 EUR
60 p.c.	3.891,00 EUR
65 p.c.	4.460,95 EUR
70 p.c.	5.623,80 EUR
75 p.c.	6.025,50 EUR
80 p.c.	7.211,20 EUR
85 p.c.	7.715,45 EUR
90 p.c.	8.169,30 EUR
95 p.c.	9.480,05 EUR
100 p.c.	11.276,00 EUR

Montants prévus pour les hommes mariés atteints d'une incapacité d'au moins 80 p.c. et qui ne sont pas séparés de fait ou de corps et de biens :

80 p.c.	7.439,20 EUR
85 p.c.	7.904,15 EUR
90 p.c.	8.568,90 EUR
95 p.c.	10.066,20 EUR
100 p.c.	11.465,00 EUR
2. Allocation spéciale :	
a) 100 p.c.	4.865,35 EUR
b) majoration	4.279,03 EUR
c) avec majoration	9.144,38 EUR
3. Allocation pour l'aide d'une tierce personne :	
a) catégorie I	2.091,91 EUR
b) catégorie II	3.138,19 EUR
c) catégorie III	4.184,16 EUR
4. Allocation de complément du revenu garanti qui a pris cours avant le 1 <sup>er</sup> novembre 1989 ( à moins que l'application de la loi du 27 février 1987 ne soit plus avantageuse)	
	2.755,47 EUR
L. Revenu d'intégration	
(Montants annuels)	
a) personne cohabitante	10.307,68 EUR
b) personne isolée	15.461,53 EUR
c) personne vivant avec une famille à sa charge	20.895,43 EUR

[I - A.R. 21-5-13 - M.B. 12-6 - art. 1]<sup>(°)</sup>

[Pour le titulaire dont l'incapacité primaire ou l'invalidité prend cours à partir du 1er avril 2013, le montant maximum de la rémunération est fixé à 99,7365 EUR.]

[I - A.R. 28-4-15 - M.B. 13-5 - art. 1]<sup>(°°)</sup>

[Pour le titulaire dont l'incapacité primaire ou l'invalidité prend cours à partir du 1er avril 2015, le montant maximum de la rémunération est fixé à 100,9832 EUR.]

[I - A.R. 14-1-18 - M.B. 25-1 - éd. 2 - art. 1]<sup>(°°°)</sup>

[Pour le titulaire dont l'incapacité primaire ou l'invalidité prend cours à partir du 1er janvier 2018, le montant maximum de la rémunération est fixé à 101,7911 EUR.]

[I - A.R. 17-5-19 - M.B. 29-5 - art. 1]<sup>(°°°°)</sup>

[Pour le titulaire dont l'incapacité primaire ou l'invalidité prend cours à partir du 1er janvier 2020, le montant maximum de la rémunération est fixé à 102,9108 EUR.]

[I - A.R. 29-6-21 - M.B. 5-7 - art. 1]<sup>(°°°°°)</sup>

[Pour le titulaire dont l'incapacité primaire ou l'invalidité prend cours à partir du 1er janvier 2022, le montant maximum de la rémunération est fixé à 104,0428 EUR.]

[I - A.R. 12-3-23 - M.B. 20-3 - art. 1]<sup>(°°°°°°)</sup>

[Pour le titulaire dont l'incapacité primaire ou l'invalidité prend cours à partir du 1er janvier 2024, le montant maximum de la rémunération est fixé à 105,1873 EUR.]

**Art. 213.** Le taux de l'indemnité d'invalidité est fixé à 65 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 87, alinéa 1er, de la loi coordonnée. Pour les titulaires dont l'incapacité de travail a pris cours avant le 1er janvier 1975, cette rémunération est majorée d'un montant de 29,42 francs, lié à l'indice 114,20. Pour le titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours à partir du 1er janvier 1975 et au plus tard le 31 décembre 1976, cette rémunération est majorée d'un montant de 15,13 francs, lié à l'indice 114,20.

[M - A.R. 11-11-02 - M.B. 29-11 - éd. 1; M - A.R. 5-6-07 - M.B. 29-6 - éd. 3 - art. 2; M - A.R. 12-2-09 - M.B. 12-3 - éd. 2 - art. 3]<sup>(°°°°°°°)</sup>

Pour les titulaires qui ne sont pas considérés comme travailleurs avec personne à charge, ce taux est réduit à [55] ou 40 p.c. de la même rémunération, selon qu'il s'agit ou non de titulaires visés à l'article 226.

---

(°) d'application à partir du 1-4-2013

(°°) d'application à partir du 1-4-21015

(°°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2020

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2022

(°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2024

(°°°°°°°) d'application à partir du 1-5-2009

Alinéa 3: [Abrogé par: A.R. 12-2-09 – M.B. 12-3 – éd. 2 – art. 3] (°)

[R - A.R. 14-6-01 - M.B. 30-6 – art. 1; M - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 4](°°)

Pour le titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours avant le 1er octobre 1974, le montant maximum de l'indemnité d'invalidité est fixé à partir du 1er juillet 1984, à 38,3895 EUR, pour le titulaire qui est considéré comme travailleur ayant personne à charge et à 25,6917 EUR, pour le titulaire qui n'est pas considéré comme travailleur ayant personne à charge. Pour les titulaires dont l'incapacité de travail a pris cours au plus tôt le 1er janvier 1974 et au plus tard le 30 septembre 1974 et dont l'incapacité subsiste au 1er juillet 1984, le montant de la rémunération perdue à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité à allouer à partir de cette même date est le montant de la rémunération réelle [visée à l'article 87, alinéa 1er, de la loi coordonnée], limité toutefois au montant maximum sur lequel étaient prélevées les cotisations pour l'assurance indemnités. Ce montant maximum est augmenté de 10,24 p.c. avant l'application de l'alinéa.

[I – A.R. 17-1-21 – M.B. 26-1 – éd. 2 – art. 1](°°°)

**Art. 213/1.** [R – A.R. 5-7-23 – M.B. 18-7 – art. 1](°°°°)

[Le montant journalier minimum de l'indemnité accordée durant le troisième mois d'incapacité primaire est égal au montant visé à l'article 214, § 1er, alinéa 1er, 2o, a).]

[I – A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 – art. 2](°°°°°)

[Le montant journalier minimum de l'indemnité accordée à partir du quatrième jusqu'au sixième mois d'incapacité primaire est fixé comme suit :

1° pour les titulaires qui sont considérés comme travailleur avec personne à charge, le montant journalier minimum est égal :

a) pour les titulaires qui ont la qualité de travailleur régulier, au montant visé à l'article 214, § 1er, alinéa 1er, 1°;

b) pour les titulaires qui ont la qualité de travailleur non-régulier visé à l'article 214, § 2, alinéa 5, au montant visé à l'article 214, § 2, alinéa 2.

2° pour les titulaires qui ne sont pas considérés comme travailleur avec personne à charge, le montant journalier minimum est égal au montant visé à l'article 214, § 1er, alinéa 1er, 2°, a).]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2010

(°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°°) d'application à partir du 1-1-2021

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2024

(°°°°°) d'application à partir du 1-7-2021. En ce qui concerne l'application de l'article 213/1 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 pour les titulaires qui sont considérés comme travailleur avec personne à charge, tel que modifié après l'entrée en vigueur du présent arrêté, les organismes assureurs paient, au plus tard trois mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au Moniteur belge, le cas échéant, la différence entre, d'une part, selon le cas, le montant visé à l'article 213/1, alinéa 2, 1°, a) ou b) de l'arrêté royal précité du 3 juillet 1996 et, d'autre part, le montant visé à l'article 213/1, alinéa 2, 2° de l'arrêté royal précité du 3 juillet 1996 pour chaque jour indemnifiable de la période d'incapacité de travail précédant cette date de paiement

[M – A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 – art. 2]<sup>(°)</sup>

Si le montant journalier minimum de l'indemnité, visé [2 aux alinéas 1er et 2]2, dépasse la rémunération perdue visée à l'article 87, alinéa 1er, de la loi coordonnée, ce montant journalier minimum est toutefois limité à la rémunération perdue précitée. Pour l'application de cette limitation, il est toujours tenu compte de la rémunération perdue, le cas échéant, adaptée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux dispositions de l'article 237.

[M – A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 – art. 2]<sup>(°°)</sup>

Le montant journalier minimum de l'indemnité, visé aux alinéas 1er [à 3], n'est toutefois pas dû pour la période d'incapacité de travail avec complément ou avance conformément à la convention collective de travail n° 12bis ou n° 13bis.

[R – A.R. 5-7-23 – M.B. 18-7 – art. 1]<sup>(°°°)</sup>

[Pour la détermination de la durée de l'incapacité primaire visée aux alinéas 1er et 2, il est tenu compte de la période de protection de la maternité qui précède immédiatement la période d'incapacité de travail, si la période de protection de la maternité a suspendu une période d'incapacité de travail antérieure.]

Pour déterminer le premier jour du troisième mois d'incapacité primaire, il est tenu compte de la période de protection de la maternité qui précède immédiatement la période d'incapacité de travail, si la période de protection de la maternité a suspendu une période d'incapacité de travail antérieure.

---

(°) d'application à partir du 1-7-2021. En ce qui concerne l'application de l'article 213/1 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 pour les titulaires qui sont considérés comme travailleur avec personne à charge, tel que modifié après l'entrée en vigueur du présent arrêté, les organismes assureurs paient, au plus tard trois mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au Moniteur belge, le cas échéant, la différence entre, d'une part, selon le cas, le montant visé à l'article 213/1, alinéa 2, 1°, a) ou b) de l'arrêté royal précité du 3 juillet 1996 et, d'autre part, le montant visé à l'article 213/1, alinéa 2, 2° de l'arrêté royal précité du 3 juillet 1996 pour chaque jour indemnisable de la période d'incapacité de travail précédant cette date de paiement

(°°) d'application à partir du 1-7-2021. En ce qui concerne l'application de l'article 213/1 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 pour les titulaires qui sont considérés comme travailleur avec personne à charge, tel que modifié après l'entrée en vigueur du présent arrêté, les organismes assureurs paient, au plus tard trois mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au Moniteur belge, le cas échéant, la différence entre, d'une part, selon le cas, le montant visé à l'article 213/1, alinéa 2, 1°, a) ou b) de l'arrêté royal précité du 3 juillet 1996 et, d'autre part, le montant visé à l'article 213/1, alinéa 2, 2° de l'arrêté royal précité du 3 juillet 1996 pour chaque jour indemnisable de la période d'incapacité de travail précédant cette date de paiement

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024

**Art. 214.** [R – A.R. 5-6-07 – M.B. 29-6 – éd. 3 – art. 3]<sup>(°)</sup>

§ 1<sup>er</sup>. Le montant journalier minimum de l'indemnité accordée aux titulaires qui ont la qualité de travailleur régulier est fixé comme suit :

[M – A.R. 14-1-18 – M.B. 25-1 – éd. 2 – art. 2; M – A.R. 12-1-21 – M.B. 18-1 – art. 1; M – A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 – art. 3; M – A.R. 12-3-23 – M.B. 20-3 – art. 2]<sup>(°°)</sup>

1° pour les titulaires qui sont considérés comme travailleur avec personne à charge, le montant journalier minimum est égal à [45,6685] EUR;

2° pour les titulaires qui ne sont pas considérés comme travailleur avec personne à charge, le montant journalier minimum est égal :

[M – A.R. 14-1-18 – M.B. 25-1 – éd. 2 – art. 2; M – A.R. 12-1-21 – M.B. 18-1 – art. 1; M – A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 – art. 3; M – A.R. 12-3-23 – M.B. 20-3 – art. 2]<sup>(°°°)</sup>

a) pour les titulaires visés à l'article 226 ou 226bis, à [36,1906] EUR;

[M – A.R. 5-6-07 – M.B. 29-6 – éd. 3 – art. 3; M – A.R. 12-2-09 – M.B. 12-3 – éd. 2 – art. 4; M – A.R. 6-7-11 – M.B. 28-7 – art. 1; M – A.R. 21-5-13 – M.B. 12-6 – art. 2; M – A.R. 28-4-15 – M.B. 13-5 – art. 2; M – A.R. 14-1-18 – M.B. 25-1 – éd. 2 – art. 2; M – A.R. 17-5-19 – M.B. 29-5 – art. 2; M – A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 – art. 3; M – A.R. 12-3-23 – M.B. 20-3 – art. 2]<sup>(°°°°)</sup>

b) pour les titulaires non visés à l'article 226 ou 226bis, à [31,0307] EUR.

Ce montant journalier minimum n'est accordé qu'à la date à laquelle le titulaire qui n'a pas de personne à charge, visé à l'article 224, atteint l'âge de 21 ans.

**§ 2.** [R – A.R. 11-11-02 – M.B. 29-11 – éd. 1; M – A.R. 19-2-03 – M.B. 18-3]<sup>(°°°°°)</sup>

Le montant journalier minimum de [l'indemnité] accordée aux travailleurs non réguliers est égal au montant du revenu d'intégration, évalué en jours ouvrables, octroyé en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

[R – A.R. 11-11-02 – M.B. 29-11 – éd. 1; M – A.R. 7-10-18 – M.B. 17-10 – art. 1]<sup>(°°°°°°)</sup>

Pour les titulaires ayant personne à charge au sens de l'article 93 de la loi coordonnée, ce montant correspond à celui octroyé à [une personne vivant avec une famille à sa charge].

[R – A.R. 11-11-02 – M.B. 29-11 – éd. 1]<sup>(°°°°°°°)</sup>

[Pour les titulaires n'ayant pas de personne à charge, ce montant correspond à celui octroyé à une personne isolée.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2007  
(°°) d'application à partir du 1-7-2023  
(°°°) d'application à partir du 1-7-2023  
(°°°°) d'application à partir du 1-7-2023  
(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2003  
(°°°°°°) d'application à partir du 1-7-2018  
(°°°°°°°) d'application à partir du 1-10-2002

[I - A.R. 14-6-01 - M.B. 30-6; R – A.R. 6-7-04 – M.B. 9-7 – éd. 1 – art. 1; M – A.R. 5-6-07 – M.B. 29-6 – éd. 3 – art.3]

Ces montants ne peuvent du 1er juillet 2001 au 30 septembre 2004 être inférieurs à 28,3957 EUR pour le titulaire qui est considéré comme travailleur ayant personne à charge et à 21,2970 EUR pour le titulaire qui n'est pas considéré comme travailleur ayant personne à charge. Du 1er octobre 2004 au 30 septembre 2006, ces montants ne peuvent être inférieurs respectivement à 28,6797 EUR et à 21,5100 EUR. Du 1er octobre 2006 [au 31 mars 2007], ces montants ne peuvent être inférieurs respectivement à 28,9665 EUR et à 21,7251 EUR. [...]. Les montants précités sont liés à l'indice-pivot 103,14.

Il y a lieu d'entendre par travailleurs non réguliers, les titulaires auxquels la qualité de travailleur régulier ne peut être reconnue conformément aux dispositions de l'article 224.

[I - A.R. 19-2-03 - M.B. 18-3 – art. 2](°)

[§ 3. Les montants minima susvisés sont accordés à partir du premier jour du septième mois de la période d'incapacité primaire, ainsi que durant la période d'invalidité.

Pour déterminer le premier jour du septième mois d'incapacité, il est tenu compte de la période de protection de la maternité qui précède immédiatement la période d'incapacité de travail, si la période de protection de la maternité a suspendu une période d'incapacité de travail antérieure.]

[I – A.R. 24-4-24 – M.B. 13-5 – art. 2] (°°)

[Art. 214/1. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 30 juin 2024, le complément d'indemnité visé à l'article 96 de la loi coordonnée s'élève à 60% de la rémunération perdue déterminée conformément à la formule suivante  $[A \times 6 \times B] / Q$  dans laquelle :

- A est la rémunération journalière moyenne, prise en considération pour calculer les indemnités d'incapacité primaire ou d'invalidité de la période pour laquelle le titulaire a droit au complément. Cette rémunération journalière moyenne est, le cas échéant, limitée au montant maximum visé à l'article 87, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi coordonnée et, par la suite, adaptée, le cas échéant, aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, comme prévu à l'article 237, pour adapter les indemnités précitées d'incapacité primaire ou d'invalidité de la période pour laquelle le titulaire a droit au complément.

- B est le nombre d'heures pour lequel le titulaire a droit au complément durant la période précitée.

- Q est le nombre moyen d'heures de travail par semaine de l'occupation du titulaire prise en considération pour calculer les indemnités d'incapacité primaire ou les indemnités d'invalidité ou, si une telle occupation n'est pas prise en considération, 38.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°) d'application à partir du 1-1-2024

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2024, le complément d'indemnité, visé à l'article 96 de la loi coordonnée, s'élève à 60% de la rémunération théorique normale des heures de travail autorisé, couvertes par le complément accordé en vertu de la convention collective de travail n° 12bis ou n° 13bis. Cette rémunération théorique normale est, le cas échéant, limitée au montant maximum visé à l'article 87, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi coordonnée, comme pris en considération pour le calcul du complément accordé en vertu de la convention collective de travail n° 12bis ou n° 13bis.]

**Art. 215.** [M - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 5] (°)

Pour les titulaires devenus incapables de travailler entre le 2 avril 1964 et le 30 juin 1970 et dont l'incapacité persiste au 1er juillet 1971, le montant de la rémunération perdu à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité à allouer à partir de cette dernière date, est le montant de la rémunération réelle [visée à l'article 87, alinéa 1er, de la loi coordonnée], limité toutefois au montant maximum sur lequel étaient prélevées les cotisations pour l'assurance soins de santé et sans que le montant mensuel de la rémunération puisse dépasser 14.300 francs pendant le premier trimestre 1970 et 14.575 francs pendant le deuxième trimestre 1970.

Avant application des articles 93, alinéa 5, 98 et 99 de la loi coordonnée, le montant journalier de l'indemnité d'invalidité est augmenté de 25 p.c. pour les titulaires dont l'incapacité de travail a débuté avant le 2 avril 1964.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 - M.B. 20-11 - éd. 1)

[I – A.R. 10-7-98 – M.B. 1-8 – art. 2] (°)

**Section VIbis.**  
**De l'allocation forfaitaire pour l'aide d'une tierce personne**

[I – A.R. 10-7-98 – M.B. 1-8 – art. 2; R – A.R. 29-1-07 – M.B. 21-2 - éd. 2 – art. 2] (°°)

**Art. 215bis.** § 1<sup>er</sup>. [M – A.R. 13-1-09 – M.B. 17-2 – art. 1; M – A.R. 25-4-14 – M.B. 2-6 – art. 38; M – A.R. 31-1-17 – M.B. 10-2 – art. 5; M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7; M – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 19] (°°°)

Le titulaire reconnu incapable de travailler qui n'est pas hospitalisé, ni hébergé dans une maison de repos ou de soins, une maison de soins psychiatriques ou une maison de repos pour personnes âgées, ni en situation de détention préventive ou de privation de liberté et pour lequel le médecin-conseil [ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire] a décidé que l'aide d'une tierce personne est nécessaire du fait que son état physique ou mental ne lui permet pas d'accomplir seul les actes courants de la vie journalière, peut, à partir du quatrième mois d'incapacité de travail, prétendre à une allocation forfaitaire pour l'aide d'une tierce personne.

[M – A.R. 3-7-22 – M.B. 11-7 – art. 1; M – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 19] (°°°°)

L'évaluation du degré de nécessité de l'aide d'une tierce personne s'effectue sur base du nombre total de points attribués [en fonction de l'échelle d'évaluation et son manuel, tels que repris sous l'annexe II]. Le titulaire doit obtenir un nombre total d'au moins 11 points. [Si, en fonction de l'échelle d'évaluation susmentionnée et son manuel, le titulaire obtient moins de 11 points, le médecin-conseil peut uniquement prendre la décision de refuser la reconnaissance du caractère indispensable du degré de nécessité de l'aide d'une tierce personne.]

L'aide d'une tierce personne ne peut être reconnue que si elle est estimée indispensable pour une période continue d'au moins trois mois.

[I – A.R. 31-1-17 – M.B. 10-2 – art. 5] (°°°°°)

[La décision de reconnaissance de la nécessité de l'aide d'une tierce personne est consignée dans le dossier médical et administratif du titulaire au siège de l'organisme assureur. Cette décision de reconnaissance est communiquée à l'INAMI par l'organisme assureur.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2007

(°°°) modification uniquement en NL

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°°°) d'application à partir du 31-12-2015

[**R** – A.R. 13-1-09 – M.B. 17-2 – art. 1]

[L'hospitalisation du titulaire ou son hébergement dans une maison de repos ou de soins, une maison de soins psychiatriques ou une maison de repos pour personnes âgées, suspend les effets de la reconnaissance de la nécessité de l'aide d'une tierce personne, dès le premier jour du troisième mois d'hospitalisation ou d'hébergement et jusqu'à la fin de ceux-ci, sauf si l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités n'intervient pas dans le prix de la journée d'entretien ou n'octroie pas l'intervention visée à l'article 147, § 3.]

En cas de détention préventive ou de privation de liberté du titulaire, les effets de la reconnaissance de la nécessité de l'aide d'une tierce personne sont suspendus dès le premier jour de la détention préventive ou de la privation de liberté.

[**R** – A.R. 13-1-09 – M.B. 17-2 – art. 1]

[Si le titulaire cesse d'être hospitalisé, hébergé dans une maison de repos ou de soins, une maison de soins psychiatriques ou une maison de repos pour personnes âgées, ou cesse de se trouver en situation de détention préventive ou de privation de liberté pendant une période comptant moins de trente jours, cette période est censée être la prolongation de la précédente.]

[**M** - A.R. 6-7-11 - M.B. 28-7 - art. 2; **M** - A.R. 21-5-13 - M.B. 12-6 - art. 3; **M** – A.R. 14-1-18 – M.B. 25-1- éd. 2 – art. 3; **M** – A.R. 17-5-19 – M.B. 29-5 – art. 3; **M**– A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 – art. 3; **M** – A.R. 12-3-2023 – M.B. 20-3 – art. 3] (°)

**§ 2.** Le montant journalier de l'allocation forfaitaire pour l'aide d'une tierce personne s'élève à [16,8786] EUR.

**§ 2/1.** [Abrogé par: A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 -art. 3] (°°)

[**R** - A.R. 21-5-13 - M.B. 12-6 - art. 3; **M** – A.R. 14-1-18 – M.B. 25-1 – éd. 2 – art. 3; **M** – A.R. 23-3-20 – M.B. 1-4 – éd. 1 – art. 1] (°°°)

**§ 3.** Le titulaire invalide qui, le 31 décembre 2006, pouvait prétendre aux indemnités comme titulaire avec charge de famille sur base de la reconnaissance de la nécessité de l'aide d'une tierce personne, maintient cette qualité pour la période pendant laquelle la nécessité de l'aide d'une tierce personne continue à être reconnue, si la différence entre le montant de son indemnité comme titulaire avec charge de famille et le montant de son indemnité comme titulaire sans charge de famille est supérieure [au montant visé au paragraphe 2].

**§ 4.** [Abrogé par: A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 – art. 3] (°°°°)

**Art. 215ter.** [Abrogé par: A.R. 29-1-07 - M.B. 21-2 - éd. 2 – art. 3] (°°°°°)

---

(°) d'application à partir du 1-7-2023

(°°) d'application à partir du 1-7-2021

(°°°) d'application à partir du 1-8-2019

(°°°°) d'application à partir du 1-7-2021

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2007

[I - A.R. 30-3-09 - M.B. 2-6 - éd. 1 - art. 4] (°)

**Section VIter.**  
**[Réadaptation professionnelle]**

[I - A.R. 30-3-09 - M.B. 2-6 - éd. 1 - art. 4] (°°)

**Art. 215quater.** [Les prestations de réadaptation professionnelle, visées à l'article 109bis, alinéa 2 de la loi coordonnée, comprennent toutes les interventions ou tous les services visant à restaurer tout ou partie de la capacité de travail initiale du titulaire reconnu incapable de travailler ou à valoriser la capacité de travail potentielle de ce titulaire, en vue de son intégration complète dans un milieu de travail.

Elles comprennent notamment tout examen, tel qu'un examen d'orientation professionnelle, visant à déterminer la possibilité d'entreprendre un programme de réadaptation professionnelle et son utilité, et toute formation, encadrement ou apprentissage, qui contribue directement à l'intégration, visée à l'alinéa 1er.]

[I - A.R. 30-3-09 - M.B. 2-6 - éd. 1 - art. 4] (°°°)

**Art. 215quinquies.** [Les coûts liés à l'intégration effective du titulaire après un programme de réadaptation professionnelle, visé à l'article 109bis, alinéa 3 de la loi coordonnée, doivent contribuer directement à l'intégration de l'intéressé. Ces coûts doivent en outre être en proportion avec le but à atteindre.

La prise en charge de ces coûts peut être autorisée pour une période maximum de six mois, prenant cours à partir du mois suivant le mois d'achèvement dudit programme.]

[I - A.R. 30-3-09 - M.B. 2-6 - éd. 1 - art. 4] (°°°°)

**Art. 215sexies.** [M – Loi (prog) (I) 29-3-12 - M.B. 6-4 - éd. 3 - art. 47; *Abrogé par: Loi (prog) 22-12-23 – B.S. 29-12 – art. 173*] (°°°°°)

---

(°) d'application à partir du 1-7-2009 [Confirmé par la Loi(div)(I) du 28-4-2010 - M.B. 10-5 - éd. 1 - art. 102]

Toute demande relative à un programme de réadaptation professionnelle, introduite auprès du Collège des médecins-directeurs, dont les prestations se rapportent en tout ou en partie à une période postérieure au 30 juin 2009, est transmise à partir du 1er juillet 2009 à la Commission supérieure du Conseil médical de l'Invalidité. Cette disposition ne déroge pas à la compétence de décision du Collège précité jusqu'au 30 juin 2009.

Les dépenses relatives à la réadaptation professionnelle, qui sont introduites à partir du 1er juillet 2009, sont prises en charge par l'assurance indemnités si le programme auquel se rapportent ces dépenses, se poursuit après le 30 juin 2009.

(°°) d'application à partir du 1-7-2009. Confirmé par la Loi(div)(I) 28-4-2010 - M.B. 10-5 - éd. 1 - art. 102

(°°°) d'application à partir du 1-7-2009 Confirmé par la Loi(div)(I) du 28-4-2010 - M.B. 10-5 - éd. 1 - art. 102

(°°°°) d'application à partir du 1-7-2009 Confirmé par la Loi(div)(I) du 28-4-2010 - M.B. 10-5 - éd. 1 - art. 102

(°°°°°) d'application à partir du 1-9-2011

[I - A.R. 30-3-09 - M.B. 2-6 - éd. 1 - art. 4] (°)

**Art. 215septies.** [Pour l'évaluation de l'état d'incapacité de travail, visé à l'article 100, § 1er, alinéa 1er, de la loi coordonnée, il est tenu compte des compétences professionnelles acquises lors du programme de réadaptation professionnelle au terme d'une période de six mois prenant cours à l'expiration du mois pendant lequel ledit programme a été achevé.]

[I - A.R. 8-11-16 - M.B. 24-11 - éd. 2 - art. 1; R - A.R. 15-1-24 - M.B. 23-1 - art. 20] (°°)

### **Section VIquater.**

#### **[Le "Trajet Retour Au TraRail" et le trajet de réintégration Risant la réinsertion socioprofessionnelle]**

[I - A.R. 8-11-16 - M.B. 24-11 - éd. 2 - art. 1; R - A.R. 19-1-22 - M.B. 21-1 - art. 1] (°°°)

**Art. 215octies.** [§ 1<sup>er</sup>. Dans cette section, on entend par :

1° le "Trajet Retour Au Travail " : le "Trajet Retour Au Travail " visé à l'article 100, § 1er/1 de la loi coordonnée;

2° le "Coordinateur Retour Au Travail " : le "Coordinateur Retour Au Travail " au sein de la mutualité visé à l'article 100, § 1er/1 de la loi coordonnée;

3° le "Dossier Retour Au Travail " : le dossier électronique du titulaire dans le cadre du " Trajet Retour Au Travail " visé à l'article 100, § 1er/2 de la loi coordonnée;

[I - A.R. 15-1-24 - M.B. 23-1 - art. 21] (°°°°)

[4° le " collaborateur de l'équipe multidisciplinaire " : le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire visé à l'article 102 de la loi coordonnée.]

**§ 2.** Pour agir en tant que "Coordinateur Retour Au Travail " au sein de la mutualité, les conditions suivantes doivent être remplies:

1° l'intéressé est au moins titulaire d'un diplôme au titre duquel il remplit les conditions d'admission dans les services publics fédéraux au titre du niveau B conformément à l'annexe de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 sur le statut du personnel de l'Etat;

---

(°) d'application à partir du 1-7-2009 Confirmé par la Loi(div)(I) du 28-4-2010 - M.B. 10-5 - éd. 1 - art. 102

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente.

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

[**R** – A.R. 23-11-23 – M.B. 7-12 – éd. 2 – art. 1] (°)

2° [l'intéressé a suivi la formation "Disability Management" organisée par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et a obtenu au moins la moitié des points à l'examen "Certified Return to Work Coordinator" organisé dans le cadre de cette formation. Toutefois, si l'intéressé ne remplit pas les conditions susmentionnées lors de son entrée en fonction, il doit les remplir dans un délai de trois ans à compter de la date de son entrée en fonction.];

[**R** – A.R. 23-11-23 – M.B. 7-12 – éd. 2 – art. 1] (°°)

3° [après l'entrée en fonction, l'intéressé participe à deux moments d'intervisions par an organisés par l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.]

**§ 3.** Dans le respect du secret professionnel, le "Coordinateur Retour Au Travail " au sein de la mutualité prend toutes les mesures utiles dans le cadre du "Trajet Retour Au Travail " et contacte, en concertation avec le médecin-conseil et avec l'accord du titulaire, toute personne physique ou morale susceptible de contribuer à la réinsertion professionnelle de ce titulaire, ainsi qu'il accompagne le titulaire dans les contacts avec les personnes physiques ou morales susvisées. En particulier, le "Coordinateur Retour Au Travail " effectue les missions suivantes au cours du "Trajet Retour Au Travail " :

1° l'organisation du premier moment de contact avec le titulaire, que se soit sur demande du médecin-conseil ou de la propre initiative du titulaire, ainsi que les moments de contacts suivants jugés nécessaires dans le cadre d'actions de réadaptation et/ou d'orientation appropriées;

2° le soutien du titulaire lié par un contrat de travail, avec son consentement, à la demande de visite préalable à la reprise du travail visée à l'article I.4-36 du code du bien-être au travail ou le démarrage d'un trajet de réintégration par le titulaire lui-même auprès du conseiller en prévention-médecin du travail visé à l'article I.4-73, § 1er, 1° du code du bien-être au travail;

3° l'enregistrement dans le dossier "Trajet Retour Au Travail" et le suivi, tant au niveau général que par dossier individuel, des différentes actions entreprises, y compris le résultat obtenu du " Trajet Retour Au Travail ".]

[**I** – A.R. 8-11-16 – M.B. 24-11 – éd. 2 – art. 1; **R** – A.R. 19-1-22 – M.B. 21-1 – art. 1](°°°)

**Art. 215novies.** [Le trajet de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle au sens de cette section a pour objectif, dans le cadre du " Trajet Retour Au Travail ", de favoriser la réintégration socioprofessionnelle du titulaire qui n'est plus ou ne peut plus être employé par son employeur en l'accompagnant vers une fonction auprès d'un autre employeur ou dans une autre branche d'activité.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2024

(°°°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente.

[I – A.R. 8-11-16 – M.B. 24-11 – éd. 2 – art. 1; R – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 22] (°)

[**Art. 215decies. § 1<sup>er</sup>**. Dix semaines après le début de l'incapacité de travail, le médecin-conseil adresse au titulaire un questionnaire sur la base duquel il est examiné quels facteurs personnels et environnementaux, selon le cas, peuvent favoriser ou empêcher une reprise de travail chez l'employeur ou la reprise d'une profession sur le marché du travail régulier. Le titulaire doit retourner ce questionnaire dûment rempli au médecin-conseil dans un délai de deux semaines. Toutefois, si le médecin-conseil n'a pas reçu le questionnaire dans un délai de deux semaines, il demandera au " Coordinateur Retour Au Travail " de contacter le titulaire et, le cas échéant, il lui sera apporté l'accompagnement nécessaire pour le remplir.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le médecin-conseil ne procède pas à l'envoi du questionnaire dans les situations suivantes :

1° la gravité de la pathologie du titulaire ne justifie pas l'envoi du questionnaire;

2° le conseiller en prévention-médecin du travail a été sollicité pour démarrer un trajet de réintégration visé au chapitre VI du livre Ier, titre 4, du code du bien-être au travail et ce trajet est encore en cours;

3° le titulaire exerce un travail autorisé conformément à l'article 100, § 2, de la loi coordonnée;

4° un " Trajet Retour Au Travail " a débuté à la demande du titulaire, après une autorisation du médecin-conseil conformément à l'article 215terdecies, § 1<sup>er</sup>, et ce trajet est encore en cours.]

[I – A.R. 14-4-24 – M.B. 26-4 – art. 1] (°°)

[5° l'état d'incapacité de travail a débuté :

a) pendant la période de six mois précédant le mois qui suit celui au cours duquel le titulaire atteint l'âge de la pension déterminé par l'article 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

b) après le mois au cours duquel le titulaire a atteint l'âge de la pension déterminé par l'article 2 de l'arrêté royal précité du 23 décembre 1996.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 et s'applique aux titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute, au plus tôt, le 1<sup>er</sup> janvier 2024

[I – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 23] (°)

[**Art. 215decies/1.** Au plus tard le dernier jour du quatrième mois d'incapacité de travail, un contact physique a lieu entre le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire et le titulaire. Lors de ce contact, l'état d'incapacité de travail du titulaire est évalué et une information sur la réintégration est fournie.

Toutefois, le contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'a pas lieu dans les situations suivantes :

1° le titulaire est réputé avoir atteint le degré d'incapacité requis :

a) conformément à l'article 100, § 1<sup>er</sup>, alinéa 8, de la loi coordonnée, sauf s'il est présumé que la cessation de toute activité n'est pas la conséquence directe du début ou de l'aggravation de lésions ou de troubles fonctionnels;

b) conformément à l'article 239.

2° le médecin-conseil estime que le contact physique n'est pas nécessaire compte tenu de la gravité de la pathologie du titulaire. Cette décision est consignée dans le dossier médical du titulaire.

Si le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire présume une fin de l'état d'incapacité de travail sur la base des constatations faites lors du contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un examen médical par le médecin-conseil aura lieu dans un délai d'un mois à compter dudit contact physique.]

[I – A.R. 14-4-24 – M.B. 26-4 – art. 2] (°°)

[3° l'état d'incapacité de travail a débuté :

a) pendant la période de six mois précédant le mois qui suit celui au cours duquel le titulaire atteint l'âge de la pension déterminé par l'article 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

b) après le mois au cours duquel le titulaire a atteint l'âge de la pension déterminé par l'article 2 de l'arrêté royal précité du 23 décembre 1996.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 et s'applique aux titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute, au plus tôt, le 1<sup>er</sup> janvier 2024

[I –A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 24] (°)

[**Art. 215decies/2.** Dans le courant du quatrième mois de l'incapacité de travail, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, le cas échéant en concertation avec le " Coordinateur Retour Au Travail ", établira, sur base, entre autres, du dossier médical du titulaire et du questionnaire complété par le titulaire, une première estimation de ses capacités restantes. S'il n'était pas possible pour le titulaire, nonobstant l'accompagnement apporté visé à l'article 215decies, alinéa 1<sup>er</sup>, de remplir le questionnaire envoyé, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire l'invite pour un contact physique dans le cadre de cette estimation des capacités restantes sauf s'il ressort de l'information médicale mise à disposition qu'il n'est pas possible de remplir le questionnaire et qu'un contact physique n'est pas approprié à ce moment-là.

Sur la base de l'estimation effectuée de ses capacités restantes visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire classe le titulaire dans l'une des quatre catégories suivantes :

1° catégorie 1 : il peut raisonnablement être présumé que le titulaire reprendra spontanément le travail convenu ou un emploi sur le marché du travail régulier au plus tard à la fin du sixième mois d'incapacité de travail, selon le cas;

2° catégorie 2 : une reprise de travail chez l'employeur ou la reprise d'un emploi sur le marché du travail régulier ne semble pas possible pour des raisons médicales;

3° catégorie 3 : une reprise de travail chez l'employeur ou la reprise d'un emploi sur le marché du travail régulier n'est momentanément pas d'actualité parce que la priorité doit être donnée au diagnostic médical ou au traitement médical;

4° catégorie 4 : une reprise de travail chez l'employeur ou la reprise d'un emploi sur le marché du travail régulier semble possible après une ou plusieurs actions de réadaptation et/ou d'orientation.

Si le titulaire a été classé dans la catégorie 2 par un collaborateur de l'équipe multidisciplinaire conformément à l'alinéa précédent, le médecin-conseil doit valider cette évaluation des capacités restantes. En cas de désaccord avec ladite évaluation, le médecin-conseil classe le titulaire dans une autre catégorie. Cette catégorisation reposera notamment sur le dossier médical, le questionnaire complété par le titulaire, le rapport établi, le cas échéant après le contact physique, par le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, et, si nécessaire, l'examen médical organisé par le médecin-conseil lui-même.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire ne procédera pas à la première estimation des capacités restantes du titulaire dans les situations suivantes:

1° le conseiller en prévention-médecin du travail a été sollicité pour démarrer un trajet de réintégration visé au chapitre VI du livre Ier, titre 4, du code du bien-être au travail et ce trajet est encore en cours;

2° le titulaire exerce un travail autorisé conformément à l'article 100, § 2, de la loi coordonnée;

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

3° un " Trajet Retour Au Travail " a débuté à la demande du titulaire, après une autorisation du médecin-conseil conformément à l'article 215terdecies, § 1<sup>er</sup>, et ce trajet est encore en cours.]

[I – A.R. 14-4-24 – M.B. 26-4 – art. 3] (°)

[4° l'état d'incapacité de travail a débuté :

a) pendant la période de six mois précédant le mois qui suit celui au cours duquel le titulaire atteint l'âge de la pension déterminé par l'article 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

b) après le mois au cours duquel le titulaire a atteint l'âge de la pension déterminé par l'article 2 de l'arrêté royal précité du 23 décembre 1996.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 et s'applique aux titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute, au plus tôt, le 1<sup>er</sup> janvier 2024

[I –A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 25] (°)

[**Art. 215decies/3.** Dans le courant du septième mois d'incapacité de travail, un contact physique entre le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire et le titulaire a lieu en vue d'une évaluation de l'état d'incapacité de travail dans les situations suivantes :

1° le titulaire a été classé dans la catégorie 1 conformément à l'article 215decies/2, alinéa 2;

2° le titulaire a été classé dans la catégorie 3 conformément à l'article 215decies/2, alinéa 2;

3° le titulaire a été classé dans la catégorie 4 conformément à l'article 215decies/2, alinéa 2, et il décide de ne pas participer au " Trajet Retour Au Travail " conformément aux dispositions de la présente section;

4° le titulaire n'a pas été classé dans une catégorie conformément à l'article 215decies/2, alinéa 4, 1° ou 2°.

Toutefois, le contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'a pas lieu dans les situations suivantes :

1° le titulaire est réputé avoir atteint le degré d'incapacité requis :

a) conformément à l'article 100, § 1<sup>er</sup>, alinéa 8, de la loi coordonnée, sauf s'il est présumé que la cessation de toute activité n'est pas la conséquence directe du début ou de l'aggravation de lésions ou de troubles fonctionnels;

b) conformément à l'article 239.

2° le médecin-conseil estime que le contact physique n'est pas nécessaire compte tenu de la gravité de la pathologie du titulaire et cette décision est consignée dans le dossier médical du titulaire;

3° après l'autorisation du médecin-conseil conformément à l'article 215terdecies, § 1<sup>er</sup>, un " Trajet Retour Au Travail " a été entamé à la demande du titulaire et ce trajet est encore en cours.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

Si le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire présume une fin de l'état d'incapacité de travail sur la base des constatations faites lors du contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un examen médical par le médecin-conseil aura lieu dans un délai d'un mois à compter dudit contact physique.

Si, le cas échéant, après le contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou après l'examen médical visé à l'alinéa 3, il apparaît que l'état d'incapacité de travail du titulaire peut encore être reconnu, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire procède à une nouvelle évaluation des capacités restantes du titulaire, le cas échéant en concertation avec le " Coordinateur Retour Au Travail ". Sur la base de cette nouvelle évaluation, le titulaire est classé dans l'une des catégories visées à l'article 215decies/2, alinéa 2.

Si le titulaire a été classé, pour la première fois, dans la catégorie 2 par le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire conformément à l'alinéa précédent, le médecin-conseil doit valider cette évaluation des capacités restantes. En cas de désaccord avec ladite évaluation, le médecin-conseil classe le titulaire dans une autre catégorie. Cette catégorisation reposera notamment sur le dossier médical, le rapport établi, le cas échéant après le contact physique, par le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, et, si nécessaire, l'examen médical organisé par le médecin-conseil lui-même.

Par dérogation à l'alinéa 4, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire ne procédera pas à l'estimation des capacités restantes du titulaire dans les situations suivantes :

1° le conseiller en prévention-médecin du travail a été sollicité pour démarrer un trajet de réintégration visé au chapitre VI du livre Ier, titre 4, du code du bien-être au travail et ce trajet est encore en cours;

2° le titulaire exerce un travail autorisé conformément à l'article 100, § 2, de la loi coordonnée;

3° un " Trajet Retour Au Travail " a débuté à la demande du titulaire, après une autorisation du médecin-conseil conformément à l'article 215terdecies, § 1<sup>er</sup>, et ce trajet est encore en cours.]

[I –A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 26] (°)

[**Art. 215decies/4.** Au cours du onzième mois d'incapacité de travail, un contact physique entre le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire et le titulaire a lieu en vue de l'évaluation de l'état d'incapacité de travail et, le cas échéant, en vue de la communication de la proposition conformément à l'article 177, § 1<sup>er</sup>, 1°.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le contact physique au cours du onzième mois d'incapacité de travail ne peut avoir lieu avec le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire qu'à la condition que le contact physique visé à l'article 215decies/3, alinéa 1<sup>er</sup>, ait eu lieu avec le médecin-conseil.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

Toutefois, le contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'a pas lieu dans les situations suivantes :

1° le titulaire est réputé avoir atteint le degré d'incapacité requis :

a) conformément à l'article 100, § 1<sup>er</sup>, alinéa 8, de la loi coordonnée, sauf s'il est présumé que la cessation de toute activité n'est pas la conséquence directe du début ou de l'aggravation de lésions ou de troubles fonctionnels;

b) conformément à l'article 239.

2° le médecin-conseil décide que la proposition en application de l'article 177, § 1<sup>er</sup>, 1°, est possible uniquement sur base des données figurant dans le dossier médical du titulaire.

Si le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire présume une fin de l'état d'incapacité de travail sur la base des constatations faites lors du contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un examen médical par le médecin-conseil aura lieu dans un délai d'un mois à compter dudit contact physique.

Si, le cas échéant, après le contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou après l'examen médical visé à l'alinéa 4, il apparaît que l'état d'incapacité de travail du titulaire peut encore être reconnu, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire procède à une nouvelle évaluation de ses capacités restantes, le cas échéant en concertation avec le " Coordinateur Retour Au Travail ". Sur la base de cette nouvelle évaluation, le titulaire est classé dans l'une des catégories visées à l'article 215decies/2, alinéa 2.

Si le titulaire a été classé, pour la première fois, dans la catégorie 2 par un collaborateur de l'équipe multidisciplinaire conformément à l'alinéa précédent, le médecin-conseil doit valider cette évaluation des capacités restantes. En cas de désaccord avec ladite évaluation, le médecin-conseil classe le titulaire dans une autre catégorie. Cette catégorisation reposera notamment sur le dossier médical, le rapport établi, le cas échéant après le contact physique, par le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, et, si nécessaire, l'examen médical organisé par le médecin-conseil lui-même.

Par dérogation à l'alinéa 5, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire ne procèdera pas à l'estimation des capacités restantes du titulaire dans les situations suivantes :

1° le conseiller en prévention-médecin du travail a été sollicité pour démarrer un trajet de réintégration visé au chapitre VI du livre Ier, titre 4, du code du bien-être au travail et ce trajet est encore en cours;

2° le titulaire exerce un travail autorisé conformément à l'article 100, § 2, de la loi coordonnée;

3° un " Trajet Retour Au Travail " a débuté à la demande du titulaire, après une autorisation du médecin-conseil conformément à l'article 215terdecies, § 1<sup>er</sup>, et ce trajet est encore en cours.]

[I –A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 27] (°)

[**Art. 215decies/5.** Au cours de l'avant-dernier mois précédant l'expiration de chaque période pour laquelle le Conseil médical de l'invalidité a constaté l'état d'invalidité, un contact physique entre le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire et le titulaire a lieu en vue de l'évaluation de l'état d'invalidité et, le cas échéant, en vue de la communication de la proposition conformément à l'article 177, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et s'il s'agit du contact physique ayant lieu au cours de l'avant-dernier mois précédant l'expiration de la première période pour laquelle le Conseil médical de l'invalidité a constaté l'état d'invalidité, le contact physique ne peut avoir lieu qu'avec le médecin-conseil si le contact physique visé à l'article 215decies/4, alinéa 1<sup>er</sup>, a eu lieu avec le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire.

Toutefois, le contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'a pas lieu dans les situations suivantes :

1<sup>o</sup> le titulaire est réputé avoir atteint le degré d'incapacité requis :

a) conformément à l'article 100, § 1<sup>er</sup>, alinéa 8, de la loi coordonnée, sauf s'il est présumé que la cessation de toute activité n'est pas la conséquence directe du début ou de l'aggravation de lésions ou de troubles fonctionnels;

b) conformément à l'article 239.

2<sup>o</sup> le médecin-conseil décide que la proposition en application de l'article 177, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est possible uniquement sur base des données figurant dans le dossier médical du titulaire.

Si le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire présume une fin de l'état d'incapacité de travail sur la base des constatations faites lors du contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un examen médical par le médecin-conseil aura lieu dans un délai d'un mois à compter dudit contact physique.

Si, le cas échéant, après le contact physique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou après l'examen médical visé à l'alinéa 4, il apparaît que l'état d'incapacité de travail du titulaire peut encore être reconnu, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire procède à une nouvelle évaluation des capacités restantes du titulaire, le cas échéant en concertation avec le " Coordinateur Retour Au Travail ". Sur la base de cette nouvelle évaluation, le titulaire est classé dans l'une des catégories visées à l'article 215decies/2, alinéa 2.

Si le titulaire a été classé, pour la première fois, dans la catégorie 2 par un membre de l'équipe multidisciplinaire conformément à l'alinéa précédent, le médecin-conseil doit valider cette évaluation des capacités restantes. En cas de désaccord avec ladite évaluation, le médecin-conseil classe le titulaire dans une autre catégorie. Cette catégorisation reposera notamment sur le dossier médical, le rapport établi, le cas échéant après le contact physique, par le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, et, si nécessaire, l'examen médical organisé par le médecin-conseil lui-même.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

Par dérogation à l'alinéa 5, le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, selon le cas, ne procèdera pas à l'estimation des capacités restantes du titulaire dans les situations suivantes :

1° le conseiller en prévention-médecin du travail a été sollicité pour démarrer un trajet de réintégration visé au chapitre VI du livre Ier, titre 4, du code du bien-être au travail et ce trajet est encore en cours;

2° le titulaire exerce un travail autorisé conformément à l'article 100, § 2, de la loi coordonnée;

3° un " Trajet Retour Au Travail " a débuté à la demande du titulaire, après une autorisation du médecin-conseil conformément à l'article 215terdecies, § 1<sup>er</sup>, et ce trajet est encore en cours.]

[I – A.R. 8-11-16 – M.B. 24-11 – éd. 2 – art. 1; R – A.R. 19-1-22 – M.B. 21-1 – art. 1] (°)

**Art. 215undecies.** [R – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 28] (°°)

[§ 1<sup>er</sup>. Le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, selon le cas, renvoie le titulaire au " Coordinateur Retour Au Travail " en vue d'un premier moment de contact dans le cadre d'un " Trajet Retour Au Travail " si, à un moment donné au cours de l'incapacité de travail, ce titulaire a été classé dans la catégorie 4 visée à l'article 215decies/2, alinéa 2, 4°.]

§ 2. [R – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 28] (°°°)

[Le premier moment de contact entre le " Coordinateur Retour Au Travail " et le titulaire a lieu :

1° au plus tard au cours du sixième mois d'incapacité de travail dans le cas d'un titulaire classé dans la catégorie 4 conformément à l'article 215decies/2, alinéa 2;

2° dans le mois du renvoi, selon le cas, par le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, du titulaire classé en catégorie 4 conformément à l'article 215decies/3, alinéas 4 et 5, l'article 215decies/4, alinéas 5 et 6, et l'article 215decies/5, alinéas 5 et 6.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente.

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

Lors de ce premier moment de contact, il explique son rôle en matière d'accompagnement et de suivi du trajet et, avec le titulaire, vérifie la première étape du trajet. Le " Coordinateur Retour Au Travail " renvoie le titulaire lié par un contrat de travail, avec son consentement et avec le soutien nécessaire, lors du premier moment de contact au conseiller en prévention-médecin du travail en vue de la demande de visite préalable à la reprise du travail telle que visée à l'article I.4-36 du code du bien-être au travail ou du démarrage d'un trajet de réintégration visé au chapitre VI du livre I, titre 4 du code précité.]

Lors du premier moment de contact visé à l'alinéa précédent, le " Coordinateur Retour Au Travail " demande au titulaire son consentement exprès écrit pour le traitement des données visé à l'article 100, § 1er/2 de la loi coordonnée.

Le "Coordinateur Retour Au Travail" enregistre le premier moment de contact visé à l'alinéa 1er et les actions convenues dans le "Dossier Retour Au Travail" du titulaire.

[I – A.R. 12-7-22 – M.B. 29-7 – art. 2] (°)

[Par dérogation à l'alinéa 1er, un premier moment de contact avec le " Coordinateur Retour Au Travail " n'a pas lieu si le titulaire exerce un travail autorisé conformément à l'article 100, § 2 de la loi coordonnée.]

**§ 3.** Dès que le médecin-conseil reçoit une copie du plan de réintégration conformément à l'article I.4-74, § 2, alinéa 2, du code du bien-être au travail, et sans préjudice de l'application de l'article 239, § 1er/1, il vérifie si l'exécution du plan de réintégration met fin à l'état d'incapacité visé à l'article 100, § 1er, de la loi coordonnée.

Si le plan de réintégration comprend un travail autorisé auprès de l'employeur concerné visé à l'article 100, § 2, de la loi coordonnée, le titulaire n'est plus obligé de demander l'autorisation du médecin-conseil. Dans ce cas, il appartient au médecin-conseil de vérifier d'office si le plan de réintégration répond aux conditions posées pour un travail autorisé. Le cas échéant, le médecin-conseil atteste les modalités de son autorisation.

Le médecin-conseil communique le plus rapidement possible ses conclusions quant à l'état d'incapacité de travail au sens de l'article 100, § 1er, de la loi coordonnée et sa décision quant au travail autorisé au sens de l'article 100, § 2, de la loi coordonnée au conseiller en prévention-médecin du travail.

Au cas où le médecin-conseil ne donne aucune réaction dans les trois semaines après la réception de la copie du plan de réintégration, il est supposé que l'exécution du plan de réintégration ne mettra pas fin à l'état d'incapacité de travail visé à l'article 100, § 1er, de la loi coordonnée et que la décision du médecin-conseil quant au travail autorisé au sens de l'article 100, § 2, de la loi coordonnée est positive.]

---

(°) d'application à partir du 1-9-2022.

[I – A.R. 8-11-16 – M.B. 24-11 – éd. 2 – art. 1; R– A.R. 19-1-22 – M.B. 21-1 – art. 1] (°)

**Art. 215duodecies.** [M – A.R. 15-1-24 – m ; b ; 23-1 – art. 29] (°°)

Sans préjudice de l'application de [l'article 215decies/2, alinéa 1<sup>er</sup>], le titulaire peut lui-même demander à tout moment au cours de l'incapacité de travail, au " Coordinateur Retour Au Travail ", d'organiser un premier moment de contact dans le cadre d'un "Trajet Retour Au Travail ". Le "Coordinateur Retour Au Travail " informe le médecin-conseil de cette demande.

En préparation de ce premier moment de contact, le titulaire est invité à remplir un questionnaire qui permet d'examiner quels facteurs personnels et environnementaux, selon le cas, peuvent favoriser ou empêcher une reprise de travail chez l'employeur ou la reprise d'un emploi sur le marché du travail régulier. Le titulaire doit retourner ce questionnaire dûment rempli dans un délai de deux semaines.

En dérogation à l'alinéa précédent, aucun questionnaire ne sera envoyé au titulaire si ce titulaire a déjà rempli un questionnaire pendant l'incapacité de travail en cours et qu'il est jugé qu'une mise à jour des réponses fournies n'est pas nécessaire.

[M– A.R. 12-7-22 – M.B. 29-7 – art. 3] (°°°)

[Dans un délai d'un mois à compter de la réception du questionnaire rempli par le titulaire, le premier moment de contact entre le " Coordinateur Retour Au Travail " et le titulaire dans le cadre d'un " Trajet Retour Au Travail " a lieu.]<sup>2</sup> Lors de ce premier moment de contact, il explique son rôle en matière d'accompagnement et de suivi du trajet et, avec le titulaire, vérifie la première étape du trajet. Le " Coordinateur Retour Au Travail " renvoie le titulaire lié par un contrat de travail, avec son consentement et avec le soutien nécessaire, lors du premier moment de contact au conseiller en prévention-médecin du travail en vue de la demande de visite préalable à la reprise du travail telle que visée à l'article I.4-36 du code du bien-être au travail ou du démarrage d'un trajet de réintégration visé au chapitre VI du livre I, titre 4 du code précité.

Lors du premier moment de contact visé à l'alinéa précédent, le " Coordinateur Retour Au Travail " demande au titulaire son consentement exprès écrit pour le traitement des données visé à l'article 100, § 1<sup>er</sup>/2 de la loi coordonnée.

Le " Coordinateur Retour Au Travail" enregistre le premier moment de contact visé à l'alinéa 4 et les actions qui y ont été convenues dans le " Dossier Retour Au Travail" du titulaire.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente..

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°°) d'application à partir du 1-9-2022

[I – A.R. 8-11-16 – M.B. 24-11 – éd. 2 – art. 1; R – A.R. 19-1-22 – M.B. 21-1 – art. 1] (°)

**Art. 215terdecies.** § 1<sup>er</sup>. Après le premier moment de contact visé à l'article 215duodecies, le " Coordinateur Retour Au Travail" informe le médecin-conseil de son contenu et lui demande l'autorisation d'entamer un " Trajet Retour Au Travail ".

§ 2. [R– A.R. 12-7-22 – M.B. 29-7 – art. 4] (°°)

[Si le médecin-conseil estime qu'entamer un " Trajet Retour Au Travail " n'est pas compatible avec l'état de santé général, un nouveau moment de contact a lieu entre le " Coordinateur Retour Au Travail " et le titulaire dans un délai d'un mois après le moment de contact précédent, pour discuter de l'évaluation faite par le médecin-conseil.]

Le " Coordinateur Retour Au Travail " enregistre le nouveau moment de contact visé à l'alinéa précédent et les actions convenues dans le " Dossier Retour Au Travail" du titulaire.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente

(°°) d'application à partir du 1-9-2022

[I – A.R. 8-11-16 – M.B. 24-11 – éd. 2 – art. 1; R – A.R. 19-1-22 – M.B. 21-1 – art. 1] (°)

**Art. 215quaterdecies.** [Dans les cas suivants, le " Coordinateur Retour Au Travail ", en concertation avec le médecin-conseil et le titulaire, démarre un trajet de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle au sens de l'article 215novies, et les trois parties souscrivent une déclaration positive d'engagement en ce sens :

1° le titulaire qui n'est pas lié par un contrat de travail qui, lors du premier moment de contact visé à l'article 215undecies, § 2, du premier moment de contact visé à l'article 215duodecies avec l'accord du médecin-conseil ou lors d'un nouveau moment de contact visé à l'article 215terdecies, § 2, s'est engagé à examiner en détail les actions de réadaptation et/ou d'orientation qui lui conviennent;

2° le titulaire qui est lié par un contrat de travail et qui n'a pas été renvoyé au conseiller en prévention-médecin du travail en vue de la demande de visite préalable à la reprise du travail telle que visée à l'article I.4-36 du code du bien-être au travail ou du démarrage d'un trajet de réintégration visé au chapitre VI du livre I, titre 4 du code précité, s'est engagé lors du premier moment de contact visé à l'article 215undecies, § 2, du premier moment de contact visé à l'article 215duodecies avec l'accord du médecin-conseil ou lors d'un nouveau moment de contact visé à l'article 215terdecies, § 2, à examiner en détail les actions de réadaptation et/ou d'orientation qui lui conviennent;

3° le titulaire, lié par un contrat de travail, décide, après la visite préalable à la reprise du travail telle que visée au article I.4-36 du code du bien-être au travail de ne pas demander au conseiller en prévention-médecin du travail un trajet de réintégration tel que visé au chapitre VI du livre I, titre 4 du code du bien-être au travail et que ce titulaire s'est engagé après un contact avec le " Coordinateur Retour Au Travail" que seront examinées en détail quelles actions de réadaptation et/ou d'orientation qui lui conviennent;

[M – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 30] (°°)

4° le trajet de réintégration visé au chapitre VI du livre I, titre 4 du code du bien-être au travail, du titulaire [...], a définitivement pris fin conformément à l'article I.4-76, § 1er du code du bien-être au travail, et le titulaire s'est engagé à la suite d'un contact avec le " Coordinateur Retour Au Travail", à examiner en détail les actions de réadaptation et/ou d'orientation qui lui conviennent.

Si le trajet de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle est démarré conformément à l'alinéa précédent, 2° ou 3°, le " Coordinateur Retour Au Travail " informe le conseiller en prévention-médecin du travail.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente.

(°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

[M – A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 30] (°)

Toutefois, si le conseiller prévention-médecin du travail informe le médecin-conseil conformément à l'article I.4-73, [§ 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ] du code du bien-être au travail qu'il a reçu une demande de réintégration de la part de l'employeur, le " Coordinateur Retour Au Travail " suspend la mise en oeuvre du trajet de réintégration visant la réinsertion socio-professionnelle au sens de l'article 215novies. Lorsque le trajet de réintégration du titulaire [...] a été définitivement pris fin conformément à l'article I.4-76, § 1<sup>er</sup> du code du bien-être au travail, le "Coordinateur Retour Au Travail " démarre à nouveau le trajet de réinsertion visant la réinsertion socio-professionnelle.

[I – A.R. 8-11-16 – M.B. 24-11 – éd. 2 – art. 1; R – A.R. 19-1-22 – M.B. 21-1 – art. 1] (°°)

**Art. 215quinquiesdecies.** [Dans le cadre du trajet de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle au sens de l'article 215novies, le titulaire est invité à un entretien de suivi par le " Coordinateur Retour Au Travail " au cours duquel un contenu concret est donné au plan de réinsertion visant la réinsertion socio-professionnelle le concernant.

Le premier entretien de suivi a lieu dans un délai d'un mois après que le " Coordinateur Retour Au Travail " et le titulaire ont entamé le trajet de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle visé à l'article 215quaterdecies. Si nécessaire, un deuxième entretien de suivi peut être programmé.

Les résultats des entretiens de suivi sont enregistrés dans le " Dossier Retour Au Travail " du titulaire.]

[I – A.R. 8-11-16 – M.B. 24-11 – éd. 2 – art. 1; R – A.R. 19-1-22 – M.B. 21-1 – art. 1] (°°°)

**Art. 215sexiesdecies.** [Conformément aux dispositions de l'article 215quinquiesdecies, le " Coordinateur Retour Au Travail " établit un plan de réintégration visant à la réinsertion socioprofessionnelle en concertation avec le titulaire et le médecin-conseil. Ce plan contient au moins les objectifs du plan, le résultat final visé, une action concrète et un rendez-vous concret pour une prochaine entretien de suivi.

Le " Coordinateur Retour Au Travail " et le médecin-conseil peuvent, le cas échéant et avec l'accord du titulaire, consulter d'autres parties impliquées dans le trajet, plus précisément le médecin traitant, le conseiller thérapeutique, l'employeur, le conseiller des services et institutions des Régions et les Communautés participant à la réinsertion socioprofessionnelle ou d'autres prestataires de services.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente

(°°°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente

Le " Coordinateur Retour Au Travail " inscrit les objectifs, actions et accords dans le cadre du plan de réinsertion dans le " Dossier Retour Au Travail " du titulaire.

Le médecin-conseil communique, avec le consentement du titulaire, les résultats des entretiens de suivi visés à l'article 215quinquiesdecies et le contenu du plan de réinsertion au médecin traitant de ce titulaire.

Il est possible de déroger à l'obligation visée à l'alinéa 1er d'établir une offre de plan de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle seulement pour des raisons médicales fondées et établies par le médecin-conseil.]

[I – A.R. 19-1-22 – M.B. 21-1 – art. 1] (°)

**Art. 215septiesdecies.** [Le "Coordinateur Retour Au Travail " assure un suivi du plan de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle via le "Dossier Retour Au Travail " du titulaire tous les trois mois, sauf si les éléments du dossier justifient une fréquence ou un calendrier différent. Le cas échéant, le " Coordinateur Retour Au Travail " et le titulaire peuvent planifier un nouvel entretien de suivi pour discuter de l'avancement du plan de réinsertion et ajuster son contenu.

Le " Coordinateur Retour Au Travail " effectue ce suivi en collaboration avec le titulaire et, le cas échéant, avec d'autres services et personnes impliqués dans le trajet.

Le "Coordinateur Retour Au Travail " enregistre les différentes actions de suivi et les éventuels ajustements du contenu du plan de réintégration dans le "Dossier Retour Au Travail " du titulaire.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente

[I – A.R. 11-12-22 – M.B. 16-12 – art. 1] (°)

**Section VIquinquies.**  
**[Responsabilisation des titulaires reconnus en incapacité de traRail]**

[I – A.R. 11-12-22 – M.B. 16-12 – art. 1 (°°)

**Art. 215octiesdecies.** [R - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 31] ] (°°°)

[§ 1<sup>er</sup>. En vue du contact physique visé à l'article 215decies/2, alinéa 1<sup>er</sup>, le titulaire reçoit une invitation dans laquelle il est mentionné qu'en cas d'absence au contact physique susmentionné sans justification valable, le montant journalier des indemnités sera réduit de 2,5 pourcents.

Le titulaire qui ne se présente pas au contact physique sans justification valable, reçoit un envoi recommandé fixant, dans un délai d'un mois à dater de la date initiale planifiée, une nouvelle date pour ce contact physique. Cet envoi recommandé avertit en outre le titulaire qu'en cas de nouvelle absence à ce contact physique sans justification valable, le montant journalier des indemnités sera réduit de 2,5 pourcents à partir de la date de cette nouvelle absence.

Si le titulaire est effectivement absent une seconde fois sans justification valable à ce contact physique, le montant journalier des indemnités est réduit de 2,5 pourcents à partir de la date fixée pour ce contact jusqu'à la date à laquelle le titulaire contacte le médecin-conseil ou le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire, selon le cas, en vue de fixer une nouvelle date pour un contact physique.

Toutefois, si le titulaire est absent une troisième fois sans justification valable à ce contact physique fixé conformément à l'alinéa précédent, le montant journalier des indemnités sera à nouveau réduit de 2,5 pourcents à partir de la date de cette nouvelle absence jusqu'à la veille du jour où le contact physique aura effectivement lieu.]

§ 2. En vue du premier moment de contact visé à l'article 215undecies, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le titulaire reçoit une invitation dans laquelle il est mentionné qu'en cas d'absence au premier moment de contact susmentionné sans justification valable, le montant journalier des indemnités sera réduit de 2,5 pourcents.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2023 et s'applique aux titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2023

(°°) d'application à partir du 1-1-2023 et s'applique aux titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

Le titulaire qui ne se présente pas au premier moment de contact sans justification valable, reçoit un envoi recommandé fixant, dans un délai d'un mois à dater de la date initiale planifiée, une nouvelle date pour ce moment de contact. Cet envoi recommandé avertit en outre le titulaire qu'en cas de nouvelle absence à ce moment de contact sans justification valable, le montant journalier des indemnités sera réduit de 2,5 pourcents à partir de la date de cette nouvelle absence.

Si le titulaire est effectivement absent une seconde fois sans justification valable au premier moment de contact, le montant journalier des indemnités est réduit de 2,5 pourcents à partir de la date fixée pour ce moment de contact jusqu'à la date à laquelle le titulaire contacte le " Coordinateur Retour Au Travail " en vue de fixer une nouvelle date pour un premier moment de contact.

Toutefois, si le titulaire est absent une troisième fois sans justification valable au premier moment de contact, fixé conformément à l'alinéa précédent, le montant journalier des indemnités sera à nouveau réduit de 2,5 pourcents à partir de la date de cette nouvelle absence jusqu'à la veille du jour où ce premier moment de contact aura effectivement lieu.

**§ 3.** Le titulaire est averti de la décision de réduire le montant journalier des indemnités, conformément aux paragraphes précédents, par un envoi recommandé. La notification contient les mentions visées à l'article 14 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer " la charte " de l'assuré social.

**§ 4.** La décision de réduire le montant journalier des indemnités conformément au paragraphe 1er ou 2 ne s'applique pas durant les périodes de protection de la maternité visées aux articles 114 et 114bis de la loi coordonnée.]

[R - A.R. 13-4-97 - M.B. 3-7]<sup>(°)</sup>

### Section VII.

#### [Des taux et des conditions d'octroi de l'indemnité de maternité pendant la période de protection de la maternité Risée aux articles 114 et 115 de la loi coordonnée]

[M - A.R. 13-4-97 - M.B. 3-7]<sup>(°°)</sup>

**Art. 216.** Le taux de l'indemnité de maternité est fixé à 79,5 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi coordonnée, pendant les trente premiers jours de la période de repos de maternité telle qu'elle est définie aux articles 114 et 115 de la loi coordonnée, et à 75 p.c. de la même rémunération, à partir du trente et unième jour de cette période.

Toutefois, pendant les trente premiers jours de la période de (protection de la maternité), les titulaires visées à l'article 86, § 1er, 1<sup>o</sup>, a) et b), de la loi coordonnée, bénéficient d'une indemnité de maternité s'élevant à 82 p.c. de la rémunération perdue susvisée sans qu'il y ait lieu d'appliquer la limitation de la rémunération prévue à l'article 113, alinéa 3, susvisé.

[M - A.R. 13-4-97 - M.B. 3-7]<sup>(°°°)</sup>

**Art. 217.** [M - A.R. 19-2-03 - M.B. 18-3 – art. 3; M – A.R. 26-2-23 – M.B. 6-3 – art. 1]<sup>(°°°°)</sup>

Les titulaires en chômage complet contrôlé visées à l'article 113, dernier alinéa, de la loi coordonnée, ainsi que les titulaires qui maintiennent la qualité précitée en vertu de l'article 131 de la loi coordonnée, ont droit à une indemnité de base s'élevant à 60 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi coordonnée; le montant de cette indemnité est cependant égal à celui de l'allocation de chômage à laquelle les titulaires précitées auraient pu prétendre si elles ne s'étaient pas trouvées dans une période de protection de la maternité visée aux articles 114 et 115 de la loi coordonnée. [A cet effet, il est toutefois toujours tenu compte de la phase applicable de la période d'indemnisation dans laquelle elles se seraient trouvées, dans le cadre de la réglementation chômage, le premier jour de la période de protection de la maternité.]

[M - A.R. 19-2-03 - M.B. 18-3]<sup>(°°°°°)</sup>

La [mesure d'alignement] visée à l'alinéa précédent cesse de s'appliquer dès qu'une période de six mois est écoulée, compte tenu de la durée de la période de [protection de la maternité] et de la période d'incapacité de travail qui la précède immédiatement.

---

(°) d'application à partir du 6-10-1996

(°°) d'application à partir du 6-10-1996

(°°°) d'application à partir du 6-10-1996

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2023 et s'applique aux périodes de protection de la maternité qui sont déjà en cours à cette date ainsi qu'aux périodes de protection de la maternité qui débutent au plus tôt à cette date.

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2003

Les titulaires visées à l'alinéa 1er ont droit en outre, à une indemnité complémentaire s'élevant à 19,5 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi coordonnée, pendant les trente premiers jours de la période de (protection de la maternité) et à 15 p.c. de la même rémunération, à partir du trente et unième jour de cette période.

[*Abrogé par: A.R. 13-3-01 – M.B. 10-4; Réinséré par: A.R. 9-7-14 - M.B. 23-7 - éd. 1 - art. 1*](°)

**Art. 218.** [La travailleuse qui, conformément à l'article 114, alinéa 2 de la loi coordonnée, prolonge le repos postnatal à concurrence de la période pendant laquelle elle a poursuivi une ou plusieurs de ses activités durant la période de protection de la maternité visée à l'article 219ter, § 2, de la sixième semaine ou de la huitième semaine en cas de naissance multiple, à la deuxième semaine y incluse précédant l'accouchement, ne peut prétendre à une indemnité de maternité pendant la prolongation du repos postnatal susvisée durant laquelle elle a repris une ou plusieurs de ses autres activités, qu'en fonction de la ou des activités qui donnent droit à la prolongation du repos postnatal.

L'alinéa 1er est également d'application pour le calcul de l'indemnité de maternité pendant le repos postnatal prolongé à concurrence de la période pendant laquelle la travailleuse a repris une ou plusieurs de ses activités durant son incapacité de travail, dans les conditions fixées à l'article 100, § 2 de la loi coordonnée, de la sixième semaine ou de la huitième semaine en cas de naissance multiple, à la deuxième semaine y incluse précédant l'accouchement.]h

[**R** - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 12](°°)

**Art. 219.** [Dans la mesure où elles concernent également l'assurance maternité et où il n'y est pas dérogé par la présente section ainsi que par les sections I, II, III, IV, IVbis et VIIbis, les dispositions du présent arrêté qui concernent l'assurance indemnités sont applicables à l'assurance maternité.]

---

(°) d'application à partir du 16-6-2014

(°°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

[I - A.R. 13-4-97 - M.B. 3-7] (°)

### Section VIIbis.

## Des taux et des conditions d'octroi de l'indemnité de maternité pendant la période de protection de la maternité Risée à l'article 114bis de la loi coordonnée

[I - A.R. 13-4-97 - M.B. 3-7; R - A.R. 18-4-10 - M.B. 7-5 – éd. 1 - art. 1] (°°)

**Art. 219bis.** § 1<sup>er</sup>. [M – Loi 12-6-20 – M.B. 18-6 – art. 5] (°°°)

La titulaire enceinte dont l'exécution du contrat de travail est suspendue ou qui est dispensée du travail en application des articles 42, § 1er, alinéa 1er, 3° ou 43, § 1er, alinéa 2, 2° de la loi du 16 mars 1971 sur le travail peut prétendre à une indemnité de maternité dont le montant est fixé à 78,237 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi coordonnée. [...]

Alinéa 2: [Abrogé par: Loi 12-6-20 – M.B. 18-6 – art. 5] (°°°°)

§ 2. La titulaire accouchée ou allaitante dont l'exécution du contrat de travail est suspendue ou qui est dispensée du travail en application des articles 42, § 1er, alinéa 1er, 3°, 43, § 1er, alinéa 2, 2° et 43bis, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail peut prétendre à une indemnité de maternité dont le montant est fixé à 60 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi coordonnée.

La période pendant laquelle la titulaire allaitante peut prétendre à l'indemnité de maternité susvisée ne peut excéder une période de cinq mois prenant cours le jour de l'accouchement.

[M – A.R. 26-2-23 – M.B. 6-3 – art. 2](°°°°°)

§ 3. La mesure d'alignement prévue à l'article 217 est également d'application pour les travailleuses à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficient d'une allocation de garantie de revenus conformément aux dispositions de l'article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage[, ainsi que pour les travailleuses à temps partiel volontaires qui bénéficient des demi-allocations conformément aux dispositions de l'article 104, § 1er, de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991 et pour les travailleuses à temps partiel volontaires qui bénéficient d'une allocation de garantie de revenus conformément aux dispositions de l'article 104, § 1erbis, de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991].

---

(°) d'application à partir du 6-10-1996

(°°) d'application à partir du 1-1-2010 aux cas d'écartements du travail qui surviennent à partir de cette date.

(°°°) d'application à partir du 1-3-2020. Le Roi peut abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions modifiées par les articles 2, 4 et 5

(°°°°) d'application à partir du 1-3-2020. Le Roi peut abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions modifiées par les articles 2, 4 et 5

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2023 et s'applique aux périodes de protection de la maternité qui sont déjà en cours à cette date ainsi qu'aux périodes de protection de la maternité qui débutent au plus tôt à cette date.

[I - A.R. 13-4-97 - M.B. 3-7](°)

**Art. 219ter.** [R – A.R. 4-2-2018 – M.B. 9-2 – art. 1](°°)

§ 1<sup>er</sup>. [La titulaire enceinte, accouchée ou allaitante, qui fait l'objet d'une mesure visée aux articles 42, § 1er, alinéa 1er, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup> ou 43, § 1er, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de la loi du 16 mars 1971 précitée et dont la rémunération perçue à la suite soit de l'aménagement des conditions ou du temps de travail à risque soit du changement de poste de travail est inférieure à la rémunération découlant de son activité habituelle, peut prétendre à une indemnité de maternité, dont le montant est fixé à 60 % de la différence entre, d'une part, la rémunération perdue, visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi coordonnée sans toutefois l'application du montant maximum visé à l'article 87, alinéa 1er, de la loi coordonnée, qu'elle percevait avant l'aménagement des conditions ou du temps de travail à risque ou le changement de poste de travail et, d'autre part, le montant du revenu professionnel évalué en jours ouvrables que la titulaire perçoit à la suite soit de l'aménagement des conditions ou du temps de travail à risque, soit du changement de poste de travail. Le montant maximum à concurrence duquel cette différence est prise en considération est le montant fixé en vertu de l'article 87, alinéa 1er, de la loi coordonnée.]

On entend par " revenu professionnel " visé à l'alinéa 1er, les rémunérations et autres avantages qui peuvent être pris en considération pour déterminer la rémunération perdue, visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi coordonnée ainsi que la rémunération garantie deuxième semaine et l'indemnité visée par les conventions collectives de travail n° 12bis et n° 13bis. Toute indemnité, allocation ou rente compensant la perte de ce revenu est également prise en considération.]

[Abrogé par : A.R. 24-4-24 – M.B. 13-5 – art.1 (avant alinéa 1)] (°°°)

§ 2. La titulaire enceinte, accouchée ou allaitante qui exerce plusieurs activités salariées et dont la suspension de l'exécution du contrat de travail ou la dispense de travail en application des articles 42, § 1er, alinéa 1er, 3<sup>o</sup>, 43, § 1er, alinéa 2, 2<sup>o</sup> ou 43bis, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1971 précitée ne concerne qu'une ou plusieurs mais pas toutes ces activités, peut prétendre à une indemnité de maternité dont le montant est fixé à 60 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 113, alinéa 3, de la loi coordonnée, découlant de la ou des activité(s) que la titulaire a cessé d'exercer.

[Abrogé par: A.R. 4-2-18 – M.B. 9-2 – art. 1 (avant alinéa 2)] (°°°°)

[Abrogé par: A.R. 2-2-06 – M.B. 2-3 – art. 1 (avant alinéa 3)] (°°°°°)

---

(°) d'application à partir du 6-10-1996

(°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024 et s'applique pour la première fois à l'année de vacances 2024, l'exercice de vacances 2023

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2018

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2005

[M - A.R. 11-7-03 - M.B. 27-8 - éd. 1; M – A.R. 26-2-23 – M.B. 6-3 – art. 3](°)

§ 3. La mesure d'alignement prévue à l'article 217 est également d'application pour les travailleuses à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficient d'une allocation de garantie de revenus conformément aux dispositions de l'article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage[, ainsi que pour les travailleuses à temps partiel volontaires qui bénéficient des demi-allocations conformément aux dispositions de l'article 104, § 1er, de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991 et pour les travailleuses à temps partiel volontaires qui bénéficient d'une allocation de garantie de revenus conformément aux dispositions de l'article 104, § 1erbis, de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991].

§ 4. [Abrogé par: A.R. 2-2-06 – M.B. 2-3 – art. 1] (°°)

[R - A.R. 4-2-00 - M.B. 11-3](°°°)

§ 5. Les indemnités, visées par la présente section, ne sont pas dues aux titulaires enceintes, accouchées ou allaitantes qui entreprennent ou poursuivent une activité qui n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

[M - A.R. 12-3-13 - M.B. 2-4 - art. 2; M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7]

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa premier, les indemnités de maternité peuvent toutefois être accordées à la titulaire qui poursuit pendant la période de protection de la maternité visée à l'article 114bis de la loi coordonnée, l'activité indépendante qu'elle exerçait immédiatement avant la période de protection de la maternité susvisée. A cet effet, elle doit demander l'autorisation préalable au médecin-conseil de son organisme assureur, [...]. En outre, elle doit produire un certificat médical indiquant que cette activité ne présente pas de risque pour sa santé ni pour celle de son enfant. Elle ne peut pas exercer cette activité pendant les jours ou les heures durant lesquels elle aurait normalement travaillé si une mesure de protection de la maternité n'avait pas été prise.

[I - A.R. 12-3-13 - M.B. 2-4 - art. 2; M – K.B; 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7]

L'autorisation du médecin-conseil précise la nature, le volume et les conditions d'exercice de l'activité indépendante. Cette autorisation est consignée dans le dossier médical et administratif de l'intéressée au siège de l'organisme assureur. L'autorisation est notifiée à la titulaire.

Dans ce cas, le montant de l'indemnité, auquel l'intéressée peut prétendre en application de l'article 219bis ou 219ter, est diminué de 10 p.c.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2023 et s'applique aux périodes de protection de la maternité qui sont déjà en cours à cette date ainsi qu'aux périodes de protection de la maternité qui débutent au plus tôt à cette date.

(°°) d'application à partir du 1-1-2005

(°°°) d'application à partir du 1-4-2000

## Section VIII. De la prolongation de la période de repos postnatal

[R – A.R. 10-6-01 – M.B. 31-7 – éd. 1](°)

**Art. 220.** Pour la prolongation du repos postnatal en application de l'article 114, alinéa 2, de la loi coordonnée, sont assimilés à une période au cours de laquelle la titulaire a continué à travailler :

[R – A.R. 6-12-15 – M.B. 18-12 – éd. 2 – art. 2](°°)

1° [les périodes de vacances légales, en ce compris la période couverte par le traitement différé accordé aux enseignantes temporaires ou intérimaires après la fin du contrat de travail ou de la désignation à titre temporaire, les périodes de vacances en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire, les périodes de vacances complémentaires et les périodes de vacances supplémentaires;]

2° la période pendant laquelle est exercée la fonction de juge social;

3° les jours de petits chômages;

4° les jours pour raisons impérieuses avec maintien de la rémunération et les jours de congé pour raisons impérieuses sans maintien de la rémunération;

5° les jours d'absence avec rémunération journalière garantie;

[R – Wet 12-6-20 – M.B. 18-6 – art. 4] (°°°)

6° [les périodes d'accident technique se produisant dans l'entreprise, de chômage temporaire par suite de force majeure, de chômage temporaire par suite d'un accident technique, de chômage temporaire par suite d'intempéries et de chômage temporaire par suite de manque de travail résultant de causes économiques, ainsi que les périodes de suspension totale de l'exécution du contrat et de régime de travail à temps réduit visées aux articles 77/1 à 77/8 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;]

7° la période de fermeture de l'entreprise à titre de protection de l'environnement;

8° les jours fériés pendant le contrat de travail, les jours de remplacement d'un jour férié et les jours fériés ou jours de remplacement durant une période de chômage temporaire;

9° pour la titulaire qui travaille alternativement en régime de cinq et de six jours, le jour de la semaine du régime de cinq jours qui aurait normalement été travaillé s'il s'était agi d'une semaine du régime de six jours;

10° les jours de repos compensatoire;

[I - A.R. 25-4-04 - M.B. 18-5 - éd. 1](°°°°)

[11° les jours de vacances et les jours fériés légaux des gardiens et gardiennes d'enfants sans accueil d'enfants, visés à l'article 203, alinéa 4, 14;]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°) d'application à partir du 1-4-2012

(°°°) d'application à partir du 1-3-2020. Le Roi peut abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions modifiées par les articles 2, 4 et 5

(°°°°) d'application à partir du 1-4-2003

[I - A.R. 9-7-14 - M.B. 23-7 - éd. 1 - art. 2](°)

[12° Les périodes pendant lesquelles la travailleuse a exercé une ou plusieurs activités durant une période de protection de la maternité visée à l'article 114bis de la loi coordonnée ou a repris une ou plusieurs activités durant son incapacité de travail, dans les conditions fixées à l'article 100, § 2 de la loi coordonnée;]

[I - Wet 12-6-20 - M.B. 18-6 - art. 4] (°°)

[13° les jours d'incapacité de travail tels que définis à l'article 100, § 1er, de la loi coordonnée;]

[I - Wet 12-6-20 - M.B. 18-6 - art. 4] (°°)

[14° la période d'éloignement complet du travail en tant que mesure de protection de la maternité.]

[R - A.R. 11-6-15 - M.B. 26-6 - art. 2](°°°)

### **Section IX.**

#### **[Du congé de maternité converti en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère]**

[R - A.R. 11-6-15 - M.B. 26-6 - art. 2](°°°°)

**Art. 221. [§ 1er.** En cas de décès de la mère, le titulaire peut, conformément à l'article 114, alinéa 7, de la loi coordonnée, bénéficier d'un congé de maternité converti, dont la durée ne peut excéder la partie du repos postnatal visé à l'article 114, alinéas 2 à 5 inclus, de la loi coordonnée, non épuisée par la mère au moment de son décès.

**§ 2.** Le titulaire qui souhaite bénéficier du congé de maternité converti visé au § 1er, est tenu d'introduire une demande à cet effet, auprès de l'organisme assureur auquel il est affilié. Cette demande doit être accompagnée d'un extrait d'acte de décès de la mère et d'une attestation de l'établissement hospitalier, indiquant que le nouveau-né a quitté l'hôpital.

**§ 3.** Le titulaire bénéficie d'une indemnité pour chaque jour ouvrable de la période de congé de maternité converti visé au § 1er et pour chaque jour de cette même période assimilé à un jour ouvrable par un règlement du Comité de gestion du Service des indemnités. Le montant de cette indemnité est déterminé sur la base de la rémunération du titulaire précité, conformément aux dispositions de l'article 113 de la loi coordonnée et des articles 216 à 219, en fonction de la qualité du titulaire précité au sens de l'article 86, § 1er, de la loi coordonnée précitée et compte tenu de la durée déjà écoulée du repos de maternité.]

---

(°) d'application à partir du 16-6-2014

(°°) d'application à partir du 1-3-2020. Le Roi peut abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions modifiées par les articles 2, 4 et 5

(°°°) d'application à partir du 28-7-2014

(°°°°) d'application à partir du 28-7-2014

[R - A.R. 11-6-15 - M.B. 26-6 - art. 2](°)

**Art. 222. § 1<sup>er</sup>.** En cas d'hospitalisation de la mère, le titulaire peut, conformément à l'article 114, alinéa 7, de la loi coordonnée, bénéficier d'un congé de maternité converti prenant cours au plus tôt à partir du huitième jour à compter de la naissance de l'enfant, à condition que l'hospitalisation de la mère ait une durée supérieure à sept jours et que le nouveau-né ait quitté l'hôpital.

Le congé de maternité converti expire au moment où l'hospitalisation de la mère prend fin et au plus tard au terme de la période correspondant au repos de maternité non encore épuisé par la mère au moment de son hospitalisation.

**§ 2.** Le titulaire qui souhaite bénéficier du congé de maternité converti visé au § 1<sup>er</sup>, est tenu d'introduire une demande à cet effet, auprès de l'organisme assureur auquel il est affilié. Cette demande doit être accompagnée d'une attestation de l'établissement hospitalier indiquant la date à laquelle l'hospitalisation de la mère a pris cours, certifiant que l'hospitalisation de la mère a une durée supérieure à sept jours et que le nouveau-né a quitté l'hôpital.

**§ 3.** Le titulaire bénéficie, pour chaque jour ouvrable de la période de congé de maternité converti visé au § 1<sup>er</sup> et pour chaque jour de cette même période assimilé à un jour ouvrable par un règlement du Comité de gestion du Service des indemnités, d'une indemnité dont le taux est fixé à 60 p.c. de la rémunération perdue visée à l'article 87, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi coordonnée.

[M - A.R. 26-2-23 - M.B. 6-3 - art. 4](°°)

Pour le titulaire en chômage complet contrôlé visé à l'article 86 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, c), de la loi coordonnée, ainsi que pour le titulaire qui maintient la qualité précitée en vertu de l'article 131 de la même loi, le montant de l'indemnité est égal à celui de l'allocation de chômage à laquelle il aurait pu prétendre, s'il ne s'était pas trouvé dans une période de congé de maternité converti visé au § 1<sup>er</sup>. [A cet effet, il est toutefois toujours tenu compte de la phase applicable de la période d'indemnisation dans laquelle il se serait trouvé, dans le cadre de la réglementation chômage, le premier jour de la période de congé de maternité converti visé au § 1<sup>er</sup>.]

Pour le titulaire reconnu incapable de travailler, le montant de l'indemnité ne peut être inférieur au montant de l'indemnité d'incapacité de travail à laquelle il aurait pu prétendre s'il ne s'était pas trouvé dans une période de congé de maternité converti visé au § 1<sup>er</sup>.

**§ 4.** La mère de l'enfant conserve, pendant la durée du congé de maternité converti visé au § 1<sup>er</sup>, une indemnité calculée conformément aux dispositions des articles 216 à 219.

---

(°) d'application à partir du 28-7-2014

(°°) d'application à partir du 1-1-2023 et s'applique aux périodes de protection de la maternité qui sont déjà en cours à cette date ainsi qu'aux périodes de protection de la maternité qui débutent au plus tôt à cette date.

[**R** - A.R. 11-6-15 - M.B. 26-6 - art. 2](°)

**Art. 223.** [L'organisme assureur chargé de payer l'indemnité visée à l'article 113 de la loi coordonnée au titulaire, en cas d'application de l'article 114, alinéa 7, de la loi coordonnée, est l'organisme assureur auquel est affilié ce titulaire.

Ledit organisme recueille auprès de l'organisme assureur d'affiliation de la mère tous les éléments permettant de déterminer la partie de la période de repos postnatal restant à courir à compter du décès ou de l'hospitalisation de la mère.]

[**I** - A.R. 11-6-02 - M.B. 29-6 - éd. 1 – art. 1; **M** - A.R. 11-6-15 - M.B. 26-6 - art. 3]

### **Section IXbis.** **Du congé de paternité [ou de naissance]**

[**I** - A.R. 11-6-02 - M.B. 29-6 - éd. 1](°°)

**Art. 223bis.** [**M** - A.R. 11-6-15 - M.B. 26-6 - art. 4; **M** – A.R. 10-1-21 – M.B. 18-1 – art. 1] (°°°)

§ 1<sup>er</sup>. Le travailleur visé à l'article 86, § 1<sup>er</sup>, 1° a) , de la loi coordonnée, à l'exclusion du travailleur qui bénéficie d'une indemnité pour rupture du contrat de travail visée audit article, a droit à une indemnité pendant les sept derniers jours de congé de paternité ou de naissance [...].

[**I** – A.R. 10-1-21 – M.B. 18-1 – art. 1] (°°°°)

[Le droit à une indemnité durant les sept derniers jours du congé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est relevé comme suit :

- 1° jusqu'au douze derniers jours si la naissance a lieu au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2021;
- 2° jusqu'au dix-sept derniers jours si la naissance a lieu au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2023.]

---

(°) d'application à partir du 28-7-2014

(°°) d'application à partir du 1-7-2002

(°°°) d'application à partir du 1-1-2021

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2021

[M - A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2; M - A.R. 11-6-15 - M.B. 26-6 - art. 4; M - A.R. 10-1-21 - M.B. 18-1 - art. 1] (°)

L'indemnité visée [aux alinéas 1er et 2] est allouée pour les jours de congé de paternité ou de naissance coïncidant avec des jours au cours desquels le travailleur aurait normalement travaillé, selon son régime de travail. Le taux de l'indemnité est fixé à 82 p.c. de la rémunération perdue déterminée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la notion uniforme de "rémunération journalière moyenne" en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales, et sur base des modalités fixées par le règlement visé à l'[article 80, § 1er, 5°], de la loi coordonnée. Le montant maximum à concurrence duquel cette rémunération est prise en considération est le montant fixe en vertu de l'article 87, alinéa premier, de la loi coordonnée.

[M - A.R. 11-6-15 - M.B. 26-6 - art. 4]

§ 2. L'indemnité pour le congé de paternité [ou de naissance] est allouée dans les mêmes conditions que celles fixées pour l'octroi de l'indemnité de maternité.

§ 3. [Abrogé par: A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2 - art. 22] (°°)

[M - A.R. 11-6-15 - M.B. 26-6 - art. 4]

§ 4. Les jours couverts par une indemnité allouée durant le congé de paternité [ou de naissance] sont assimilés à des jours de travail, pour l'application des dispositions du présent arrêté.

[I - A.R. 11-6-02 - M.B. 29-6 - éd. 1](°°°)

### **Section IXter. Du congé d'adoption**

[I - A.R. 11-6-02 - M.B. 29-6 - éd. 1](°°°°)

**Art. 223ter.** § 1<sup>er</sup>. [R - A.R. 25-11-05 - M.B. 10-1-06; M - A.R. 23-3-19 - M.B. 4-4 - art. 1](°°°°°)

Le travailleur visé à l'article 86, § 1er, 1°, a), de la loi coordonnée, à l'exclusion du travailleur qui bénéficie d'une indemnité pour rupture du contrat de travail visée audit article, a droit à une indemnité pour les jours ouvrables du congé d'adoption visé à l'article 30ter de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrats de travail[...].

---

(°) d'application à partir du 1-1-2021

(°°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°°) d'application à partir du 1-7-2002

(°°°°) d'application à partir du 1-7-2002

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2019 et ne s'applique qu'aux demandes de congé d'adoption ou de congé parental d'accueil introduites auprès de l'employeur à partir du 1er janvier 2019 et pour autant que le congé d'adoption ou le congé parental d'accueil concerné ne débute, au plus tôt, qu'à partir du 1er janvier 2019.

[**M** - A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2; **M** - A.R. 25-11-05 - M.B. 10-1-06; **M** - A.R. 23-3-19 - M.B. 4-4 - art. 1](<sup>°</sup>)

[...]. Le taux de l'indemnité est fixé à 82 p.c. de la rémunération perdue déterminée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la notion uniforme de "rémunération journalière moyenne" en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales, et sur base des modalités fixées par le règlement visé à [l'article 80, § 1er, 5<sup>°</sup>], de la loi coordonnée. Le montant maximum à concurrence duquel cette rémunération est prise en considération est le montant fixé en vertu de l'article 87, alinéa premier, de la loi coordonnée

**§ 2.** L'indemnité pour le congé d'adoption est allouée dans les mêmes conditions que celles fixées pour l'octroi de l'indemnité de maternité.

**§ 3.** [*Abrogé par: A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2 - art. 23*] (<sup>°°</sup>)

**§ 4.** Les jours couverts par une indemnité allouée durant le congé d'adoption sont assimilés à des jours de travail, pour l'application des dispositions du présent arrêté.

[**I** - A.R. 5-11-02 - M.B. 20-11 - éd. 2](<sup>°°°</sup>)

#### **Section IXquater. Pauses d'allaitement**

[**I** - A.R. 5-11-02 - M.B. 20-11 - éd. 2 - art. 1; **M** - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 13](<sup>°°°°</sup>)

**Art. 223quater.** La travailleuse visée à [l'article 116/5 ] de la loi coordonnée a droit à une indemnité pour pause d'allaitement égale à 82 p.c. du montant brut de la rémunération perdue qui aurait été due pour les heures ou demi-heures de pause d'allaitement, sans qu'il y ait lieu d'appliquer la limitation de la rémunération prévue à l'article 87, alinéa 1er, de la même loi

---

(<sup>°</sup>) d'application à partir du 1-1-2019 et ne s'applique qu'aux demandes de congé d'adoption ou de congé parental d'accueil introduites auprès de l'employeur à partir du 1er janvier 2019 et pour autant que le congé d'adoption ou le congé parental d'accueil concerné ne débute, au plus tôt, qu'à partir du 1er janvier 2019.

(<sup>°°</sup>) d'application à partir du 1-1-2003

(<sup>°°°</sup>) d'application à partir du 1-7-2002

(<sup>°°°°</sup>) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débute à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

[I – A.R. 23-3-19 – M.B. 4-4 – art. 2](°)

**Section IXquinquies.**  
**[Du congé parental d'accueil]**

[I – A.R. 23-3-19 – M.B. 4-4 – art. 2](°°)

**Art. 223quinquies.** [§ 1<sup>er</sup>. Le travailleur visé à l'article 86, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a), de la loi coordonnée, à l'exclusion du travailleur qui bénéficie d'une indemnité pour rupture du contrat de travail visée audit article, a droit à une indemnité pour les jours ouvrables du congé parental d'accueil visé à l'article 30sexies de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Le taux de l'indemnité est fixé à 82 p.c. de la rémunération perdue déterminée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la notion uniforme de "rémunération journalière moyenne" en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales, et sur base des modalités fixées par le règlement visé à l'article 80, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de la loi coordonnée. Le montant maximum à concurrence duquel cette rémunération est prise en considération est le montant fixé en vertu de l'article 87, alinéa premier, de la loi coordonnée.

§ 2. L'indemnité pour le congé parental d'accueil est allouée dans les mêmes conditions que celles fixées pour l'octroi de l'indemnité de maternité.

§ 3. Les jours couverts par une indemnité allouée durant le congé parental d'accueil sont assimilés à des jours de travail pour l'application des dispositions du présent arrêté.]

**Section X.**  
**Du travailleur régulier**

**Art. 224.** § 1<sup>er</sup>. Pour être considéré comme travailleur régulier au sens de l'article 93 de la loi coordonnée, le travailleur visé à l'article 86, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup>, de la loi coordonnée doit réunir simultanément les conditions ci-dessous:

1<sup>o</sup> [M - A.R. 11-7-03 - M.B. 27-8 - éd. 1](°°°)

avoir la qualité de titulaire des indemnités depuis six mois au moins au début de l'incapacité de travail [...].

---

(°) d'application à partir du 1-1-2019 et ne s'applique qu'aux demandes de congé d'adoption ou de congé parental d'accueil introduites auprès de l'employeur à partir du 1er janvier 2019 et pour autant que le congé d'adoption ou le congé parental d'accueil concerné ne débute, au plus tôt, qu'à partir du 1er janvier 2019

(°°) d'application à partir du 1-1-2019 et ne s'applique qu'aux demandes de congé d'adoption ou de congé parental d'accueil introduites auprès de l'employeur à partir du 1er janvier 2019 et pour autant que le congé d'adoption ou le congé parental d'accueil concerné ne débute, au plus tôt, qu'à partir du 1er janvier 2019

(°°°) d'application à partir du 1-1-2003

[M - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 41; M - A.R. 11-7-03 - M.B. 27-8 - éd. 1 – art. 5](°)

[Le titulaire doit en outre totaliser cent vingt jours de travail ou assimilés en application de l'article 203, alinéa 4]. Toutefois, les jours énumérés à l'article 203, alinéa 4, ne peuvent être pris en considération pour l'application de la présente disposition.

[M - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 41](°°)

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa qui précède, le travailleur saisonnier, le travailleur intermittent ou le travailleur à temps partiel doit totaliser quatre cents heures de travail [...] ou assimilées en application de l'article 203, alinéa 4, Toutefois, les heures assimilées en application de l'article 203, alinéa 4, ne peuvent être prises en considération pour l'application de la présente disposition;

2° [M - A.R. 13-4-97 - M.B. 3-7 – art. 41](°°°)

totaliser, au cours de la période prenant cours à la date à laquelle il est devenu titulaire et expirant la vieille du début de son incapacité de travail, un nombre de jours de travail ou assimilés correspondant au moins aux trois quarts des jours ouvrables de la période envisagée. Par jours assimilés aux jours de travail, on entend les jours visés aux articles 86, § 1er, 1°, b), 100, 114, [114bis] et 128 de la loi coordonnée.

Par jours ouvrables, on entend tous les jours de l'année sauf les dimanches. toutefois, si le travailleur a la qualité de titulaire des indemnités depuis le premier janvier de l'année civile qui précède celle au cours de laquelle a débuté l'incapacité de travail, la période de référence est limitée à cette année civile.

Par année civile au sens de la présente disposition, il y a lieu d'entendre l'année de référence telle qu'elle est définie à l'article 277.

Si le travailleur perd la qualité de titulaire visée à l'article 86, § 1er, 1° ou 2°, de la loi coordonnée pendant une période inférieure à trois mois, cette période n'interrompt pas le cours de la période de référence.

[M - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 41](°°°°)

Pour l'application de la présente disposition, il est tenu compte du nombre de jours de travail et assimilés, tel que déterminé conformément aux dispositions de l'article 203, alinéa 6.

[M - A.R. 10-6-01 - M.B. 31-7 - éd. 1 – art. 41](°°°°°)

Par dérogation aux dispositions visées à l'alinéa premier du 2°, le travailleur saisonnier, le travailleur intermittent ou le travailleur à temps partiel doit totaliser au cours de la période de référence définie ci-dessus, un nombre d'heures de travail ou assimilées équivalant à au moins 28 heures de travail par semaine ou à défaut, un nombre d'heures de travail au moins égal aux trois quarts du nombre d'heures de travail accomplies par (la personne de référence). Pour lesdits travailleurs, les périodes d'inactivité visées à l'alinéa premier du 2°, pour autant qu'elles coïncident avec des périodes pendant lesquelles les travailleurs concernés auraient normalement travaillé, sont prises en compte à concurrence du nombre d'heures de travail qu'ils auraient accomplies au cours de ces périodes;

---

(°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°°) d'application à partir du 6-10-1996

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2003 (A.R. 5-11-02 – M.B. 20-11 – éd. 1)

3° [Abrogé par: A.R. 11-7-03 – M.B. 27-8 – éd. 1 – art. 5] (°)

4° [M - A.R. 14-6-01 - M.B. 30-6 – art. 9; M - A.R. 11-7-03 - M.B. 27-8 - éd. 1 – art. 5]  
(°°)

les titulaires) doivent justifier, pour l'ensemble des jours ouvrables de la période de référence visée au 2°, d'une rémunération journalière moyenne au moins égale à [21,42 EUR], s'ils sont âgés de 21 ans ou plus, [16,06 EUR], s'ils sont âgés de 18 à 20 ans, et [10,71 EUR], s'ils sont âgés de moins de 18 ans. A cet effet, les jours assimilés à des jours de travail sont affectés d'un salaire fictif égal à la rémunération perdue telle qu'elle est définie à l'article 87 de la loi coordonnée, ayant servi de base au calcul de l'indemnité.

Les travailleurs dont les cotisations sont, en vertu de la législation sur la sécurité sociale, calculées sur la base de salaires forfaitaires, sont considérés comme ayant satisfait à la condition relative à la rémunération journalière fixée à l'alinéa 1er.

Pour les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel, les heures assimilées à des heures de travail sont affectées d'un salaire fictif, déterminé également sur base de la rémunération perdue prise en considération pour le calcul de l'indemnité.

[R - A.R. 10-7-02 - M.B. 30-7]

§ 2. [M - A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2 – art. 24; M - A.R. 27-4-17 - M.B. 28-4 - éd. 2 - art. 14] (°°°)

La période d'accomplissement des obligations de milice, les périodes d'assurance continuée visées à l'article 247, la période au cours de laquelle le travailleur a bénéficié d'une allocation pour interruption complète de sa carrière professionnelle, ainsi que les périodes durant lesquelles le titulaire a interrompu le travail pour se consacrer à l'éducation de son enfant dans les conditions visées à l'article 205, § 5 [ou 205/1, § 2], sont immunisées pour l'application des dispositions du § 1er.

La période pendant laquelle le travailleur bénéficie d'une allocation pour interruption partielle de sa carrière, est immunisée pour l'application des dispositions du § 1er, à l'expiration de la période pour laquelle le titulaire reçoit ladite allocation.

L'alinéa précédent n'est toutefois applicable que si la réduction convenue des prestations ne dépasse pas la période pour laquelle le titulaire bénéficie de ladite allocation.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°°) d'application à partir du 1-5-2017 et s'applique aux incapacités de travail, aux périodes de protection de la maternité, aux congés de maternité convertis, aux pauses d'allaitement, aux congés de paternité ou de naissance et aux congés d'adoption qui débutent à partir du 1er mai 2017, pour autant que ces dispositions concernent les risques susvisés

**§ 3.** [M - A.R. 11-7-03 - M.B. 27-8 - éd. 1 – art. 5](°)

Les montants de la rémunération journalière moyenne visés au § 1er, sont, dans le courant du mois de décembre de chaque année, réévalués d'un pourcentage égal au rapport entre le montant minimum de (l'indemnité) prévu pour le travailleur régulier ayant personne à charge, au 1er janvier de l'année en cours et celui du 1er janvier de l'année précédente.

Les montants ainsi réévalués sont, pour l'application du § 1er, pris en considération à partir du 1er janvier qui suit cette réévaluation.

Toutefois, en cas d'application du § 2, les montants de la rémunération journalière moyenne visés au § 1er, que justifient les jours ouvrables de la période de référence qui précède une période immunisée d'une durée égale ou supérieure à six mois, sont ceux qui ont été fixés conformément au présent paragraphe pour l'année qui suit celle au cours de laquelle a débuté la période immunisée.

[R - A.R. 11-7-03 - M.B. 27-8 - éd. 1 – art. 5](°°)

**§ 4.** [Le titulaire qui réunissait les conditions pour l'octroi de la qualité de travailleur régulier, conserve ladite qualité lorsqu'il redevient incapable de travailler dans les douze mois qui suivent la fin de la période d'incapacité de travail pour laquelle la qualité de travailleur régulier lui avait été accordée.]

**Section XI.**  
**Du travailleur ayant personne à charge**

**Art. 225.** [R - A.R. 5-7-98 - M.B. 11-7](°°°)

**§ 1er.** Sont considérés comme travailleurs ayant personne à charge au sens de l'article 93 de la loi coordonnée :

- 1° le titulaire cohabitant avec son conjoint;
- 2° le titulaire cohabitant avec une personne avec laquelle il forme un ménage de fait; cette personne ne peut cependant être un parent ou allié jusqu'au troisième degré du titulaire ni un enfant bénéficiaire d'allocations familiales ou à charge d'un parent tenu à une obligation d'entretien;
- 3° le titulaire qui cohabite avec un ou des enfants visés à l'article 123, 3, exception faite de la condition d'âge prévue par cette dernière disposition; lorsqu'un enfant peut être inscrit à charge de plusieurs titulaires, il est fait application de l'ordre d'inscription déterminé à l'article 125, § 1er, alinéas 3 à 5 et § 2;
- 4° le titulaire qui cohabite avec un ou plusieurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus;

---

(°) d'application à partir du 1-1-2003  
(°°) d'application à partir du 1-1-2003  
(°°°) d'application à partir du 1-1-1998

[**R** - A.R. 19-4-99 - M.B. 29-4 – art. 1; **M** - A.R. 14-6-01 - M.B. 30-6 – art. 9; **M** - A.R. 25-4-02- M.B. 17-5 - éd. 2 – art. 1]

5° le titulaire qui paie une pension alimentaire sur base d'une décision judiciaire ou d'un acte notarié, ou sur base d'un acte sous seing privé déposé au greffe du tribunal en cas de procédure de divorce ou de séparation de corps et de biens par consentement mutuel et le titulaire dont le conjoint perçoit une partie de ses indemnités au titre de sommes dues par des tiers, en application de l'article 221 ou 223 du code civil; cette disposition n'est cependant applicable qu'au titulaire qui se trouve dans la situation visée à l'article 226 et pour autant que le montant de la pension alimentaire ou de la délégation de sommes soit au moins égal à [111,55 EUR] par mois;

6° [Alinéa 1: *Abrogé par: A.R. 29-1-07 – M.B. 21-2 – éd. 2 – art. 4*] (°)

Alinéa 2: [*Abrogé par: A.R. 29-1-07 - M.B. 21-2 - éd. 2 – art. 4*] (°°)

Alinéa 3: [*Abrogé par: A.R. 29-1-07 - M.B. 21-2 - éd. 2 – art. 4*] (°°°)

Alinéa 4: [*Abrogé par: A.R. 29-1-07 - M.B. 21-2 - éd. 2 – art. 4*] (°°°°)

Alinéa 5: [*Abrogé par: A.R. 29-1-07 - M.B. 21-2 - éd. 2 – art. 4*] (°°°°°)

Alinéa 6: [*Abrogé par: A.R. 29-1-07 - M.B. 21-2 - éd. 2 – art. 4*] (°°°°°°)

Alinéa 7: [*Abrogé par: A.R. 29-1-07 - M.B. 21-2 - éd. 2 – art. 4*] (°°°°°°°)

[**M** – A.R. 25-10-99 – M.B. 25-11 – éd. 3 – art. 1]

Les personnes visées à l'alinéa premier, 1° à 4° ne peuvent être considérées comme à charge que si elles n'exercent aucune activité professionnelle et ne bénéficient effectivement ni d'une pension ou d'une rente, ni d'une allocation ou d'une indemnité en vertu d'une législation belge ou étrangère. [Elles doivent en outre être financièrement à charge du titulaire lui-même et non d'une autre personne qui appartient au même ménage.]

**§ 2.** [**M** - A.R. 24-11-97 - M.B. 17-12 - éd. 2; **M** - A.R. 5-7-98 - M.B. 11-7 – art. 1; **M** - A.R. 19-4-99 - M.B. 29-4 – art. 1](°°°°°°°°)

[Le titulaire visé au § 1er, 3° et 4°], qui cohabite simultanément avec des personnes autres que celles qui sont énumérées à ce paragraphe, ne peut conserver la qualité de travailleur ayant personne à charge que si ces autres personnes n'exercent aucune activité professionnelle et ne bénéficient effectivement ni d'une pension, ni d'une rente, ni d'une allocation ou d'une indemnité en vertu d'une législation belge ou étrangère. Pour l'application de la présente disposition, sont assimilés aux parents ou alliés du titulaire, les parents ou alliés jusqu'au troisième degré y inclus du conjoint du titulaire ou de la personne, visée au § 1er, 2°.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2007

(°°) d'application à partir du 1-1-2007

(°°°) d'application à partir du 1-1-2007

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2007

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2007

(°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2007

(°°°°°°°) d'application à partir du 1-1-2007

(°°°°°°°°) d'application à partir du 1-1-1999. Pour les bénéficiaires qui perdent la qualité de titulaire ayant personne à charge en vertu des dispositions du présent arrêté, la date d'application entre en vigueur à partir du 1-5-1999

Le titulaire visé au § 1er, 3° et 4°, qui cohabite simultanément avec une personne énumérée au § 1er, 1° ou 2°, peut exclusivement obtenir la qualité de travailleur ayant personne à charge de la manière visée au § 1er, 1° ou 2°.

[I - A.R. 25-11-96 - M.B. 13-2-97 – art. 1; M - A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2 – art. 25](°)

La condition de cohabitation n'est pas requise pendant la période au cours de laquelle le titulaire visé au § 1er, 1° à 4°, est hospitalisé ou hébergé dans une institution ou un service visé à l'article 34, 11° et 18°, de la loi coordonnée, [se trouve en situation de détention préventive ou de privation de liberté], sans préjudice des autres conditions à remplir pour la reconnaissance de la qualité de travailleur ayant personne à charge.

**§ 3.** [M - A.R. 14-6-01 - M.B. 30-6; M - A.R. 6-5-02 - M.B. 31-5 - éd. 3; M - A.R. 11-11-02 - M.B. 29-11 - éd. 1; M - A.R. 19-2-03 - M.B. 18-3 – art. 1; M – A.R. 5-6-07 – M.B. 29-6 – éd. 3 – art. 4; M - A.R. 6-7-11 - M.B. 28-7 - art. 3](°°)

Par activité professionnelle au sens des §§ 1er et 2, il faut entendre toute activité professionnelle susceptible de produire des revenus visés, suivant le cas, à l'article 23, § 1er, 1°, 2° ou 4°, ou à l'article 228, § 2, 3° et 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, même si elle est exercés par personne interposée, et toute activité analogue exercée dans un pays étranger ou au service d'une organisation internationale ou supranationale. Toutefois, il n'est tenu compte de ces revenus, ainsi que des pensions, rentes ou allocations et indemnités visées ci-dessus que si leur montant total est supérieur à [707,07] EUR par mois; ce dernier montant est lié à l'indice-pivot 103,14 en vigueur le 1er juin 1999 (base 1996 = 100) et est adapté aux fluctuations de l'indice des prix conformément aux dispositions visées à l'article 237.

Pour l'application de cette disposition, il y a lieu de tenir compte d'un douzième du montant des avantages payés annuellement, tels que les primes, les participations aux bénéfices, le treizième mois, les gratification, le double pécule ou les montants payés aux travailleurs en complément du double pécule, ainsi que le pécule de vacances ou le pécule complémentaire payé aux bénéficiaires d'une pension de retraite ou de survie. Le montant mensuel des revenus des travailleurs non salariés, visés à l'article 23, § 1er, 1° et 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 est, en outre, fictivement fixé à un douzième de 100/80 de la différence entre les bénéfices ou profits bruts et les charges professionnelles y afférentes. Le montant mensuel des revenus constitués par des indemnités ou allocations visées ci-dessus, dont le montant est journalier et auxquelles le bénéficiaire peut prétendre pour tous les jours indemnisables d'un mois déterminé, est censé correspondre au montant journalier susvisé, multiplié par 26; s'il s'agit d'indemnités d'incapacité temporaire de travail, accordées en vertu des dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail ou des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, il y a lieu de multiplier le montant journalier précité par 30.

Pour l'application du présent article, il n'est pas tenu compte du complément d'ancienneté octroyé aux chômeurs âgés, ni de l'indemnité complémentaire aux allocations de chômage octroyée en vertu de la convention collective de travail n° 46 conclue au sein du Conseil national du travail et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 mai 1990.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°) d'application à partir du 1-9-2011

Le chômeur prouve qu'il bénéficie d'un complément d'ancienneté au moyen d'une attestation établie par la caisse de paiement des allocations de chômage; il prouve le bénéfice d'une indemnité complémentaire aux allocations de chômage au moyen d'une attestation établie par l'employeur chargé du paiement de cette indemnité.

[M – A.R. 27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 6]<sup>(°)</sup>

Il n'est pas davantage tenu compte, pour l'application du présent article, de l'allocation complémentaire forfaitaire octroyée au chômeur occupé dans le cadre d'une agence locale pour l'emploi, en vertu de l'article 79 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage [et de l'indemnité par chèque-travail de proximité, reçue pour prestations fournies dans le cadre du travail de proximité visé à l'article 34 du décret de la Communauté flamande du 7 juillet 2017 relatif au travail de proximité et à diverses dispositions dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat].

[I – A.R. 7-4-23 – M.B. 8-5 – art. 1]<sup>(°°)</sup>

[Pour l'application du présent article, il n'est pas davantage tenu compte de l'allocation « mobilité interrégionale » et de l'allocation « métier en pénurie » octroyées en vertu de l'arrêté royal du 24 juin 2022 instaurant une allocation supplémentaire pour les chômeurs de longue durée qui reprennent le travail dans une autre région ou dans un métier en pénurie.]

[I - A.R. 10-11-00 - M.B. 28-11 - éd. 2 – art. 1]

[II n'est pas davantage tenu compte, pour l'application du présent article, d'une allocation qui est accordée pour compenser la perte ou la réduction d'autonomie.]

[I - A.R. 15-10-12 - M.B. 24-10 - éd. 2 - art. 1]<sup>(°°°)</sup>

[Pour l'application du présent article, il n'est pas tenu compte de l'augmentation à partir du 1er septembre 2011 du montant journalier de l'indemnité minimum visée à l'article 214, § 1er, alinéa 1er, 2°, b), introduite par l'arrêté royal du 6 juillet 2011.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2023  
(°°) d'application à partir du 1-9-2022  
(°°°) d'application à partir du 1-9-2011

[I – A.R. 12-11-20 – M.B. 2-12 – art. 1; M – A.R. 18-4-22 – M.B. 2-5 – art. 1](°)

Pour l'application du présent article, il n'est pas tenu compte des compensations financières allouées par les régions, les communautés, les provinces ou les communes pour les conséquences économiques ou sociales rencontrées suite à l'application de [l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 et par tout autre arrêté royal ultérieur portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19], ou allouées conformément à une autre réglementation régionale, communautaire, provinciale ou communale pour les conséquences économiques ou sociales rencontrées suite à la pandémie du COVID-19. Dans ce cadre, il ne peut toutefois s'agir d'une intervention financière, le cas échéant réduite, à laquelle l'intéressé aurait pu prétendre sans l'application de la réglementation précitée fixée suite à la pandémie du COVID-19. En outre, cette disposition ne s'applique que si la règle sur base de laquelle la compensation financière est accordée prévoit expressément que cette compensation est accordée en vue de faire face aux conséquences économiques ou sociales directes ou indirectes de la pandémie de COVID-19.

[I – A.R. 12-11-20 – M.B. 2-12 – art. 1](°°)

[Pour l'application du présent article, il n'est pas tenu compte de l'indemnité d'incapacité primaire supplémentaire octroyée conformément à la loi du 24 juin 2020 octroyant un complément temporaire aux indemnités d'incapacité primaire, ainsi que de l'indemnité de crise supplémentaire octroyée conformément à l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail.]

[I – A.R. 12-11-20 – M.B. 2-12 – art. 1](°°°)

[Pour l'application du présent article, il n'est pas tenu compte de la prime temporaire octroyée conformément à l'arrêté royal n° 47 du 26 juin 2020 pris en exécution de l'article 5, § 1er, 3° et 5°, de la loi du 27 mars 2020 accordant des pouvoirs au Roi afin de prendre des mesures dans la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II) en vue de l'octroi d'une prime temporaire aux bénéficiaires de certaines allocations d'assistance sociale.]

[I – A.R. 26-2-23 – M.B. 6-3 – art. 1](°°°°)

[Pour l'application du présent article, il n'est pas tenu compte du bonus emploi ou du bonus emploi plus octroyés conformément au décret de la Région flamande du 20 mai 2022 réglant l'octroi d'un bonus emploi ou au décret de la Région flamande et de la Communauté flamande du 15 juillet 2022 réglant l'octroi d'un bonus emploi plus aux indépendants débutants.]

---

(°) d'application à partir du 29-10-2021

(°°) d'application à partir du 1-3-2020

(°°°) d'application à partir du 1-3-2020

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2022

**§ 4.** La preuve de chaque situation visée au § 1er doit être établie au moyen d'une attestation officielle figurant au dossier du titulaire lors du paiement des indemnités d'invalidité en tant que titulaire avec personne à charge.

Cette preuve résulte, en ce qui concerne la condition de cohabitation, de l'information visée à l'article 3, alinéa 1er, 5° de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, obtenue auprès du Registre national, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents probants produits à cet effet que la situation à prendre en considération ne correspond pas ou plus avec l'information susvisée du Registre national.

Alinéa 3: [Abrogé par: A.R. 5-7-98 - M.B. 11-7)](°)

[I - A.R. 19-5-06 - M.B. 27-6 - éd. 1 - art. 1; M - A.R. 21-10-08 - M.B. 24-11 - éd. 1 - art. 1; M - A.R. 13-6-10 - M.B. 21-6 - art. 1; M - A.R. 14-4-11 - M.B. 6-5 - éd. 1 - art. 1](°)

**§ 5.** Lorsque les revenus de la personne à charge dépassent le montant visé au § 3, alinéa 2, uniquement en raison de l'augmentation du montant des indemnités d'invalidité résultant de l'arrêté royal du 23 décembre 2005 modifiant, en ce qui concerne le montant des indemnités d'invalidité, l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidant, le titulaire maintient la qualité de titulaire avec personne à charge du 1er janvier 2006 au [31 décembre 2011], à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation pendant cette période transitoire.

[I - A.R. 12-8-08 - M.B. 4-9 - éd. 1 - art. 1](°°)

**§ 6.** [Lorsque les revenus de la personne à charge dépassent le montant visé au § 3, alinéa 1er, uniquement en raison de l'augmentation à partir du 1er juillet 2008 des minima de pension des travailleurs salariés par l'arrêté royal du 12 juin 2008 portant augmentation du montant minimum garanti des pensions de retraite et de survie pour travailleurs salariés, ou uniquement en raison de l'augmentation à partir du 1er juillet 2008 des minima de pension des travailleurs indépendants par la loi-programme du 8 juin 2008, le titulaire maintient la qualité de titulaire avec personne à charge à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I - A.R. 31-1-10 - M.B. 8-2 - éd. 2 - art. 1](°°°)

**§ 7.** Lorsque les revenus de la personne à charge dépassent le montant visé au § 3, alinéa 1er, uniquement en raison de l'application d'une mesure de revalorisation prise en exécution du Titre II, Chapitre II de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, ou du Titre V, Chapitre 1er de la même loi, le titulaire maintient la qualité de titulaire avec personne à charge à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation..]

---

(°) d'application à partir du 1-1-1998

(°°) d'application à partir du 1-1-2011

(°°°) d'application à partir du 1-7-2008

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2009

[I - A.R. 28-4-11 - M.B. 22-7 - art. 1](°)

[§ 8. Lorsque les revenus de la personne à charge dépassent le montant visé au § 3, alinéa 1er, uniquement en raison de l'augmentation à partir du 1er août 2010 des minima de pension des travailleurs indépendants, visée à l'article 1er de l'arrêté royal du 3 mars 2010 modifiant l'article 131bis, § 1ersepties, de la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, le titulaire maintient la qualité de titulaire avec personne à charge à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I - A.R. 21-4-16 - M.B. 4-5 - art. 1](°°)

[§ 9. Le titulaire considéré comme travailleur ayant personne à charge qui cohabite avec une personne visée au § 1er et § 2 qui perçoit une pension minimum de travailleur indépendant continue à maintenir cette qualité nonobstant l'augmentation de cette pension, à partir du 1er avril 2015, résultant de la modification, par l'arrêté royal du 27 mars 2015, de l'article 131bis, § 1ersepties, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I - A.R. 12-6-17 - M.B. 22-6 - éd. 1 - art. 1](°°°)

[§ 10. Le titulaire considéré comme travailleur ayant personne à charge qui cohabite avec une personne visée au § 1er et § 2 qui perçoit une pension minimum de travailleur indépendant continue à maintenir cette qualité nonobstant l'augmentation de cette pension à partir du 1er août 2016, résultant de l'insertion, par la loi-programme du 19 décembre 2014, de l'article 131bis, § 1erocties, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I - A.R. 5-9-17 - M.B. 13-9 - art. 1](°°°°)

[§ 11. Lorsque les revenus de la personne à charge dépassent le montant visé au § 3, alinéa 1er, uniquement en raison de l'octroi d'une prime de rattrapage à certains bénéficiaires d'une pension minimum dans les régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en exécution du Chapitre III de la loi du 6 juillet 2016 accordant une prime à certains bénéficiaires d'une pension minimum et portant augmentation de certaines pensions minima, dans les régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants, ou de l'augmentation de certaines pensions minima dans les régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en exécution du Chapitre IV de la même loi, le titulaire maintient la qualité de titulaire avec personne à charge, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I - A.R. 20-6-21 - M.B. 30-6 - éd. 1 - art. 1](°°°°°)

[§ 12. Lorsque les revenus de la personne à charge dépassent le montant visé au § 3, alinéa 1er, uniquement en raison de l'augmentation des prestations sociales comme décrite dans ce paragraphe, le titulaire maintient la qualité de titulaire avec personne à charge, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

---

(°) d'application à partir du 1-8-2010

(°°) d'application à partir du 1-4-2015

(°°°) d'application à partir du 1-8-2016

(°°°°) d'application à partir du 1-12-2016

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-2021

Pour l'application de l'alinéa 1er, il s'agit des augmentations des prestations sociales suivantes :

1° les augmentations des montants de la pension minimum garantie en exécution de l'arrêté royal du 20 décembre 2020 relatif à l'augmentation de la pension minimum garantie;

2° les augmentations des montants de la pension minimum garantie en exécution de l'arrêté royal du 20 décembre 2020 pris en application de l'article 132, § 2, de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses;

3° les augmentations des montants de la garantie de revenus aux personnes âgées en exécution de l'arrêté royal du 20 décembre 2020 relatif à l'augmentation de la garantie de revenus aux personnes âgées;

4° les augmentations des montants du revenu d'intégration en exécution de l'arrêté royal du 20 décembre 2020 modifiant l'arrêté royal du 3 septembre 2004 visant l'augmentation des montants du revenu d'intégration, ainsi que les augmentations des montants de l'indemnité minimale accordée aux travailleurs non réguliers visés à l'article 214, § 2, liés aux montants applicables du revenu d'intégration;

5° les augmentations des minima et de certains forfaits dans l'assurance chômage en exécution de l'arrêté royal du 22 décembre 2020 modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage concernant l'augmentation des minima dans le cadre de la lutte contre la pauvreté;

6° les augmentations des montants de l'allocation de remplacement de revenus en exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2021 portant augmentation du montant des catégories A, B et C de l'allocation de remplacement de revenus en application de l'article 6, § 6 de la loi du 27 février 1987 sur les allocations aux personnes handicapées.]

## **Section XII.**

### **Du travailleur sans personne à charge auquel une indemnité plus élevée peut être accordée pour perte de revenu unique**

**Art. 226.** Est considéré comme travailleur sans personne à charge auquel une indemnité plus élevée peut être accordée pour perte de revenu unique, au sens de l'article 93, alinéa 6 de la loi coordonnée, le titulaire qui apporte la preuve, soit qu'il vit seul, soit qu'il cohabite exclusivement avec des personnes qui ne bénéficient d'aucun revenu et ne sont pas considérées comme personnes à charge.

Pour l'application de cet article est considéré comme revenu, tout revenu au sens de l'article 225, § 3, sans tenir compte des plafonds mentionnés à cet article.

La preuve de la situation visée à l'alinéa 1er, doit être apportée conformément aux dispositions de l'article 225, § 4.

[I – A.R. 6-7-04 – M.B. 9-7 – éd. 1]<sup>(°)</sup>

**Art. 226bis. § 1<sup>er</sup>.** <sup>(°°)</sup> Est assimilé au travailleur visé à l'article 226, le titulaire qui cohabite avec une personne visée à l'article 225, § 1er, 1° à 4°, et § 2, [qui perçoit soit seulement des revenus professionnels, soit des revenus professionnels et une pension, une rente, une allocation ou une indemnité en vertu d'une législation belge ou étrangère dont le montant total mensuel] est supérieur au plafond de revenus visé à l'article 225, § 3, mais inférieur au montant du revenu minimum mensuel moyen visé à l'article 3, alinéa 1er, de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 29 juillet 1988.

[I - A.R. 31-1-10 - M.B. 8-2 - éd. 2 - art. 2]<sup>(°°°)</sup>

[Lorsque le montant mensuel du revenu de la personne cohabitant, visé à l'alinéa 1er, dépasse le montant du revenu minimum mensuel moyen visé au même alinéa uniquement en raison de l'application d'une mesure de revalorisation prise en exécution du Titre II, Chapitre II de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, ou du Titre V, Chapitre Ier de la même loi, le titulaire maintient l'assimilation avec un travailleur visé à l'article 226, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I - A.R. 28-4-11 - M.B. 22-7 - art. 2]<sup>(°°°°)</sup>

[Lorsque le montant mensuel du revenu de la personne cohabitant, visé à l'alinéa 1er, dépasse le montant du revenu minimum mensuel moyen visé au même alinéa uniquement en raison de l'augmentation à partir du 1er août 2010 des minima de pensions des travailleurs indépendants, visée à l'article 1er de l'arrêté royal du 3 mars 2010 modifiant l'article 131bis, § 1er septies, de la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, le titulaire maintient l'assimilation avec un travailleur visé à l'article 226, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I - A.R. 21-4-16 - M.B. 4-5 - art. 2]<sup>(°°°°°)</sup>

[Le titulaire, assimilé au travailleur visé à l'article 226, qui cohabite avec une personne visée à l'article 225, § 1er et § 2 qui perçoit une pension minimum de travailleur indépendant continue à maintenir cette qualité nonobstant l'augmentation de cette pension à partir du 1er avril 2015, résultant de la modification, par l'arrêté royal du 27 mars 2015, de l'article 131bis, § 1er septies, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

---

(°) d'application à partir du 1-7-2004

(°°) le texte actuel formera le § 1er; d'application à partir du 1-1-2010 (A.R. 22-2-10 - M.B. 9-3 - éd. 1 - art. 1)

(°°°) d'application à partir du 1-1-2009

(°°°°) d'application à partir du 1-8-2010

(°°°°°) d'application à partir du 1-4-2015

[I – A.R. 12-6-17 – M.B. 22-6 – éd. 1 – art. 2] (°)

[Le titulaire, assimilé au travailleur visé à l'article 226, qui cohabite avec une personne visée à l'article 225, § 1er et § 2 qui perçoit une pension minimum de travailleur indépendant continue à maintenir cette qualité nonobstant l'augmentation de cette pension à partir du 1er août 2016, résultant de l'insertion, par la loi-programme du 19 décembre 2014, de l'article 131bis, § 1erocies, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I – A.R. 5-9-17 – M.B. 13-9 – art. 2] (°°)

[Lorsque le montant mensuel du revenu de la personne cohabitant, visé à l'alinéa 1er, dépasse le montant du revenu minimum mensuel moyen visé au même alinéa uniquement en raison de l'octroi d'une prime de rattrapage à certains bénéficiaires d'une pension minimum dans les régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en exécution du Chapitre III de la loi du 6 juillet 2016 accordant une prime à certains bénéficiaires d'une pension minimum et portant augmentation de certaines pensions minima, dans les régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants, ou de l'augmentation de certaines pensions minima dans les régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en exécution du Chapitre IV de la même loi, le titulaire maintient l'assimilation avec un travailleur visé à l'article 226, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I – A.R. 20-6-21 – A.R. 30-6 – éd. 1 – art. 2] (°°°)

[Lorsque le montant mensuel du revenu de la personne cohabitant, visé à l'alinéa 1er, dépasse le montant du revenu minimum mensuel moyen visé au même alinéa uniquement en raison de l'augmentation à partir du 1er juillet 2018 du revenu d'intégration octroyé à une personne vivant avec une famille à sa charge, visée à l'article 1er de l'arrêté royal du 22 juin 2018 modifiant les arrêtés royaux du 3 septembre 2004 visant l'augmentation des montants du revenu d'intégration et visant l'augmentation de la subvention accordée au centre public d'action sociale à titre d'intervention dans les frais de personnel visée à l'article 40 de la loi concernant le droit à l'intégration sociale, le titulaire maintient l'assimilation avec un travailleur visé à l'article 226, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I – A.R. 20-6-21 – A.R. 30-6 – éd. 1 – art. 2] (°°°°)

[Lorsque le montant mensuel du revenu de la personne cohabitant, visé à l'alinéa 1er, dépasse le montant du revenu minimum mensuel moyen visé au même alinéa uniquement en raison de l'augmentation des prestations sociales visée à l'article 225, § 12, alinéa 2, le titulaire maintient l'assimilation avec un travailleur visé à l'article 226, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

---

(°) d'application à partir du 1-8-2016

(°°) d'application à partir du 1-12-2016

(°°°) d'application à partir du 1-1-2021

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2021

[I - A.R. 22-2-10 - M.B. 9-3 - éd. 1 - art. 1](°)

§ 2. [M - A.R. 6-7-11 - M.B. 28-7 - art. 4](°°)

Est également assimilé au travailleur visé à l'article 226, le titulaire qui cohabite avec une personne visée à l'article 225, § 1er, 1° à 4°, et § 2, qui perçoit une pension, une rente, une allocation ou une indemnité en vertu d'une législation belge ou étrangère dont le montant mensuel est supérieur au plafond de revenus visé à l'article 225, § 3, sans toutefois dépasser [778,1788] EUR par mois; ce dernier montant est lié à l'indice-pivot 103,14 en vigueur au 1er juin 1999 (base 1996 = 100) et est adapté aux fluctuations de l'indice des prix conformément aux dispositions de l'article 237.

Lorsque le montant mensuel du revenu de la personne cohabitant, visé à l'alinéa 1er, dépasse le plafond de revenus visé au même alinéa uniquement en raison de l'application d'une mesure de revalorisation prise en exécution du Titre II, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, ou du Titre V, Chapitre Ier de la même loi, le titulaire maintient l'assimilation avec un travailleur visé à l'article 226, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.

[I - A.R. 28-4-11 - M.B. 22-7 - art. 2](°°°)

[Lorsque le montant mensuel du revenu de la personne cohabitant, visé à l'alinéa 1er, dépasse le plafond du revenu visé au même alinéa, uniquement en raison de l'augmentation à partir du 1er août 2010 des minima de pensions des travailleurs indépendants, visée à l'article 1er de l'arrêté royal du 3 mars 2010 modifiant l'article 131bis, § 1er septies, de la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, le titulaire maintient l'assimilation avec un travailleur visé à l'article 226, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I - A.R. 21-4-16 - M.B. 4-5 - art. 2](°°°°)

[Le titulaire, assimilé au travailleur visé à l'article 226, qui cohabite avec une personne visée à l'article 225, § 1er et § 2 qui perçoit une pension minimum de travailleur indépendant continue à maintenir cette qualité nonobstant l'augmentation de cette pension à partir du 1er avril 2015, résultant de la modification, par l'arrêté royal du 27 mars 2015, de l'article 131bis, § 1er septies, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I - A.R. 12-6-17 - M.B. 22-6 - éd. 1 - art. 2](°°°°°)

[Le titulaire, assimilé au travailleur visé à l'article 226, qui cohabite avec une personne visée à l'article 225, § 1er et § 2 qui perçoit une pension minimum de travailleur indépendant continue à maintenir cette qualité nonobstant l'augmentation de cette pension à partir du 1er août 2016, résultant de l'insertion, par la loi-programme du 19 décembre 2014, de l'article 131bis, § 1er octies, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2010

(°°) d'application à partir du 1-9-2011

(°°°) d'application à partir du 1-8-2010

(°°°°) d'application à partir du 1-4-2015

(°°°°°) d'application à partir du 1-8-2016

[I – A.R. 5-9-17 – M.B. 13-9 – art. 2](°)

[Lorsque le montant mensuel du revenu de la personne cohabitant, visé à l'alinéa 1er, dépasse le plafond de revenus visé au même alinéa uniquement en raison de l'octroi d'une prime de rattrapage à certains bénéficiaires d'une pension minimum dans les régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en exécution du Chapitre III de la loi du 6 juillet 2016 accordant une prime à certains bénéficiaires d'une pension minimum et portant augmentation de certaines pensions minima, dans les régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants, ou de l'augmentation de certaines pensions minima dans les régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en exécution du Chapitre IV de la même loi, le titulaire maintient l'assimilation avec un travailleur visé à l'article 226, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

[I – A.R. 20-6-21 – A.R. 30-6 – éd. 1 – art. 2] (°°)

[Lorsque le montant mensuel du revenu de la personne cohabitant, visé à l'alinéa 1er, dépasse le plafond de revenus visé au même alinéa uniquement en raison de l'augmentation des prestations sociales visée à l'article 225, § 12, alinéa 2, le titulaire maintient l'assimilation avec un travailleur visé à l'article 226, à condition qu'il se trouve toujours dans la même situation.]

### **Section XIII.**

#### **De l'incidence du placement familial sur la qualité de travailleur ayant personne à charge**

[R - A.R. 25-10-99 - M.B. 25-11 - éd. 3 - art. 2]

**Art. 227.** [Par dérogation à l'article 225, § 2, alinéa 1er et à l'article 226, alinéa 1er, le titulaire visé à l'article 225, § 1er, 1° à 5°, ainsi que le titulaire visé à l'article 226, conserve sa qualité lorsqu'il cohabite avec des personnes qui lui ont été confiées dans le cadre d'une forme réglementée de placement familial. Le titulaire précité conserve également sa qualité lorsqu'il fait lui-même l'objet d'une telle forme de placement familial.]

### **Section XIV.**

#### **Du refus des indemnités**

[R - A.R. 12-3-03 - M.B. 2-4 - éd. 2](°°°)

**Art. 228. § 1<sup>er</sup>.** Par rémunération au sens de l'article 103, § 1er, 1°, de la loi coordonnée, on entend la rémunération forfaitaire à charge du Fonds de sécurité d'existence des ouvriers de la construction, pour les jours de repos compensatoire secteur de la construction.

---

(°) d'application à partir du 1-12-2016  
(°°) d'application à partir du 1-1-2021  
(°°°) d'application à partir du 1-1-2003

[I – A.R. 30-3-17 – M.B. 21-4 – art.1](°)

[§ 1<sup>er</sup>/1. Par rémunération au sens de l'article 103, § 1er, 1°, de la loi coordonnée, on entend l'indemnité qui est payée directement ou indirectement au travailleur visé dans le contrat de travail par l'employeur visé dans le contrat de travail, à la suite d'une convention conclue dans un délai de douze mois après la fin de celui-ci sur la base de laquelle l'ancien travailleur s'engage à ne pas débaucher de personnel ou de cocontractants indépendants auprès de son ancien employeur, soit en son propre nom et pour son propre compte, soit au nom et pour le compte d'un ou plusieurs tiers, et/ou s'engage à ne pas exercer d'activités similaires à celles qu'il exerçait chez son ancien employeur, soit en exploitant lui-même une entreprise, soit en entrant en service auprès d'un employeur concurrent.]

[I – A.R. 18-4-22 – M.B. 2-5 – art. 2](°°)

[§ 1<sup>er</sup>/2. Par rémunération au sens de l'article 103, § 1er, 1°, de la loi coordonnée, on n'entend pas la rémunération découlant d'une activité visée à l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 1° et 3° à 7° de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, effectuée le premier jour de l'incapacité de travail, à condition que cette activité constitue la poursuite pure de l'exécution d'un contrat qui avait déjà été conclu et avait déjà été effectivement exécuté avant le début de l'incapacité de travail.]

§ 2. [Abrogé par : A.R. 24-4-24 – M.B. 13-5 – art. 2] (°°°)

---

(°) d'application à partir du 1-10-2013

(°°) d'application à partir du 1-1-2022

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024 et s'applique pour la première fois à l'année de vacances 2024, l'exercice de vacances 2023

## **Section XV. De la réduction des indemnités**

**Art. 229.** Le titulaire bénéficiant, avec effet après le début de l'incapacité de travail, d'une allocation ordinaire, spéciale ou complémentaire prévue par la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés, peut prétendre respectivement, selon qu'il a ou non des personnes à charge, un montant égal à la différence entre 150 ou 125 p.c. de l'indemnité d'incapacité de travail, fixée pour le titulaire ayant des personnes à charge, et le montant de l'allocation ordinaire, spéciale ou complémentaire prévue par la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés, évalué en jours ouvrables, sans pouvoir dépasser le montant journalier de l'indemnité qui lui serait alloué s'il n'y avait pas de cumul.

Pour l'application du présent arrêté, il n'est pas tenu compte du montant de l'allocation pour l'aide d'une tierce personne prévu par l'article 2, § 4, de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

Le titulaire bénéficiant d'une allocation en vertu de l'arrêté royal du 24 décembre 1974 relatif aux allocations ordinaires et spéciales de handicapés a toutefois droit à indemnité d'incapacité de travail non réduite.

**Art. 230.** [R – A.R. 4-2-18 – M.B. 9-2 – art. 2] (°)

§ 1<sup>er</sup>. [Le titulaire bénéficiant d'un revenu professionnel découlant d'un travail autorisé dans les conditions fixées au § 2, par lequel il relève, d'une manière ou d'une autre, du champ d'application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ainsi que de toute occupation similaire exercée dans un pays étranger ou au service d'une organisation internationale ou supranationale, peut prétendre :

1° soit à un montant égal au montant journalier de l'indemnité d'incapacité de travail allouée en l'absence de cumul, tant que la fraction d'occupation de ce travail autorisé ne dépasse pas 20 p.c. ;

2° soit à un montant égal à la différence entre, d'une part, le montant journalier de l'indemnité d'incapacité de travail allouée en l'absence de cumul et, d'autre part, la multiplication de ce même montant journalier par la partie de la fraction d'occupation de ce travail autorisé qui dépasse 20 p.c..

Pour l'application de l'alinéa précédent, le pourcentage de dépassement est, le cas échéant, calculé au centième près. Pour le calcul du montant de la réduction de l'indemnité, le pourcentage ainsi obtenu est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est au moins 5; dans le cas contraire, la décimale est négligée.

Par " fraction d'occupation " visée à l'alinéa 1er, on entend le rapport entre le nombre moyen d'heures par semaine durant lesquelles le travailleur est censé effectuer le travail autorisé et le nombre moyen d'heures par semaine pendant lesquelles la personne de référence est censée effectuer ce travail.

Il y lieu d'entendre par " revenu professionnel " visé à l'alinéa 1er, tout revenu visé à l'article 17, § 1er, 5° ou l'article 23, § 1er, 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992 qu'un titulaire se procure par une activité personnelle, ainsi que toute indemnité, allocation ou rente compensant la perte de ce revenu. Les primes et avantages similaires accordés, indépendamment du nombre de journées de travail prestées effectivement durant le trimestre de leur déclaration à l'organisme percepteur des cotisations de sécurité sociale, ne sont toutefois pas pris en considération.

---

(°) d'application à partir du 1-4-2018. Deux ans après l'entrée en vigueur de l'article 2 du présent arrêté, le ministre qui a les Affaires Sociales dans ses attributions demande aux partenaires sociaux et aux organismes assureurs d'évaluer l'efficacité et les effets du présent arrêté dans la pratique. Cette évaluation est réalisée au plus tard six mois après la demande précitée. Les dispositions en vigueur avant le 1er avril 2018 de l'article 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, restent toutefois d'application jusqu'au 30 juin 2018, aussi longtemps qu'elles restent plus favorables pour le titulaire, à condition que le titulaire ait déjà exercé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté la même activité autorisée et que l'autorisation n'ait pas été modifiée ou renouvelée depuis le 1er avril 2018.

Pour l'application de l'article 230, § 1erter, de l'arrêté royal précité du 3 juillet 1996, tel qu'inséré par l'article 2, 3°, du présent arrêté, l'activité autorisée qui a débuté avant le 1er avril 2018 est considérée comme ayant débuté le 1er avril 2018.

Avant le 1er avril 2019, le médecin-conseil de l'organisme assureur met fin, à toute autorisation encore en cours qui a été accordée avant le 1er avril 2018 pour une durée indéterminée ou pour plus de deux ans et accorde, le cas échéant, une nouvelle autorisation pour une durée limitée qui ne dépasse pas deux ans.

[I - A.R. 15-1-24 – M.B. 23-1 – art. 32] (°)

[Sans préjudice de la compétence du médecin-conseil de statuer sur toute demande d'autorisation introduite par le titulaire conformément aux alinéas précédents, le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire peut également, conformément aux modalités de cette disposition, prendre la décision de prolonger une autorisation précédemment accordée.]

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1er, le titulaire qui reprend, dans les conditions fixées au § 2, une activité de gardien d'enfants, visée à l'article 3, 9°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 portant exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs peut prétendre :

1° au montant journalier de l'indemnité d'incapacité de travail allouée en l'absence de cumul, réduit de 25 %, durant la première année d'exercice de cette activité;

2° au montant journalier de l'indemnité d'incapacité de travail allouée en l'absence de cumul, réduit de 50 %, à partir de la deuxième année d'exercice de cette activité.

Pour l'application du présent paragraphe, les revenus provenant d'une occupation exercée, en dehors du circuit normal du travail, dans une entreprise relevant de la commission paritaire 327 pour les entreprises de travail adapté, les ateliers sociaux et les " maatwerkbedrijven " ne sont toutefois pas pris en considération.

[I – A.R. 7-4-23 – M.B. 8-5 – art. 2] (°°)

[Pour l'application du présent paragraphe, il n'est pas davantage tenu compte de l'allocation « mobilité interrégionale » et de l'allocation « métier en pénurie » octroyées en vertu de l'arrêté royal du 24 juin 2022 instaurant une allocation supplémentaire pour les chômeurs de longue durée qui reprennent le travail dans une autre région ou dans un métier en pénurie.]

Les avantages accordés par les organismes ayant pour mission le reclassement social et professionnel des handicapés ou par les entreprises ou institutions publiques contractantes, conformément au décret de la Communauté germanophone du 13 décembre 2016 portant création d'un "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Selbstbestimmtes Leben", au décret de la Communauté flamande du 7 mai 2004 relatif à la création de l'agence autonomisée externe de droit public " Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding ", au décret de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, et au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, et à leurs arrêtés d'exécution, ne sont pas pris en considération pour opérer la réduction de l'indemnité d'incapacité de travail conformément aux dispositions de l'alinéa 1er. Le titulaire demande à l'organisme, l'entreprise ou l'institution publique concerné une attestation qui stipule que les avantages sont accordés en conformité avec le décret concerné et ses arrêtés d'exécution. Cette attestation est jointe au dossier du titulaire.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2024 pour les titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024

(°°) d'application à partir du 1-9-2022

**§ 1<sup>er</sup>bis.** [Abrogé par : A.R. 24-4-24 – M.B. 13-5 – art.2] (°)

[I – A.R. 4-2-18 – M.B. 9-2 – art. 2] (°°)

[§ 1<sup>er</sup>ter. Le titulaire qui bénéficie d'un revenu professionnel, découlant d'une activité autorisée dans les conditions fixées au § 2, qui n'est pas visé au § 1er, peut prétendre à un montant égal au montant journalier de l'indemnité d'incapacité de travail allouée en l'absence de cumul, réduit de 10 % à partir du moment où la période couverte par l'autorisation du médecin-conseil atteint une durée de six mois et jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant celle du début de l'activité autorisée.

Pour l'application du présent paragraphe, sont considérés comme " revenu professionnel " tout revenu visé à l'article 17, § 1er, 5°, à l'article 23, § 1er, 1°, 2° et 4°, ou à l'article 90, alinéa 1er, 1° au 2° et 12°, du Code des impôts sur les revenus 1992 qu'un titulaire obtient par l'exercice d'une activité personnelle, ainsi que toute indemnité, allocation ou rente accordée en remplacement de ces revenus

A l'expiration de la période visée à l'alinéa 1er, le paiement des indemnités est entièrement suspendu si le montant du revenu professionnel découlant de l'activité autorisée dépasse le plafond de 18.562,28 EUR à raison de 15 p.c. au moins. Si le dépassement du plafond précité est inférieur à 15 p.c. ;, le montant de l'indemnité pour l'année civile concernée est suspendu au prorata d'un pourcentage du montant de l'indemnité égal au pourcentage de dépassement dudit plafond.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024 et s'applique pour la première fois à l'année de vacances 2024, l'exercice de vacances 2023

(°°) d'application à partir du 1-4-2018. Deux ans après l'entrée en vigueur de l'article 2 du présent arrêté, le ministre qui a les Affaires Sociales dans ses attributions demande aux partenaires sociaux et aux organismes assureurs d'évaluer l'efficacité et les effets du présent arrêté dans la pratique. Cette évaluation est réalisée au plus tard six mois après la demande précitée. Les dispositions en vigueur avant le 1er avril 2018 de l'article 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, restent toutefois d'application jusqu'au 30 juin 2018, aussi longtemps qu'elles restent plus favorables pour le titulaire, à condition que le titulaire ait déjà exercé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté la même activité autorisée et que l'autorisation n'ait pas été modifiée ou renouvelée depuis le 1er avril 2018.

Pour l'application de l'article 230, § 1erter, de l'arrêté royal précité du 3 juillet 1996, tel qu'inséré par l'article 2, 3°, du présent arrêté, l'activité autorisée qui a débuté avant le 1er avril 2018 est considérée comme ayant débuté le 1er avril 2018.

Avant le 1er avril 2019, le médecin-conseil de l'organisme assureur met fin, à toute autorisation encore en cours qui a été accordée avant le 1er avril 2018 pour une durée indéterminée ou pour plus de deux ans et accorde, le cas échéant, une nouvelle autorisation pour une durée limitée qui ne dépasse pas deux ans.

Pour l'application de l'alinéa 2, le pourcentage de dépassement est, le cas échéant, calculé au centième près. Pour le calcul du montant de la réduction de l'indemnité, le pourcentage ainsi obtenu est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est au moins 5; dans le cas contraire, la décimale est négligée.

Les revenus pris en considération pour l'application de l'alinéa 2 sont ceux de la troisième année civile complète précédant celle de l'application de celui-ci; la période de référence est fixée de la même manière pour les années subséquentes.

Pour l'application de l'alinéa 2, on entend par " montant du revenu professionnel découlant de l'activité autorisée " le montant net imposable découlant de l'activité autorisée et qui a été pris en compte par l'Administration des contributions directes pour l'imposition de l'année concernée.

Le plafond visé à l'alinéa 2 est applicable au revenu professionnel perçu en 2018. Pour l'application de la règle de cumul aux revenus perçus au cours des années civiles subséquentes, il est tenu compte du plafond indexé au 1er janvier de la période de référence conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor Public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

En l'absence d'interruption d'au moins un trimestre civil complet entre la période couverte par deux autorisations, la deuxième période est considérée comme la poursuite de la première période pour la réduction éventuelle de l'indemnité conformément aux alinéas précédents.

Pour l'application du présent paragraphe, ne sont toutefois pas pris en considération, les revenus provenant:

- 1° d'un mandat de conseiller communal;
- 2° d'un mandat de membre du conseil d'un centre public d'action sociale, à l'exclusion du mandat de président de ce conseil;
- 3° d'une fonction de juge social, de juge consulaire ou de conseiller social.]

[I – A.R. 12-11-20 – M.B. 2-12 – art. 2; M – A.R. 18-4-22 – M.B. 2-5 – art. 3](°)

Pour l'application du présent paragraphe, il n'est pas davantage tenu compte des compensations financières allouées par les régions, les communautés, les provinces ou les communes pour des conséquences économiques ou sociales rencontrées suite à l'application de [9 l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 et par tout autre arrêté royal ultérieur portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 ]9, ou allouées conformément à une autre réglementation régionale, communautaire, provinciale ou communale pour les conséquences économiques ou sociales rencontrées suite à la pandémie du COVID-19. Dans ce cadre, il ne peut toutefois pas s'agir d'une intervention financière, le cas échéant réduite, à laquelle l'intéressé aurait pu prétendre sans l'application de la réglementation précitée fixée suite à la pandémie du COVID-19. En outre, cette disposition ne s'applique que si la règle sur base de laquelle la compensation financière est accordée prévoit expressément que cette compensation est accordée en vue de faire face aux conséquences économiques ou sociales directes ou indirectes de la pandémie de COVID-19.

[I – A.R. 12-11-20 – M.B. 2-12 – art. 2](°°)

[Pour l'application du présent paragraphe, il n'est davantage pas tenu compte de l'indemnité de crise supplémentaire octroyée conformément à l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail.]

[I – A.R. 18-4-22 – M.B. 2-5 – art. 3](°°°)

[Pour l'application du présent paragraphe, il n'est pas davantage tenu compte des revenus découlant d'une activité visée à l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 1° et 3° à 7° de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.]

---

(°) d'application à partir du 29-10-2021

(°°) d'application à partir du 1-3-2020

(°°°) d'application à partir du 1-1-2022

[**R** - A.R. 12-3-13 - M.B. 2-4 – art. 3]

§ 2. [**M** – A.R. 27-06-18 – M.B. 9-7 – art. 7]

Pour obtenir l'autorisation d'exercer une activité professionnelle au cours de l'incapacité, le titulaire doit déclarer à son organisme assureur, toute reprise d'activité professionnelle au cours de l'incapacité, au plus tard le premier jour ouvrable qui précède immédiatement cette reprise et introduire, dans le même délai, auprès du médecin-conseil de son organisme assureur, une demande d'autorisation d'exercer cette activité au cours de l'incapacité. La déclaration de reprise de l'activité professionnelle au cours de l'incapacité ainsi que la demande d'autorisation au médecin-conseil sont introduites par le titulaire à son organisme assureur au moyen d'un formulaire unique approuvé par le Comité de gestion du Service des indemnités.

[**I** – A.R. 18-4-22 – M.B. 2-5 – art. 3 ; **R** – A.R. 9-7-23 – M.B. 18-7 – art. 1](<sup>°</sup>)

[Les formalités visées à l'alinéa précédent sont toutefois réputées avoir été accomplies le premier jour ouvrable avant la reprise de l'activité :

1° si le titulaire qui a, durant la période d'incapacité de travail, exercé une activité visée à l'article 17, § 1er, alinéa 1er, 1o et 3o à 7o de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs en exécution d'un contrat qui avait déjà été conclu et avait déjà été effectivement exécuté avant le début de l'incapacité de travail, déclare l'exercice de cette activité à son organisme assureur et introduit une demande d'autorisation d'exercer cette activité au cours de l'incapacité de travail, dans un délai d'un mois à compter de la déclaration de l'incapacité de travail;

2° si le titulaire qui a, durant la période d'incapacité de travail, exercé une activité dans le cadre des soins et du soutien non directement accessibles pour une personne handicapée qui est financée par un budget d'assistance personnelle conformément au décret de la Communauté flamande du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap" ou par un budget qui suit la personne conformément au décret de la Communauté flamande du 25 avril 2014 portant le financement qui suit la personne pour des personnes handicapées et portant réforme du mode de financement des soins et du soutien pour des personnes handicapées en exécution d'une convention qui avait déjà été conclue et avait déjà été effectivement exécutée avant le début de l'incapacité de travail, déclare l'exercice de cette activité à son organisme assureur et introduit une demande d'autorisation d'exercer cette activité au cours de l'incapacité de travail, dans un délai d'un mois à compter de la déclaration de l'incapacité de travail.]

[**M** – A.R. 27-06-18 – M.B. 9-7 – art. 7] (<sup>°°</sup>)

Le médecin-conseil de l'organisme assureur doit rendre sa décision au plus tard le trentième jour ouvrable à dater du premier jour de la reprise de l'activité professionnelle au cours de l'incapacité visée à l'alinéa 1er ou au plus tard le trentième jour ouvrable à dater de la déclaration et de la demande d'autorisation visées à l'alinéa 2. Il peut accorder l'autorisation d'exercer une activité professionnelle au cours de l'incapacité pour autant qu'elle soit compatible avec l'affection en cause.

---

(<sup>°</sup>) d'application à partir du 24-6-2023

(<sup>°°</sup>) d'application à partir du 1-1-2022

[M – A.R. 27-06-18 – M.B. 9-7 – art. 7]

La formule d'autorisation est notifiée au titulaire, par pli postal, au plus tard dans les sept jours civils à dater de la décision. Si le médecin-conseil a procédé à un examen médical en vue de rendre sa décision, la formule d'autorisation peut être remise au titulaire, à l'issue de l'examen médical.

Cette autorisation qui précise la nature, le volume et les conditions d'exercice de cette activité, est consignée dans le dossier médical et administratif de l'intéressé au siège de l'organisme assureur. L'organisme assureur transmet à l'INAMI, par le biais d'un message électronique, les données relatives à cette autorisation.

[I – A.R. 4-2-18 – M.B. 9-2 – art. 2](°)

[Chaque autorisation est accordée et, si nécessaire, renouvelée pour une durée limitée qui ne dépasse pas deux ans.]

[I - A.R. 12-3-13 - M.B. 2-4 - art. 3]

**§ 2bis.** [M – A.R. 18-4-22 – M.B. 2-5 – art. 3](°°)

Lorsque le titulaire a accompli tardivement la formalité visée au § 2, alinéa 1er, mais dans un délai de 14 jours civils à compter de la reprise d'une activité, les indemnités calculées conformément au § 1er [ou § 1erter], sont accordées moyennant une réduction de 10 p.c. appliquée au montant journalier de l'indemnité, jusques et y compris le jour de l'envoi du formulaire visé au § 2, alinéa 1er, le cachet postal faisant foi, ou de la remise de ce formulaire à l'organisme assureur.

[I – A.R. 26-3-20 – M.B. 2-4 – art. 1](°°°)

[Pour l'application de l'alinéa précédent, le titulaire est réputé avoir envoyé le formulaire le cinquième jour ouvrable précédant la date à laquelle le cachet postal a été apposé, ou la date à laquelle le formulaire a été signé s'il est postérieur au cinquième jour ouvrable susmentionné. Dans ce cadre, tous les jours de l'année, sauf les dimanches et jours fériés légaux, sont considérés comme des jours ouvrables.]

Les indemnités sont accordées sans réduction à partir du premier jour ouvrable qui suit celui de l'accomplissement des formalités visées à l'alinéa 1er.

---

(°) d'application à partir du 1-4-2018. Les dispositions en vigueur avant le 1er avril 2018 de l'article 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, restent toutefois d'application jusqu'au 30 juin 2018, aussi longtemps qu'elles restent plus favorables pour le titulaire, à condition que le titulaire ait déjà exercé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté la même activité autorisée et que l'autorisation n'ait pas été modifiée ou renouvelée depuis le 1er avril 2018.

Pour l'application de l'article 230, § 1erter, de l'arrêté royal précité du 3 juillet 1996, tel qu'inséré par l'article 2, 3°, du présent arrêté, l'activité autorisée qui a débuté avant le 1er avril 2018 est considérée comme ayant débuté le 1er avril 2018.

Avant le 1er avril 2019, le médecin-conseil de l'organisme assureur met fin, à toute autorisation encore en cours qui a été accordée avant le 1er avril 2018 pour une durée indéterminée ou pour plus de deux ans et accorde, le cas échéant, une nouvelle autorisation pour une durée limitée qui ne dépasse pas deux ans.

(°°) d'application à partir du 1-1-2022

(°°°) d'application à partir du 1-3-2020 et s'applique aux formulaires visés à l'article 230, § 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 sur lesquels le cachet postal est apposé au plus tôt à compter de cette date

Si le titulaire a accompli les formalités visées au § 2, alinéa 1er dans un délai supérieur aux 14 jours civils à compter de la reprise d'une activité, les dispositions de l'article 101 de la loi coordonnée sont applicables jusqu'à la date à laquelle la décision du médecin-conseil sort ses effets.

[I - A.R. 12-3-13 - M.B. 2-4 - art. 3]

§ 2ter. [M – A.R. 18-4-22 – M.B. 2-5 – art. 3](°)

Le titulaire qui se voit notifier une décision de refus d'octroi de l'autorisation de reprise d'une activité ou une décision qui met fin à l'incapacité de travail parce qu'il ne conserve pas une réduction de sa capacité d'au moins 50 p.c. sur le plan médical, bénéficie, pour la période qui précède la date de prise d'effet des décisions susvisées, des indemnités calculées conformément aux dispositions du § 1er[, du § 1erter] ou du § 2bis, s'il a accompli les formalités visées au § 2, alinéa 1er, tardivement mais dans un délai de 14 jours civils à compter de la reprise du travail.

Si le titulaire a accompli les formalités visées au § 2, alinéa 1er, dans un délai supérieur aux 14 jours civils à compter de la reprise d'une activité, les dispositions de l'article 101 de la loi coordonnée sont applicables jusqu'à la date à laquelle la décision du médecin-conseil sort ses effets.

**Art. 231.** [Abrogé par: A.R. 2-2-06 – M.B. 2-3 – art. 3] (°°)

[R - A.R. 19-2-03 - M.B. 18-3] (°°°)

**Art. 232.** Le titulaire bénéficiant d'une allocation pour une interruption de carrière partielle prenant cours après la date du début de l'incapacité de travail, peut prétendre à un montant égal à la différence entre le montant de l'indemnité d'incapacité de travail et celui de l'allocation précitée, évalué en jours ouvrables.

[R – A.R. 19-1-16 – M.B. 2-2 – art. 1] (°°°°)

**Art. 233. § 1er.** L'octroi de l'indemnité est suspendu pendant la période durant laquelle le titulaire fait l'objet d'une mesure de détention ou d'incarcération, en exécution d'une condamnation pénale, et séjourne de ce fait effectivement en prison.

L'octroi de l'indemnité est également suspendu pendant la période durant laquelle le titulaire se trouve, en exécution d'une décision de l'instance compétente, en dehors de la prison, en raison de l'application de l'une des modalités d'exécution de la peine suivantes :

1° la permission de sortie, visée à l'article 4 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine;

2° le congé pénitentiaire, visé à l'article 6 de la loi précitée du 17 mai 2006;

---

(°) d'application à partir du 1-1-2022

(°°) d'application à partir du 1-1-2005

(°°°) d'application à partir du 1-1-2003

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2016

3° [Annulé par l'arrêt n° 241.794 du Conseil d'Etat du 14-6-18 – M.B. 21-10-19](°)

**§ 2.** L'organisme assureur du titulaire obtient, par voie électronique, les données qui sont contenues dans la banque de données du Service Public Fédéral Justice et qui sont nécessaires à l'application du paragraphe précédent. En attendant cet échange électronique de données, l'échange de données nécessaire s'opère par une attestation papier.

**§ 3.** L'octroi de l'indemnité est limité à la moitié pour le titulaire interné qui n'a pas de personne à charge et qui séjourne dans une institution désignée par l'instance compétente, sous le statut d'un placement. L'indemnité intégrale est toutefois octroyée au titulaire, s'il a obtenu, de la part de l'instance compétente, l'autorisation de quitter l'établissement pour une période ininterrompue d'au moins sept jours, à partir du premier jour de cette dernière période.

**Art. 234.** [Abrogé par: A.R. 30-3-09 – M.B. 2-6 – éd. 1 – art. 5] (°°)

**Art. 235. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des dispositions de la législation en matière de pension de retraite et de survie, le titulaire, qui peut faire valoir ses droits à quelque titre que ce soit à une pension de vieillesse, de retraite, d'ancienneté ou à tout autre avantage tenant lieu de pareille pension, accordée soit par un organisme de sécurité sociale belge ou étranger, soit par un pouvoir public, par un établissement public ou d'utilité publique, peut prétendre respectivement, selon qu'il a ou non des personnes à charge, un montant égal à la différence entre 150 ou 125 p.c. de l'indemnité d'incapacité de travail, fixée pour le titulaire ayant des personnes à charge, et le montant de la pension ou de l'avantage en tenant lieu, évalué en jours ouvrables, sans pouvoir dépasser le montant journalier de l'indemnité qui lui serait alloué s'il n'y avait pas de cumul.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2016

(°°) d'application à partir du 1-1-2009. Confirmé par la Loi(div)(I) du 28-4-2010 - M.B. 10-5 - éd. 1 - art. 102

Toute demande relative à un programme de réadaptation professionnelle, introduite auprès du Collège des médecins-directeurs, dont les prestations se rapportent en tout ou en partie à une période postérieure au 30 juin 2009, est transmise à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2009 à la Commission supérieure du Conseil médical de l'Invalidité. Cette disposition ne déroge pas à la compétence de décision du Collège précité jusqu'au 30 juin 2009.

Les dépenses relatives à la réadaptation professionnelle, qui sont introduites à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2009, sont prises en charge par l'assurance indemnités si le programme auquel se rapportent ces dépenses, se poursuit après le 30 juin 2009.

[R - A.R. 2-2-06 - M.B. 2-3](°)

§ 2. [Sans préjudice des dispositions de la législation en matière de pension de retraite et de survie, le titulaire bénéficiant d'une part, d'une pension de vieillesse, de retraite, d'ancienneté ou de tout autre avantage tenant lieu de pareille pension, accordée soit par un organisme de sécurité sociale belge ou étranger, soit par un pouvoir public, par un établissement public ou d'utilité publique et d'autre part, d'une allocation visée à l'article 229, alinéa 1er, peut prétendre respectivement, selon qu'il a ou non des personnes à charge, à un montant égal à la différence entre 170 ou 145 p.c. de l'indemnité d'incapacité de travail, fixée pour le titulaire ayant des personnes à charges, et le montant de la pension ou de l'avantage en tenant lieu, accordé dans une des situations visées ci-dessus, et de l'allocation visée à l'article 229, alinéa 1er, évaluées ensemble en jours ouvrables, sans pouvoir dépasser le montant journalier de l'indemnité qui lui serait alloué s'il n'y avait pas de cumul.

Pour l'application de l'alinéa précédent, il n'est pas tenu compte des allocations visées à l'article 229, alinéa 3.]

[M - A.R. 4-2-18 - M.B. 9-2 - art. 3](°°)

**Art. 236.** Pour évaluer en jours ouvrables, la pension, l'allocation ou le revenu visés aux articles 210, [219ter, § 1er, 229], 232 et 235, il y a lieu d'en diviser le montant hebdomadaire, mensuel, trimestriel ou annuel respectivement par 6, 26, 78 ou 312

---

(°) d'application à partir du 1-1-2005

(°°) d'application à partir du 1-4-2018

[I - A.R. 28-2-99 - M.B. 13-3 - éd. 1; M - A.R. 24-4-24 - M.B. 13-5 - art. 3] (°)

### Section XVbis.

## De la renonciation au droit des indemnités[, de la prime de rattrapage et du complément d'indemnité]

[I - A.R. 28-2-99 - M.B. 13-3 - éd. 1 - art. 1]

**Art. 236bis.** [M - A.R. 15-4-02 - M.B. 3-5 - art. 2]

Un titulaire peut renoncer au droit aux indemnités. A cet effet, il doit adresser une demande à son organisme assureur, dans laquelle il indique la période de la renonciation. La demande doit porter sur une période d'au moins un mois [...]. La demande doit être introduite par lettre recommandée à la poste et produit ses effets au plus tôt à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande a été introduite auprès de l'organisme assureur, le cachet de la poste faisant foi. [...]

[I - A.R. 10-11-00 - M.B. 28-11 - éd. 2; R - A.R. 15-4-02 - M.B. 3-5]

[La renonciation peut toutefois être admise pour une période antérieure à la date visée à l'alinéa 1er :

- a) lorsqu'une autre prestation est accordée avec effet rétroactif,
- b) ou moyennant approbation du Fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités, lorsque des éléments particuliers le justifient.]

La renonciation doit porter sur le montant total des indemnités. La renonciation ne peut toutefois porter préjudice aux droits que des tiers peuvent faire valoir sur tout ou partie des indemnités.

[M - A.R. 10-11-00 - M.B. 28-11 - éd. 2; M - A.R. 15-4-02 - M.B. 3-5 - art. 2]

Le titulaire peut annuler la renonciation aux indemnités qui avait été accordée aux mêmes conditions que celles visées [aux alinéas précédents].

[I - A.R. 5-7-23 - M.B. 18-7 - art. 1] (°°)

[Le titulaire peut renoncer à la prime de rattrapage annuelle visée à l'article 237quinquies, ainsi qu'annuler cette renonciation, aux mêmes conditions que celles visées aux alinéas précédents. Pour l'application de cette disposition, cette prime de rattrapage est réputée se rapporter au mois de mai.]

[I - A.R. 5-7-23 - M.B. 18-7 - art. 1] (°°°)

[Par dérogation à l'alinéa précédent, le titulaire peut renoncer au montant total de la prime de rattrapage visée à l'article 237quinquies, due pour l'année 2022, en adressant cette demande de renonciation par écrit à son organisme assureur. La renonciation ne peut toutefois porter préjudice aux droits que des tiers peuvent faire valoir sur tout ou partie de cette prime de rattrapage.]

[I - A.R. 24-4-24 - M.B. 13-5 - art. 4] (°°°°)

[Le titulaire peut, dans les mêmes conditions que celles visées aux alinéas 1 à 3, renoncer au complément d'indemnité visé à l'article 214/1, ainsi qu'annuler cette renonciation.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024

(°°) d'application à partir du 1-5-2022

(°°°) d'application à partir du 1-5-2022

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2024

[R - A.R. 14-6-01 - M.B. 30-6 – art. 8]<sup>(°)</sup>

### Section XVI.

#### **Aanpassing Ran het bedrag Ran de uitkeringen en Ran het maximumbedrag Ran het loon, bedoeld in artikel 212.**

[R - A.R. 14-6-01 - M.B. 30-6 – art. 8]<sup>(°°)</sup>

**Art. 237.** [Sans préjudice des dérogations prévues dans des dispositions particulières, le montant visé à l'article 212 et le montant des indemnités et de l'allocation forfaitaire pour l'aide d'une tierce personne visées au présent chapitre sont liés à l'indice-pivot 103,14, en vigueur le 1er juin 1999 (base 1996 = 100), conformément aux dispositions de l'article 1er de l'arrêté royal du 20 juillet 2000 relatif à l'uniformisation des indices-pivot dans les matières sociales à l'occasion de l'introduction de l'EUR.

Ces montants sont majorés ou diminués suivant les dispositions des articles 1bis et 4 de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

La majoration ou la diminution est appliquée à partir du mois fixé à l'article 6, 3°, de la loi du 2 août 1971 précitée.

La majoration ou la diminution des montants visés aux alinéas précédents n'est appliquée qu'aux titulaires dont le début de la période de référence pour le calcul des indemnités se situe avant la date à laquelle la majoration ou la diminution est appliquée.]

[I - A.R. 3-7-05 - M.B. 20-9 - éd. 1]

### Section XVIIbis

#### **Adaptation du montant des indemnités d'invalidité au coefficient de revalorisation**

[I - A.R. 3-7-05 - M.B. 20-9 - éd. 1 – art. 1]

**Art. 237bis.** Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours au plus tard le 31 août 1997, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er septembre 2005.

Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours dans la période du 1er septembre 1997 au 31 août 1999, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er septembre 2006.

[I - A.R. 5-6-07 - M.B. 29-6 - éd. 3 – art. 5]

[Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours dans la période du 1er septembre 1999 au 31 août 2001, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er septembre 2007. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2002

(°°) d'application à partir du 1-1-2002

[I – A.R. 5-6-07 – M.B. 29-6 - éd. 3 – art. 5]

[Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours au plus tard le 31 août 1987, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er septembre 2007. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

[I – A.R. 5-6-07 – M.B. 29-6 - éd. 3 – art. 5]

[Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours dans la période du 1er septembre 1987 au 31 août 1993, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er septembre 2008. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

[I – A.R. 12-2-09 – M.B. 12-3 – éd. 2 – art. 5]

[Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours dans la période du 1er septembre 1993 au 31 décembre 2002, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er septembre 2009. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

[I – A.R. 12-2-09 – M.B. 12-3 – éd. 2 – art. 5]

[Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours dans la période du 1er septembre 2002 au 31 décembre 2002, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er septembre 2009. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

[I – A.R. 12-2-09 – M.B. 12-3 – éd. 2 – art. 5]

[Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours avant le 1er janvier 2008, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 0,8 p.c. à partir du 1er septembre 2009. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

[I – A.R. 17-5-19 – M.B. 29-5 – art. 4]<sup>(°)</sup>

[Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours au plus tard le 31 décembre 2009, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 0,7 p.c. à partir du 1er août 2019 et est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 0,0993 p.c. à partir du 1er janvier 2020. Ces revalorisations ne sont toutefois pas applicables aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

---

(°) d'application à partir du 1-8-2019

[I – A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 – art. 4](°)

[Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours au plus tard le 31 décembre 2005, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 0,95 p.c. à partir du 1er juillet 2021. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

[I – A.R. 12-3-23 – M.B. 20-3 – art. 4](°°)

[Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail a pris cours au plus tard le 31 décembre 2007 est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 0,95 p.c. à partir du 1er juillet 2023. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

[I – A.R. 17-5-19 – M.B. 29-5 – art. 5](°°°)

**Art. 237bis/1.** [Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail atteint la durée de cinq ans au plus tard le 31 décembre d'une année déterminée, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er septembre de cette année. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour le titulaire dont l'incapacité de travail atteint la durée de cinq ans au plus tard le 31 décembre 2020, le montant de l'indemnité d'invalidité est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er janvier 2020. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

[I – A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 - art. 5](°°°°)

[Par dérogation à l'alinéa 1er, pour le titulaire dont l'incapacité de travail atteint la durée de cinq ans au plus tard le 31 décembre 2021, le montant de l'indemnité d'invalidité est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er juillet 2021. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

[I – A.R. 29-6-21 – M.B. 5-7 – art. 5](°°°°°)

[Par dérogation à l'alinéa 1er, pour le titulaire dont l'incapacité de travail atteint la durée de cinq ans au plus tard le 31 décembre 2022, le montant de l'indemnité d'invalidité est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er janvier 2022. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

---

(°) d'application à partir du 1-7-2021

(°°) d'application à partir du 1-7-2023

(°°°) d'application à partir du 1-9-2019

(°°°°) d'application à partir du 1-7-2021

(°°°°°) d'application à partir du 1-7-2021

[I – A.R. 12-3-23 – M.B. 20-3 – art. 5](°)

[Par dérogation à l'alinéa 1er, pour le titulaire dont l'incapacité de travail atteint la durée de cinq ans au plus tard le 31 décembre 2023, le montant de l'indemnité d'invalidité est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er juillet 2023. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

[I – A.R. 12-3-23 – M.B. 20-3 – art. 5](°°)

[Par dérogation à l'alinéa 1er, pour le titulaire dont l'incapacité de travail atteint la durée de cinq ans au plus tard le 31 décembre 2024, le montant de l'indemnité d'invalidité est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er janvier 2024. Cette revalorisation n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214.]

---

(°) d'application à partir du 1-7-2023.  
(°°) d'application à partir du 1-7-2023.

**Art. 237ter.** [Abrogé par: A.R. 17-5-19 – M.B. 29-5 – art. 16](°)

[I – A.R. 5-6-07 – M.B. 29-6 - éd. 3 – art. 7](°°)

**Art. 237quater.** Le montant de l'indemnité d'invalidité du titulaire dont l'incapacité de travail atteint la durée de quinze ans au plus tard le 31 août d'une année déterminée, est augmenté d'un coefficient de revalorisation de 2 p.c. à partir du 1er septembre de cette année. Si la durée de 15 ans d'incapacité de travail est atteinte après le 31 août, le coefficient de revalorisation est appliqué à partir du 1er septembre de l'année suivante. Elle n'est toutefois pas applicable aux titulaires bénéficiant d'un montant minimum visé à l'article 214. (°°°)

[I – A.R. 2-6-10 – M.B. 7-6 – éd. 2 – art. 1](°°°°)

### Section XVIter.

#### [De l'octroi d'une prime de rattrapage]

[I – A.R. 2-6-10 – M.B. 7-6 – éd. 2 – art. 1; R – A.R. 2-5-19 – M.B. 8-5 – art. 1](°°°°°)

**Art. 237quinquies.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de rattrapage annuelle est allouée aux titulaires invalides qui, au 31 décembre de l'année précédant l'année de son octroi, sont reconnus incapables de travailler depuis une durée minimum d'un an et sont encore reconnus invalides au mois de mai de l'année d'octroi durant au moins un jour calendrier. Cette prime de rattrapage est payée avec les indemnités du mois de mai.

[R – A.R. 12-3-23 – M.B. 20-3 – art. 1](°°°°°°)

[Pour l'année 2023, le montant de la prime de rattrapage allouée aux titulaires invalides, visés à l'alinéa 1er, est égal à:

1° 409,6857 EUR à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) pour ceux qui étaient considérés comme travailleur avec personne à charge au 31 décembre précité;

2° 311,3985 EUR à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) pour ceux qui n'étaient pas considérés comme travailleur avec personne à charge au 31 décembre précité.]

[R – A.R. 12-3-23 – M.B. 20-3 – art. 1] (°°°°°°°)

[A partir de l'année 2024, le montant de la prime de rattrapage allouée aux titulaires invalides, visés à l'alinéa 1er, est égal à:

1° 409,6857 EUR à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) pour ceux qui étaient considérés comme travailleur avec personne à charge au 31 décembre précité;

2° 314,4462 euros à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) pour ceux qui n'étaient pas considérés comme travailleur avec personne à charge au 31 décembre précité.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2020

(°°) d'application à partir du 1-1-2011. [(M – A.R. 12-2-09 – M.B. 12-3 – éd. 2 – art. 7; van toepassing van 1-9-2009)].

(°°°) L'article 237quater du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 5-6-2007 n'est pas d'application en 2009 à 2022. (A.R. 29-8-2021 – M.B. 3-9 – art. 1 – d'application à partir du 31-8-2021)

(°°°°) d'application à partir du 1-5-2010

(°°°°°) d'application à partir du 1-5-2019

(°°°°°°) d'application à partir du 1-5-2023

(°°°°°°°) d'application à partir du 1-5-2023

Ces montants sont adaptés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de l'article 237.

**§ 2.** Par dérogation au paragraphe 1er, une prime de rattrapage annuelle est allouée aux titulaires invalides qui, au 31 décembre de l'année précédant l'année de son octroi, sont reconnus incapables de travailler depuis une durée minimum de deux ans et sont encore reconnus invalides au mois de mai de l'année d'octroi durant au moins un jour calendrier. Cette prime de rattrapage est payée avec les indemnités du mois de mai.

[**R** – A.R. 12-3-23 – M.B. 20-3 – art. 1] (°)

[Pour l'année 2023, le montant de la prime de rattrapage allouée aux titulaires invalides, visés à l'alinéa 1er, est égal à:

1° 616,2443 EUR à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) pour ceux qui étaient considérés comme travailleur avec personne à charge au 31 décembre précité;

2° 499,8596 EUR à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) pour ceux qui n'étaient pas considérés comme travailleur avec personne à charge au 31 décembre précité.]

[**R** – A.R. 12-3-23 – M.B. 20-3 – art. 1] (°°)

[A partir de l'année 2024, le montant de la prime de rattrapage allouée aux titulaires invalides, visés à l'alinéa 1er, est égal à:

1° 616,2443 EUR à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) pour ceux qui étaient considérés comme travailleur avec personne à charge au 31 décembre précité;

2° 502,9073 EUR à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) pour ceux qui n'étaient pas considérés comme travailleur avec personne à charge au 31 décembre précité.]

Ces montants sont adaptés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de l'article 237.

## **Section XVII. [Abrogé par: A.R. 22-11-13 – M.B. 19-12 – éd. 1 – art. 4] (°°°)**

**Art. 238.** [*Abrogé par: A.R. 22-11-13 – M.B. 19-12 -éd. 1 – art. 4] (°°°°)*

---

(°) d'application à partir du 1-5-2023

(°°) d'application à partir du 1-5-2023

(°°°) d'application à partir du 1-1-2013

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2013

## Section XVIII.

### Des conditions particulières d'ouverture du droit aux indemnités incapacité de travail.

**Art. 239.** [M - A.R. 13-4-97 - M.B. 3-7 – art. 12](°)

§ 1<sup>er</sup>. Sont censés atteindre le degré d'incapacité de travail requis, comme prévu à l'article 100, § 1er, de la loi coordonnée:

le titulaire à qui il est interdit de se rendre à son travail pendant la période ci-après indiquée, parce qu'il a été en contact avec une personne atteinte d'une des maladies contagieuses suivantes:

Diphthérie (pouvant être prolonges si l'intéressé est porteur de germes).....	7 jours
Encéphalite epidemique .....	17 jours
Fièvre typhoïde et paratyphoïde.....	12 jours
Méningite cerebrospinale .....	9 jours
Morve .....	12 jours
Poliomyélite .....	17 jours
Scarlatine.....	10 jours
Variole.....	18 jours

Ces périodes prennent cours le jour où le titulaire a été en contact avec le malade, et non pas le jour de l'envoi ou de la remise de l'avis d'arrêt de travail.

2° [Abrogé par: A.R. 13-4-97 – M.B. 3-7 – art. 12] (°°)

[I – A.R. 19-1-22 – M.B. 21-1 – art. 2] (°°°)

[§ 1<sup>er</sup>/1. Sont réputés maintenir l'état d'incapacité de travail pendant la période suivante qui ne peut être suspendue :

1° le titulaire lié par un contrat de travail pendant la période qui débute le jour où il a signé le plan de réintégration proposé par son employeur conformément à l'article I.4-75, § 1er, 1° du code du bien-être au travail, et qui se termine la veille de la reprise du travail chez l'employeur concerné en exécution de ce plan de réintégration.

---

(°) d'application à partir du 6-10-1996; § 1er, 2° de cet article est abrogé; § 1er, 1°, devient § 1er

(°°) d'application à partir du 6-10-1996

(°°°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente.

[M – A.R. 23-11-23 – M.B. 7-12 – art. 2] (°)

2° le titulaire qui n'est pas lié par un contrat de travail ou qui est lié par un contrat de travail et pour qui un trajet de réintégration auprès de l'employeur n'a pu débuter ni aboutir, pendant la période où il suit le trajet de réintégration visant à la réinsertion socioprofessionnelle visé à l'article 215novies. Cette période débute le jour où [la déclaration positive d'engagement visée à l'article 215quaterdecies, alinéa 1er a été signée par le titulaire] et se termine.

a) soit la veille de la reprise d'un travail rémunéré;

b) soit la veille du début du programme de réadaptation professionnelle approuvé par la Commission supérieure du Conseil Médical de l'invalidité;

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 1] (°°)

[b/1) soit la veille de la date de début de la période pendant laquelle le titulaire bénéficie d'un bon valable pour des services spécialisés adaptés visé à l'article 245noniesdecies, § 2, alinéa 6;]

c) soit le dernier jour du trajet de réintégration précité tel que déterminé par le " Coordinateur Retour Au Travail ".

En dérogation à l'alinéa 1er, la présomption d'incapacité de travail visée au présent paragraphe prend fin de plein droit après six mois :

a) soit à compter du jour de la signature du plan de réintégration visé à l'alinéa 1er, 1°;

[M – A.R. 23-11-23 – M.B. 7-12 – éd. 2 - art. 2] (°°°)

b) soit à compter du jour où [la déclaration positive d'engagement a été signée par le titulaire] visé à l'alinéa 1er, 2°,

si, à ce moment, l'événement décrit à l'alinéa 1er sur la base de laquelle la période couverte par la présomption prend fin, n'a pas encore eu lieu.]

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 1] (°°°°)

**[§ 1/2.** Sont réputés maintenir le degré d'incapacité de travail requis, les titulaires reconnus en état d'incapacité de travail, pendant la période au cours de laquelle ils peuvent bénéficier des services spécialisés adaptés par le biais d'une intervention du " Fonds Retour Au Travail " visé à l'article 110/2 de la loi coordonnée. Cette période maximale de six mois, qui ne peut être suspendue, débute à la date visée à l'article 245noniesdecies, § 2, alinéa 7, et se termine à la date de fin des services spécialisés adaptés fournis communiquée par le prestataire de service agréé.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2024

(°°) d'application à partir du 1-1-2024

(°°°) d'application à partir du 1-1-2024

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2024

[I – A.R. 19-1-22 – M.B. 21-1 – art. 2] (°)

**§ 2.** [Sont réputés maintenir le degré d'incapacité de travail requis, les titulaires en état d'incapacité de travail, pendant la période au cours de laquelle ils suivent un programme de réadaptation professionnelle approuvé par la Commission supérieure du Conseil Médical de l'Invalidité.]

**Art. 240.** [Abrogé par: A.R. 13-4-97 – M.B. 3-7 – art. 13] (°°)

**Art. 241.** Le titulaire peut prétendre l'indemnité d'incapacité de travail, quant il a droit à l'un des avantages énumérés à l'article 103, § 1er, de la loi coordonnée ou en attendant qu'il reçoive l'un de ces avantages, à condition qu'il informe son organisme assureur:

- 1° de tout élément de nature à établir son droit;
- 2° de tout action engagée ou autre procédure en vue d'obtenir cet avantage.

**Art. 242. § 1<sup>er</sup>.** Le titulaire occupé par plus d'un employeur et qui, en raison d'une ou de plusieurs, mais pas de toutes ces occupations, se trouve dans une des périodes prévues à l'article 103, § 1er, de la loi coordonnée, ne peut prétendre à une indemnité d'incapacité de travail qu'en fonction d'une occupation qui ne donne pas lieu à l'octroi d'une rémunération ou d'un avantage pécuniaire, au sens du même article 103, § 1er, de la loi coordonnée.

Pour l'application du présent paragraphe, il y a lieu d'assimiler à une période d'occupation, la période visée à l'article 86, § 1er, 1°, a) de la loi coordonnée pour laquelle le titulaire peut prétendre à une indemnité due pour rupture du contrat de travail.

[R - A.R. 22-2-15 - M.B. 10-3 - art. 1] (°°°)

**§ 2.** Le travailleur à temps partiel volontaire, visé à l'article 104, § 1bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et le travailleur à temps partiel avec maintien des droits visé à l'article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité qui, en raison de leur occupation se trouvent dans une période prévue à l'article 103, § 1er, 2° ou 3°, de la loi coordonnée, ne peuvent prétendre à une indemnité d'incapacité de travail pendant ladite période qu'en fonction du montant de l'allocation de garantie de revenus qui n'a pas été allouée par la caisse de paiement des allocations de chômage du fait de leur incapacité de travail.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2022. Le Comité de gestion du Service des indemnités visé à l'article 79 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, transmet annuellement, lors du premier trimestre de l'année calendrier concernée, au Ministre des Affaires sociales une évaluation de l'exécution du présent arrêté sur la base des enregistrements effectués comme le nombre précis, la durée des trajets, les délais pour envoyer et remplir le questionnaire et les renvois en ce qui concerne l'année calendrier précédente

(°°) d'application à partir du 6-10-1996

(°°°) d'application à partir du 1-7-2013

[M – A.R. 23-3-19 – M.B. 4-4 – art. 3] (°)

Les titulaires visés à l'alinéa premier peuvent prétendre à une indemnité calculée sur base de la seule rémunération découlant de leur activité, durant les périodes de congé visées aux [articles 223bis, 223ter et 223quinquies], au cours desquelles ils conservent le droit à l'allocation de garantie de revenus.

Les titulaires visées à l'alinéa premier peuvent prétendre à une indemnité pour pause d'allaitement calculée sur base de la seule rémunération découlant de leur activité, pour la période pendant laquelle elles conservent le droit à l'allocation de garantie de revenus.

[I – A.R. 21-8-09 – M.B. 15-9 – éd. 2 – art. 1] (°°)

[§ 3. La travailleuse qui fait usage de la faculté de convertir une partie de la période de repos de maternité en jours de congé dans les conditions fixées à l'article 39, alinéa 3 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, peut bénéficier d'une indemnité de maternité pour les jours de congé de repos postnatal pris dans les conditions susvisées. Le montant des indemnités ne peut toutefois excéder le montant qui aurait été octroyé si la travailleuse n'avait pas fait usage de cette faculté.]

**Art. 243.** Le titulaire qui a réduit ses prestations de travail de moitié et qui bénéficie d'allocations de chômage conformément à l'arrêté royal du 30 juillet 1994 relatif à la prépension à mi-temps, peut prétendre à une indemnité d'incapacité de travail calculée en fonction de son activité à temps partiel, pendant la période au cours de laquelle il conserve le droit aux allocations de chômage en vertu de l'article 10, alinéa 3, de l'arrêté royal du 30 juillet 1994 précité, sans bénéficier de la rémunération garantie visée à l'article 52, § 1er ou § 2, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

### **Section XIX.**

#### **Dispositions monétaires en matière de cumul des indemnités et de prestations dues par l'étranger**

[R – A.R. 31-12-01 – M.B. 22-12 – éd. 1] (°°°)

**Art. 244.** § 1<sup>er</sup>. [27-6-18 – M.B. 9-7 – art. 7]

Lorsqu'en application de l'article 136, § 2, de la loi coordonnée et des articles 230 et 235, le montant de l'indemnité d'incapacité de travail est susceptible d'être modifié parce que le bénéficiaire perçoit une prestation attribuée par une législation étrangère ou un revenu professionnel acquis par l'exercice d'une activité autorisée par le médecin-conseil sur le territoire d'un autre pays, le montant de cette prestation ou de ce revenu est, pour le calcul de l'indemnité d'incapacité de travail, converti en euro au taux de change moyen communiqué par la Banque centrale européenne.

---

(°) d'application à partir du 1-1-2019 et ne s'applique qu'aux demandes de congé d'adoption ou de congé parental d'accueil introduites auprès de l'employeur à partir du 1er janvier 2019 et pour autant que le congé d'adoption ou le congé parental d'accueil concerné ne débute, au plus tôt, qu'à partir du 1er janvier 2019

(°°) d'application à partir du 1-4-2009 Note: Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 2009 et s'applique aux accouchements survenues à partir de cette date

(°°°) d'application à partir du 1-1-2002

Les taux de change communiqués par la Banque centrale européenne sont publiés par l'Institut avant le début du premier jour de la période pour laquelle ils sont applicables.

La période de référence est :

1° le mois de janvier pour les taux de conversion qui doivent être appliqués à partir du 1<sup>er</sup> avril suivant;

2° le mois d'avril pour les taux de conversion qui doivent être appliqués à partir du 1<sup>er</sup> juillet suivant;

3° le mois de juillet pour les taux de conversion qui doivent être appliqués à partir du 1<sup>er</sup> octobre suivant;

4° le mois d'octobre pour les taux de conversion qui doivent être appliqués à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant.

Lors du calcul du montant de l'indemnité, le cours de change à prendre en considération est :

1° pour l'application de l'article 136, § 2, de la loi coordonnée et de l'article 235, le taux de change valable pour la période au cours de laquelle se situe le premier jour de l'incapacité de travail ou éventuellement la date de prise de cours de la prestation étrangère, si elle est accordée postérieurement à la date de prise de cours de l'incapacité de travail;

2° pour l'application de l'article 230, le taux de change valable pour la période où se situe le jour de la reprise du travail.

**§ 2.** Si l'article 136, § 2, de la loi coordonnée ou l'article 235 sont applicables, le calcul visé au § 1<sup>er</sup> est revu :

1° Lorsque le mode de fixation ou les règles de calcul de la prestation étrangère subissent des modifications ou lorsqu'en application de l'article 225 ou de l'article 226, le taux de l'indemnité varie. Lors de la révision, le taux de change pris en compte est celui qui vaut pour la période au cours de laquelle le changement susmentionné est intervenu.

2° Lorsque le taux de conversion varie de 10 p.c. par rapport à celui pris en considération lors du calcul initial ou précédent. La révision s'effectue à la demande de l'intéressé et prend effet à partir du premier jour de la période au cours de laquelle la fluctuation du taux de change atteint 10 p.c..

Une demande de révision n'est pas recevable lorsque l'indemnité pour incapacité de travail a été calculée en application du Règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.

**§ 3.** Si l'article 230 est applicable, le calcul visé au § 1<sup>er</sup> est soumis à révision lorsque le montant du revenu professionnel change par rapport à celui pris en considération lors du calcul initial ou précédent.

Lors de la révision, le taux de change pris en considération est celui qui vaut pour la période au cours de laquelle le changement susmentionné est intervenu.

[**R** – A.R. 13-12-01 – M.B. 22-12 – éd. 1 – art. 2]<sup>(°)</sup>

**Art. 245.** [Lorsque les arrérages reçus d'un organisme étranger exprimés ou convertis en euro, ne couvrent pas le montant des avances ou des indemnités payées à titre provisionnel, la différence n'est pas récupérée lorsque cette différence est due soit au taux de change utilisé pour calculer le montant des sommes dues par l'organisme étranger ou au taux de change applicable au moment du versement des arrérages précités, soit à l'adaptation conjoncturelle des indemnités.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2002

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3](°)

CHAPITRE IV.  
[NOTIFICATION OU COMMUNICATION DES DECISIONS EN EXECUTION DE LA  
CHARTRE DE L'ASSURE SOCIAL]

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3](°°)

**Section 1.**  
**[Décisions de nature médicale]**

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3](°°°)

**Art. 245bis.** [M - A.R. 29-1-07 - M.B. 21-2 - éd. 2 - art. 5](°°°°)

Toute décision médicale prise dans le cadre de l'application des articles 100 à 102 de la loi coordonnée, ainsi que toute décision médicale prise [en application de l'article 215bis, § 1<sup>er</sup>], est notifiée au titulaire ou à son représentant par lettre recommandée à la poste avec les mentions visées à l'article 14 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer " la charte " de l'assuré social.

La décision peut également être notifiée par la remise à intéressé avec accusé de réception, du document qui en expose la teneur et qui comporte les mentions visées à l'article 14 de la loi précitée du 11 avril 1995. En cas de refus de signer pour accusé de réception opposé par l'intéressé ou son représentant, la décision est envoyée par lettre recommandée à la poste dans le délai défini à l'alinéa suivant.

La décision est notifiée dans le délai de sept jours civils suivant la date de réception de tout document relatif à l'application de l'article 100, § 1<sup>er</sup>, de la loi coordonnée, envoyé ou remis par le titulaire ou par toute personne habilitée à cet effet. Ce délai est porté à un mois à compter de la réception de la demande ou du document, pour toutes les décisions relatives à l'application des articles 100, § 2, 101 et 102 de la loi coordonnée. Dans tous les autres cas, la décision est notifiée dans le délai de sept jours civils suivant la date à laquelle la décision a été prise.

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3](°°°°°)

**Art. 245ter.** [ La décision qui met fin à l'incapacité de travail parce que le titulaire ne présente plus le degré requis de réduction de capacité de gain ne peut avoir effet au plus tôt qu'à partir du lendemain de la date de l'envoi ou de la remise de la décision au titulaire ou à son représentant. Cette restriction ne s'applique pas aux décisions constatant la fin de l'incapacité de travail suite à la reprise du travail ou du chômage contrôlé ou pour tout autre cause administrative.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-1997

(°°) d'application à partir du 1-1-1997

(°°°) d'application à partir du 1-1-1997

(°°°°) d'application à partir du 1-1-2007

(°°°°°) d'application à partir du 1-1-1997

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3; M - A.R. 29-1-07 - M.B. 21-2 - éd. 2 - art. 6](°)

**Art. 245quater.** Par dérogation aux dispositions de l'article 245bis, la décision de reconnaissance de l'incapacité de travail ou du degré d'incapacité requis sur le plan médical, prise dans le cadre des articles 100 à 102 de la loi coordonnée, ainsi que la décision prise [en vertu de l'article 215bis, § 1<sup>er</sup>], qui ne comporte aucun élément susceptible d'être contesté par le titulaire, est communiquée à celui-ci ou à son représentant par lettre ordinaire ou par la remise d'un écrit dans le délai visé à l'article 245bis, alinéa 3; le document transmis à l'intéressé comporte les mentions visées à l'article 14, 5° et 6°, de la loi susvisée du 11 avril 1995.

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3](°°)

## **Section 2.** **[Décisions de nature administrative]**

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3](°°°)

**Art. 245quinquies.** [Toute décision de nature administrative sur le droit aux indemnités est communiquée au titulaire ou à son représentant par lettre ordinaire, dans le délai de sept jours civils suivant la date à laquelle la décision a été prise, et comporte les mentions visées à l'article 14, 5° et 6°, de la loi précitée du 11 avril 1995.]

La communication d'une décision conformément à la présente section ne constitue pas une notification au sens de l'article 7 de la loi précitée du 11 avril 1995.]

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3](°°°°)

**Art. 245sexies.** [Si la décision administrative comporte un calcul d'indemnités, celui-ci fait l'objet d'une note explicative qui est adressée par lettre ordinaire au bénéficiaire lors de la première mise en paiement des indemnités et ultérieurement à chaque modification du mode de calcul, exception faite des adaptations résultant de la seule indexation du montant des indemnités ou des modifications du mode de calcul qui ont déjà fait l'objet d'une précédente communication.]

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3](°°°°°)

**Art. 245septies.** [Tout paiement d'indemnités doit en outre faire l'objet d'une formule de paiement comportant notamment le montant de l'indemnité, le cas échéant indexé, le nombre de jours indemnités ainsi que la période concernée.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-2007  
(°°) d'application à partir du 1-1-1997  
(°°°) d'application à partir du 1-1-1997  
(°°°°) d'application à partir du 1-1-1997  
(°°°°°) d'application à partir du 1-1-1997

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3](°)

**Art. 245octies.** [Lorsqu'une décision de nature administrative constitue un refus des prestations, s'écarte de ce qui avait été demandé par le titulaire ou comporte une diminution des indemnités qui n'était pas d'application antérieurement, elle mentionne, outre les indications visées à l'article 14, 5° et 6°, de la loi précitée du 11 avril 1995, la faculté pour le titulaire de demander à sa mutualité une révision ou régularisation dans le délai de deux ans, conformément à l'article 174 de la loi coordonnée, ainsi que la faculté d'intenter un recours devant la juridiction compétente dans le même délai en cas de désaccord avec sa mutualité.]

[I - A.R. 24-11-97 - M.B. 23-12 – art. 3](°°)

**Art 245nonies.** [Par dérogation aux dispositions de l'article 245quinquies, les décisions suivantes sont notifiées au titulaire ou à son représentant par lettre recommandée à la poste, avec les mentions visées à l'article 14 de la loi précitée du 11 avril 1995, dans le mois suivant la date à laquelle la décision a été prise :

- les décisions négatives prises par la mutualité sur avis du fonctionnaire dirigeant en exécution de l'article 88, alinéa 3, de la loi coordonnée;
- les décisions prises par le Comité de gestion en application des articles 101 et 102 de la loi coordonnée et de l'article 22 de la loi susvisée du 11 avril 1995.]

---

(°) d'application à partir du 1-1-1997  
(°°) d'application à partir du 1-1-1997

[I - A.R. 12-12-10 - M.B. 20-12 - éd. 2 - art. 1](°)

CHAPITRE V.  
[DISPOSITIONS PRISES EN EXECUTION DE L'ARTICLE 101 DE LA LOI  
COORDONNEE]

[I - A.R. 12-12-10 - M.B. 20-12 - éd. 2 - art. 1](°°)

**Art. 245decies.** [L'examen médical, visé à l'article 101, § 1er, de la loi coordonnée, est effectué dans un délai de trente jours ouvrables à compter de la constatation, par l'organisme assureur, de l'activité non autorisée ou de la communication de celle-ci à l'organisme assureur.]

[I - A.R. 12-12-10 - M.B. 20-12 - éd. 2 - art. 1; M - A.R. 25-4-14 - M.B. 2-6 - art. 39](°°°)

**Art. 245undecies.** S'il est constaté, à la date de l'examen médical, visé à l'article 101, § 1er, de la loi coordonnée, que le titulaire ne satisfait plus aux conditions pour être reconnu incapable de travailler, la décision de fin de reconnaissance est notifiée au titulaire dans le délai visé à l'article 17 du Règlement du 16 avril 1997 portant exécution de l'article 80, 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, si le titulaire se trouve en période d'incapacité primaire et dans le délai visé aux articles 189, alinéa 2, [189/1, alinéa 2,] et 190, alinéa 2, 1°, si le titulaire se trouve en période d'invalidité.

---

(°) d'application à partir du 31-12-2010  
(°°) d'application à partir du 31-12-2010  
(°°°) d'application à partir du 31-12-2015

[I – A.R. 17-7-23 – M.B. 31-7 – art. 1] (°)

[CHAPITRE VI.  
OCTROI D'UNE PRIME DE REPRISE DU TRAVAIL]

[I – A.R. 17-7-23 – M.B. 31-7 – art. 1] (°°)

[**Art. 245duodecies.** Dans le cadre d'un travail autorisé par un titulaire reconnu incapable de travailler conformément à l'article 100, § 2, de la loi coordonnée, la prime de reprise du travail visée à l'article 110/1 de la loi coordonnée est accordée à l'employeur si les conditions suivantes sont remplies:

1° aussi bien la période couverte par l'autorisation du médecinconseil que la reprise du travail chez cet employeur sur base de cette autorisation débutent durant la période d'invalidité visée à l'article 93 de la loi coordonnée du 1er avril 2023 au 31 mars 2025 inclus;

2° le titulaire bénéficie, via l'exercice du travail autorisé, d'une rémunération et relève, d'une manière ou d'une autre, du champ d'application de la loi du 27 juin 1969 portant révision de l'arrêté loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs ou exerce une activité similaire donnant lieu à un assujettissement à une législation de sécurité sociale d'un pays étranger auquel la Belgique est liée par un instrument international ou supranational de coordination en matière de sécurité sociale ou exerce une activité similaire au service d'une organisation internationale ou supranationale;

3° le titulaire exerce le travail autorisé chez cet employeur sur base :

- a) d'un contrat de travail à durée indéterminée;
- b) d'un contrat de travail à durée déterminée qui a, au début du travail autorisé, une durée prévue d'au moins trois mois calculés de date à date;
- c) d'un contrat dans le cadre d'une formation en alternance visée à l'article 1bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 portant exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relative à la sécurité sociale des travailleurs qui a, au début du travail autorisé, une durée prévue d'au moins trois mois calculés de date à date;
- d) d'une désignation temporaire à durée déterminée qui a, au début du travail autorisé, une durée prévue d'au moins trois mois calculés de date à date ou une désignation temporaire à durée indéterminée dans un établissement d'enseignement des Communautés, des provinces, des institutions subordonnées aux provinces, aux communes, aux associations de communes et des institutions d'utilité publique;
- e) d'une nomination statutaire;
- f) d'un stage en vue d'une nomination statutaire dans le secteur public.

---

(°) d'application à partir du 1-4-2023

(°°) d'application à partir du 1-4-2023

4° le titulaire exerce le travail autorisé durant au moins trois mois avant le 1er octobre 2025. Si le titulaire n'a, durant la période précitée de trois mois, exercé aucune heure de travail autorisé durant un ou plusieurs mois civils, cette période de trois mois est prolongée du nombre de mois qui correspond au nombre de mois civils durant lesquels aucune heure de travail autorisé n'a été exercée. Les heures durant lesquelles le titulaire n'a exercé aucune activité et pour lesquelles l'employeur doit payer une rémunération, le pécule de vacances ou le complément ou l'avance conformément à la convention collective de travail no 12bis ou no 13bis ainsi que les heures de vacances légales et les heures de vacances en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire prises par le titulaire et payées en vertu du régime des vacances annuelles des travailleurs salariés, sont toutefois assimilées à cet effet à des heures de travail autorisé effectivement exercé;

Par dérogation à l'alinéa 1er, 2o, la prime de reprise du travail n'est pas accordée à l'employeur qui occupe un titulaire dans un des cas suivants :

1° une occupation exercée, en dehors du circuit du travail, dans une entreprise qui relève de la commission paritaire 327 pour les entreprises de travail adapté, les ateliers sociaux et les " maatwerkbedrijven ";

2° une occupation comme travailleur exerçant un flexi-job, visé à l'article 3, 3o, de la loi du 16 novembre 2015 portant dispositions diverses en matière sociale;

3° une occupation comme travailleur occasionnel visée à l'article 2/1 ou 2/4 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs;

4° une occupation qui est déjà en cours au début de la période d'incapacité primaire visée à l'article 87 de la loi coordonnée et pour laquelle l'application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relative à la sécurité sociale des travailleurs est limitée au secteur des soins de santé en ce qui concerne le régime d'assurance obligatoire d'assurance maladie-invalidité;

5° une occupation comme pompier volontaire, ambulancier volontaire ou volontaire de la protection civile.]

[I – A.R. 17-7-23 – M.B. 31-7 – art. 1] (°)

[**Art. 245terdecies.** L'employeur qui a déjà reçu une prime de reprise du travail, en exécution des dispositions de l'article 110/1 de la loi coordonnée, ne peut plus en bénéficier une nouvelle fois pour le même travailleur.]

[I – A.R. 17-7-23 – M.B. 31-7 – art. 1] (°°)

[**Art. 245quaterdecies. § 1er.** Pour pouvoir prétendre à la prime de reprise du travail, l'employeur introduit après l'expiration de la période de trois mois de travail autorisé visée à l'article 245duodecies, alinéa 1er, 4o, par voie électronique, une demande signée qui est transmise à l'organisme assureur compétent pour son paiement. Si l'introduction par voie électronique d'une telle demande n'est pas possible, l'employeur utilise un formulaire papier pour transmettre la demande signée.

---

(°) d'application à partir du 1-4-2023

(°°) d'application à partir du 1-4-2023

La demande, visée à l'alinéa 1er, est, sous peine de déchéance, introduite au plus tard deux ans après l'expiration du mois civil au cours duquel a été exercé le troisième mois de travail autorisé, visé à l'article 245duodecies, alinéa 1er, 4°.

**§ 2.** L'organisme assureur, auquel le travailleur est affilié ou inscrit à la fin de la période de trois mois de travail autorisé visée à l'article 245duodecies, alinéa 1er, 4o, examine la demande introduite par l'employeur et lui notifie sa décision. Cet organisme assureur vérifie à cet effet si les conditions déterminées dans le présent chapitre sont satisfaites sur base des informations qui lui ont été transmises par l'employeur directement ou par l'intermédiaire de la Banque carrefour de la sécurité sociale.

L'organisme assureur visé à l'alinéa 1er paie la prime de reprise du travail à l'employeur après avoir constaté que la demande de l'employeur est complète et que toutes les conditions pour prétendre à ladite prime de reprise du travail sont satisfaites. Il procède à ce paiement au plus tard le dernier jour du deuxième mois civil qui suit le mois civil au cours duquel se situe la fin de la période de trois mois de travail autorisé visée à l'article 245 duodecies, alinéa 1er, 4o. Si l'employeur n'introduit toutefois une demande complète qu'après le mois civil durant lequel la fin de la période de trois mois de travail autorisé visée à l'article 245 duodecies, alinéa 1er, 4o se situe, l'organisme assureur procède à ce paiement au plus tard le dernier jour du deuxième mois civil qui suit le mois civil durant lequel l'employeur a introduit la demande précitée.]

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°)

[CHAPITRE VII  
LE “FONDS RETOUR AU TRAVAIL”]

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°°)

**[Section I.**

**Notification et paiement de la contribution au " Fonds Retour Au Travail " par l'employeur]**

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°°°)

**[Art. 245quinquiesdecies.** La notification par l'employeur des données visées à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs se fait par voie électronique à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. Si cette notification n'est pas possible par voie électronique, l'employeur utilise un formulaire papier dont le modèle est mis à disposition par l'Institut précité.]

Dès réception par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité de la notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'employeur reçoit une invitation à verser la contribution de 1.800 euros au " Fonds Retour Au Travail " conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 5 septembre 2001 relative à l'amélioration du taux d'emploi des travailleurs salariés.]

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°°°°)

**[Section II.**

**[Services spécialisés adaptés et agrément du prestataire de services afin de fournir des services spécialisés adaptés]**

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°°°°°)

**[Art. 245sexiesdecies.** Les services spécialisés adaptés visés à l'article 110/2, § 2, de la loi coordonnée et fournis par l'intermédiaire d'un prestataire de services agréé ont pour objectif la réintégration socioprofessionnelle du titulaire reconnu en incapacité de travail qui n'est plus ou ne peut plus être employé par son employeur en l'accompagnant vers une fonction auprès d'un autre employeur ou dans une autre branche d'activité. Ces services doivent inclure des séances d'accompagnement qui peuvent se tenir en présentiel ou en ligne et être organisées de manière individuelle ou en groupe.]

---

(°) d'application à partir du 1-4-2024

(°°) d'application à partir du 1-4-2024

(°°°) d'application à partir du 1-4-2024

(°°°°) d'application à partir du 1-4-2024

(°°°°°) d'application à partir du 1-4-2024

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°)

[**Art. 245<sup>septiesdecies</sup>**. Pour qu'un prestataire de services soit agréé par le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités et puisse offrir des services spécialisés adaptés financés par le " Fonds Retour Au Travail " visé à l'article 110/2 de la loi coordonnée, les conditions suivantes doivent être remplies :

1° le prestataire de services doit disposer d'un des labels de qualité suivants :

- a) Brand Compliance 9022 label de qualité;
- b) Het Blik op Werk Keurmerk dienst 13 SEQF;
- c) Belgian Quality Association Label;
- d) EFQM (EFQM modèle version 2013 à partir du niveau " Recognised for Excellence 3\* " ou EFQM modèle version 2020 à partir du niveau " Recognised by EFQM 3\* ");
- e) Federgon Accompagnement de carrière;
- f) Federgon Recruitment, Search and Selection;
- g) Federgon Certo-label (Outplacement);
- h) ISO 29990 ou ISO 29993;
- i) ISO 9001;
- j) JCI (Joint Commission International);
- k) K2a et K2b;
- l) Qfor ProcessScan;
- n) Qfor WSE;
- a) Qualicor Europe accréditation;
- n) SUREPLUS (au minimum un niveau B).

2° le prestataire de services déclare qu'il est tenu, dans le cadre, selon le cas, de l'organisation générale des services spécialisés adaptés ou de la fourniture individuelle concrète de services spécialisés adaptés au cours de la période d'agrément

a) de publier clairement l'offre aux titulaires reconnus en incapacité de travail et le nombre d'heures de services spécialisés adaptés qui peuvent être fournis dans le cadre de cette offre pour un maximum de 1.800 euros, ainsi que les conditions à remplir par ces titulaires;

b) d'avaliser le fait que son offre envisage des démarches effectives vers l'emploi en vue d'un retour au circuit normal du travail;

c) de définir les accords concernant les services spécialisés adaptés entre le prestataire de services et le titulaire dans une feuille de route;

d) de répondre à toute demande du titulaire souhaitant bénéficier de services spécialisés adaptés. Toutefois, il peut limiter son offre à certains groupes cibles. Dans ce cas il doit l'indiquer clairement lors de la demande d'agrément;

---

(°) d'application à partir du 1-4-2024

e) de partager en toute sécurité et dans le strict respect du secret professionnel les données nécessaires avec les parties prenantes concernées par le trajet envisagé;

f) de garantir que les services spécialisés adaptés ne soit dispensés que par des professionnels possédant les connaissances nécessaires. Les connaissances nécessaires sont démontrées si les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

i. avoir suivi un programme de formation d'au moins 15 heures de contact axé sur la réintégration des titulaires reconnus en incapacité de travail. Le programme de cette formation comprend au moins une explication de la réglementation applicable concernant les " Trajets Retour Au Travail " telle que prévue par la loi coordonnée et le présent arrêté;

ii. avoir au moins trois ans d'expérience dans l'accompagnement des personnes vulnérables vers le marché du travail.

g) de communiquer au fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités, endéans un délai de quatorze jours à partir de la date concernée, la date de début et la date de fin des services spécialisés adaptés fournis à chaque titulaire.

En vue de l'agrément par le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités, le prestataire de services doit introduire une demande au moyen du formulaire électronique mis à disposition par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. Pour que la demande soit recevable, le formulaire doit être entièrement rempli et les pièces justificatives demandées relatives aux critères précités doivent être jointes. Si cette demande n'est pas possible par voie électronique, le prestataire de services utilise un formulaire papier dont le modèle est mis à disposition par l'Institut précité.

A la demande du fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités, le prestataire de services doit communiquer toutes les données supplémentaires nécessaires afin qu'il puisse prendre une décision d'agrément ou évaluer les services spécialisés adaptés fournis.

Le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités prend une décision ou, le cas échéant, demande la communication de données supplémentaires nécessaires dans un délai de 45 jours à partir du jour suivant le jour de l'introduction de la demande. Le délai précité est à nouveau d'application à partir du jour suivant le jour de la réception des données supplémentaires nécessaires demandées.

L'agrément est accordé pour une durée de deux ans, prolongeable sur base de l'introduction d'une nouvelle demande via le formulaire électronique mis à disposition par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. La demande de prolongation de l'agrément est introduite par le prestataire de services au plus tard 60 jours avant l'expiration de l'agrément octroyé. Si cette demande de prolongation n'est pas possible par voie électronique, le prestataire de services utilise un formulaire papier dont le modèle est mis à disposition par l'Institut précité.

Lorsque les conditions visées à l'alinéa 1er ne sont pas remplies, le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités refuse d'agréer le prestataire de services ou refuse de prolonger l'agrément, ou lui retire son agrément. La notification de cette décision est communiquée au prestataire de services. Dans ce cas, le prestataire de services conserve le droit d'introduire une nouvelle demande en utilisant le formulaire mis à disposition par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. Toutefois, lorsque le titulaire a déjà entamé le service spécialisé adapté, le refus de prolonger l'agrément ou le retrait de l'agrément ne porte pas atteinte à la décision positive visée à l'article 245noniesdecies, § 2, alinéa 6, et il peut poursuivre ledit service. En revanche, si le titulaire n'a pas encore entamé le service spécialisé adapté, il reçoit une invitation afin de se faire fournir ledit service par un prestataire de services agréé.]

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°)

**[Section III.**

**Demande par le titulaire de l'octroi d'une intervention du " Fonds Retour Au Travail " et  
décision du fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités]**

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°°)

**[Art. 245octiesdecies.** Les titulaires suivants, reconnus en incapacité de travail conformément à l'article 100 de la loi coordonnée, peuvent prétendre à une intervention du " Fonds Retour Au Travail " visé à l'article 110/2 de la loi coordonnée pour un montant ne pouvant excéder 1.800 euros :

1° le titulaire dont le contrat de travail a pris fin au maximum six mois avant la date de la demande visée à l'article 245noniesdecies, § 1er, pour cause de force majeure telle que visée à l'article 34, § 1er, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et pour lequel l'employeur est tenu de payer la contribution visée à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 2°, de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs;

2° le titulaire qui, au moment de la demande visée à l'article 245noniesdecies, § 1er, se trouve dans la période d'invalidité visée à l'article 93 de la loi coordonnée.

Toutefois, l'intervention du " Fonds Retour Au Travail " en faveur du titulaire visé à l'alinéa 1er, 2°, n'est possible qu'à partir du 1er avril 2025 et ce sur base de l'éventuel solde du montant des contributions qui n'ont pas servi à financer le montant des interventions accordées aux titulaires visés à l'alinéa 1er, 1°.

Le titulaire visé à l'alinéa 1er, 2°, qui a déjà bénéficié d'une intervention du " Fonds Retour Au Travail " pendant la période de reconnaissance de l'incapacité de travail en cours ne peut pas bénéficier d'une nouvelle intervention.]

[I – – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°°°)

**[Art. 245noniesdecies. § 1er.** Pour prétendre à une intervention du " Fonds Retour Au Travail ", le titulaire visé à l'article 245octiesdecies, alinéa 1er, doit introduire une demande auprès du fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités. Cette demande peut être faite au moyen d'un formulaire électronique ou d'un formulaire papier, dont le modèle est mis à disposition par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

---

(°) d'application à partir du 1-4-2024  
(°°) d'application à partir du 1-4-2024  
(°°°) d'application à partir du 1-4-2024

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités examine la demande introduite par le titulaire visée au paragraphe 1er.

Toutefois, si les ressources financières du " Fonds Retour Au Travail " sont insuffisantes au moment de la demande effectuée par le titulaire visé à l'article 245octiesdecies, alinéa 1er, il lui est envoyé une notification l'informant de son inscription ainsi que de sa place exacte sur une liste d'attente et mentionnant que sa demande sera examinée dès que les ressources financières seront à nouveau suffisantes. Sur cette liste d'attente, les titulaires visés à l'article 245octiesdecies, alinéa 1er, 1°, sont toujours positionnés avant les titulaires visés à l'article 245octiesdecies, alinéa 1er, 2°. Le cas échéant, ce titulaire sera informé tous les trois mois de sa place exacte sur la liste d'attente susmentionnée. Au moment où les ressources financières sont à nouveau suffisantes, le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités demande au titulaire de confirmer son souhait de bénéficier d'une intervention du " Fonds Retour Au Travail ".

Sauf dans le cas de l'exécution d'un trajet de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle visé à l'article 215novies faisant partie d'un " Trajet Retour Au Travail " visé à l'article 100, § 1er/1, de la loi coordonnée et sans préjudice des autres conditions à remplir, une intervention du " Fonds Retour Au Travail " n'est possible que si un médecin du Service des indemnités membre du Conseil médical de l'invalidité, a jugé que le service spécialisé adapté souhaité est compatible avec l'état de santé général du titulaire.

A la demande du fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités, le titulaire doit communiquer toutes les données supplémentaires nécessaires afin qu'il puisse prendre une décision.

Le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités prend une décision ou, le cas échéant, demande la communication de données supplémentaires nécessaires dans un délai de 45 jours à partir du jour suivant le jour de l'introduction de la demande. Le délai précité est à nouveau d'application à partir du jour suivant le jour de la réception des données supplémentaires nécessaires demandées.

En cas de décision positive du fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités, le titulaire recevra, en même temps que la notification de cette décision, un bon unique d'une valeur de 1.800 euros à faire valoir auprès du prestataire de services agréé concerné pour l'achat des services spécialisés adaptés.

Le bon visé à l'alinéa 6 a une validité maximale de six mois. Ce délai de six mois commence :

1° à la date prévue pour le début des services spécialisés adaptés, telle qu'indiquée par le titulaire dans sa demande. Toutefois, cette date de début ne doit pas être postérieure de plus de deux mois à partir de la date de la demande.

2° à la date de la décision positive rendue par le fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités lorsque la date prévue pour le début des services spécialisés adaptés n'a pas été communiquée par le titulaire ou lorsque cette date prévue est déjà expirée étant donné l'application de l'alinéa 2.

Si la demande du titulaire est refusée, il en est informé par lettre recommandée. Cette notification contient les mentions visées à l'article 14 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer " la charte " de l'assuré social.]

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°)

**[Section IV.**

**Demande par le prestataire de services agréé de recevoir le paiement pour le service spécialisé adapté fourni et délai de paiement]**

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°°)

**[Art. 245vicies.** Pour que le prestataire de services agréé reçoive le paiement des services spécialisés adaptés fournis, il doit introduire une demande dans un délai de 45 jours à partir du jour suivant la date à laquelle ont pris fin ces services spécialisés adaptés fournis auprès du fonctionnaire dirigeant du Service des indemnités. Cette demande est appuyée par la communication d'un résumé des services spécialisés adaptés fournis et par la fourniture du bon reçu du titulaire. Si cette demande n'est pas possible par voie électronique, le prestataire de services utilise un formulaire papier dont le modèle est mis à disposition par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Pour autant que la demande du prestataire de service agréé soit complète et que toutes les conditions soient remplies pour recevoir le paiement du service spécialisé adapté fourni, l'Institut national d'assurance maladie-invalidité effectue le paiement au plus tard le dernier jour du deuxième mois civil suivant le mois civil au cours duquel le prestataire de services agréé a introduit cette demande.]

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°°°)

**[Section IV.**

**Dispositions transitoires]**

[I – A.R. 28-3-24 – M.B. 2-4 – art. 2] (°°°°)

**[Art. 245unvicies.** Par dérogation au délai de six mois visé à l'article 245octiesdecies, alinéa 1er, 1°, le titulaire dont le contrat de travail a pris fin pour cause de force majeure visée à l'article 34, § 1er, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail pendant la période du 1er avril 2024 au 1er juillet 2024 inclus peut prétendre à une intervention du " Fonds Retour Au Travail " visé à l'article 110/2 de la loi coordonnée, si la demande visée à l'article 245noniesdecies, § 1er, est introduite au plus tard le 2 janvier 2025.]

---

(°) d'application à partir du 1-4-2024  
(°°) d'application à partir du 1-4-2024  
(°°°) van toepassing vanaf 1-4-2024  
(°°°°) van toepassing vanaf 1-4-2024